



LES ONG, UN VECTEUR D'INFLUENCE POUR LA FRANCE EN AFRIQUE FRANCOPHONE?

L'EXEMPLE DU RESEAU AFRICAIN POUR L'EDUCATION, LA SANTE ET LA CITOYENNETE (RAES)

Mai 2015

Auteurs : Thibaut DELOFFRE, Max-Erwann GASTINEAU, Fabienne JOURDAN,

Alexandra MOREAU-CORDISCO, Paul RENARD

Sous la direction de : Christian HARBULOT

Avertissement et Copyright

Ce document d'analyse, d'opinion, d'étude et/ou de recherche a été réalisé par un (ou des) membre(s) de l'Association de l'Ecole de Guerre Economique. Préalablement à leurs publications et/ou diffusions, elles ont été soumises au Conseil scientifique de l'Association. L'analyse, l'opinion et/ou la recherche reposent sur l'utilisation de sources éthiquement fiables mais l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties. Sauf mention contraire, les projections ou autres informations ne sont valables qu'à la date de la publication du document, et sont dès lors sujettes à évolution ou amendement dans le temps. Le contenu de ces documents et/ou études n'a, en aucune manière, vocation à indiquer ou garantir des évolutions futures.

Le contenu de cet article n'engage la responsabilité que de ses auteurs, il ne reflète pas nécessairement les opinions du(des) employeur(s), la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations. Et, les erreurs éventuelles relèvent de l'entière responsabilité des seuls auteurs.

Les droits patrimoniaux de ce document et/ou étude appartiennent à l'Association, voire un organisme auquel les sources auraient pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, en totalité ou en partie, de ce document et/ou étude ne peut se faire sans la permission expresse du(es) rédacteur(s) et du propriétaire des droits patrimoniaux.

Association de l'Ecole de Guerre Economique©

1

Ce document d'analyse, d'opinion, d'étude et/ou de recherche a été réalisé par un (ou des) membre(s) de l'Association de l'Ecole de Guerre Economique. Préalablement à leurs publications et/ou diffusions, elles ont été soumises au Conseil scientifique de l'Association. L'analyse, l'opinion et/ou la recherche reposent sur l'utilisation de sources éthiquement fiables mais l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties. Sauf mention contraire, les projections ou autres informations ne sont valables qu'à la date de la publication du document, et sont dès lors sujettes à évolution ou amendement dans le temps.

Le contenu de ces documents et/ou études n'a, en aucune manière, vocation à indiquer ou garantir des évolutions futures. Le contenu de cet article n'engage la responsabilité que de ses auteurs, il ne reflète pas nécessairement les opinions du(des) employeur(s), la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations. Et, les erreurs éventuelles relèvent de l'entière responsabilité des seuls auteurs.

Les droits patrimoniaux de ce document et/ou étude appartiennent à l'Association, voire un organisme auquel les sources auraient pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, en totalité ou en partie, de ce document et/ou étude ne peut se faire sans la permission expresse du(es) rédacteur(s) et du propriétaire des droits patrimoniaux.



Mots-clés

Afrique, santé, développement, influence, France, Sénégal, Mali, Bénin, Guinée, Burkina Faso, Chine, Niger, Orange, Lagardère, ONG, francophonie, m-santé



SOMMAIRE

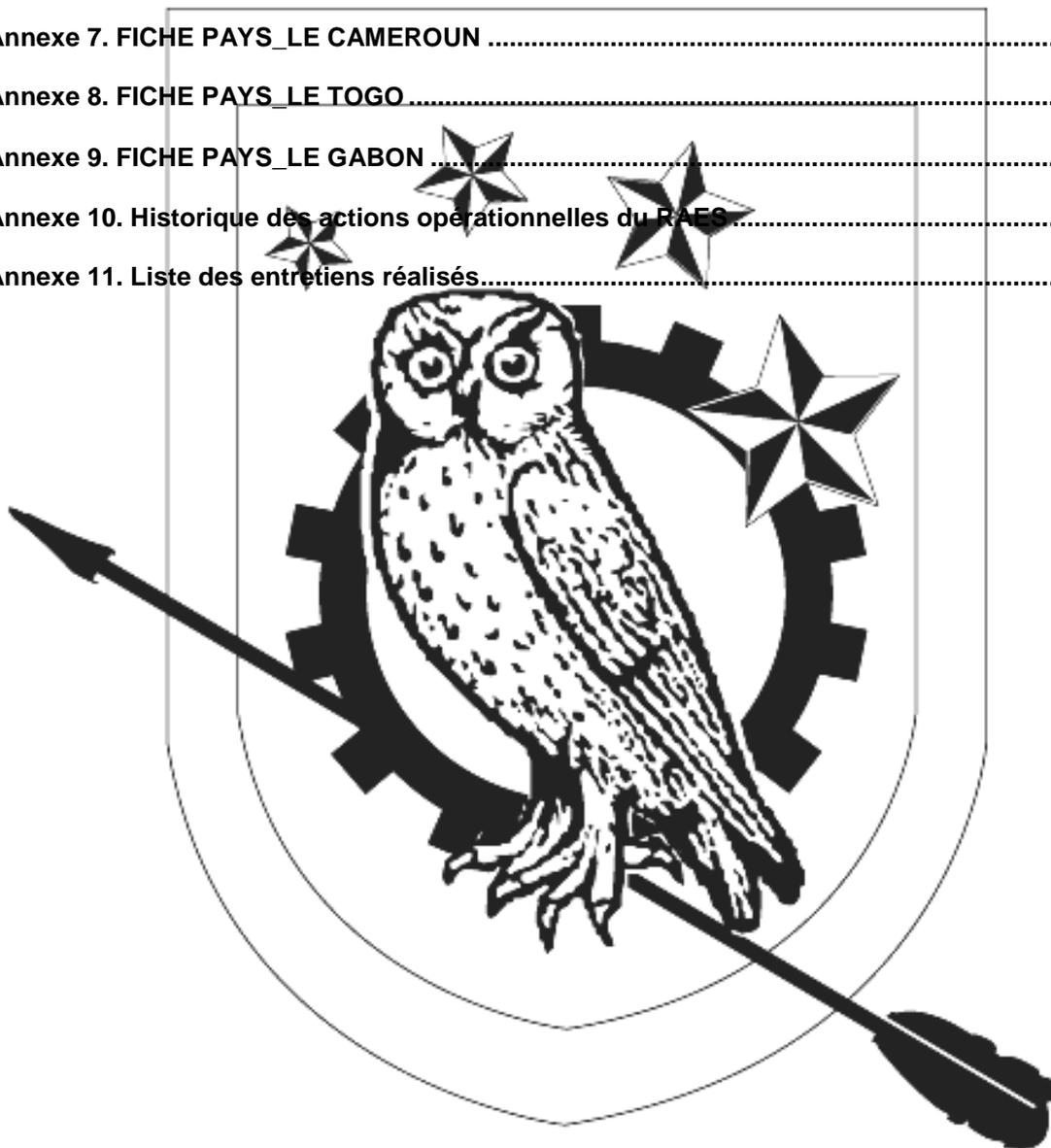
Remerciements	6
Executive Summary	7
Résumé	8
INTRODUCTION	9
I. MISE EN PERSPECTIVE	12
A. UN CONTEXTE FAVORABLE A L'ESSOR D'UNE PLATEFORME D'E-SANTE EN AFRIQUE FRANCOPHONE	12
1. Les TICs, un secteur économique en plein essor en Afrique	12
1.1. Le secteur des TICs comme source de croissance et de développement.....	12
1.2. Les TICs : un remède aux dysfonctionnements des systèmes de santé.....	13
2. La volonté politique nord-américaine de soutenir les efforts de santé publique en Afrique, une «sollicitude intéressée»	17
3. Le Sénégal comme pays d'accueil du projet RAES : un choix stratégique	19
B. NAISSANCE ET EMERGENCE DU RAES	20
1. RAES : un site d'informations sur la santé «made in Sénégal»	20
2. Positionnement du Réseau Africain d'Éducation pour la Santé et la Citoyenneté	22
3. Cartographie des acteurs	23
II. POUR UNE RÉDUCTION DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE FRANCOPHONE	24
A. PARTICIPATION DU RAES A LA REDUCTION DE LA FRACTURE NUMERIQUE EN AFRIQUE FRANCOPHONE	24
B. LES ENJEUX DE LA M-SANTE : LE MARCHÉ AFRICAIN DE PLUS EN PLUS CONVOITE	26
C. L'AUTRE SECTEUR PHARE DU RAES : LES MEDIAS ET L'AUDIO-VISUEL AU CŒUR D'UN CONTEXTE CONCURRENTIEL DES GROUPES EUROPEENS ET CHINOIS	29
1. Stratégie du groupe Lagardère en Afrique francophone	29
2. L'autre stratégie panafricaine de Canal plus et du groupe BOLLORÉ	30



3.	Face à celle de la Chine : l'Afrique selon StarTimes	30
4.	L'autre nerf de la guerre : le contenant	30
D.	QUELLE PLACE POUR LA FRANCE DANS LE SECTEUR DES TICS ?	31
1.	Modification des rapports de force : le recul de la présence française	31
2.	« L'Afrique, un laboratoire des usages dans les telecoms ». L'offensive francophone des télécoms français	34
III.	QUELLE STRATEGIE D'INFLUENCE POUR LA FRANCE ?	38
A.	TYPOLOGIE D'INFLUENCES COMPAREES (USA, GB, ALLEMAGNE)	38
1.	USA : le soft power, élément essentiel de leur hyperpuissance	38
2.	Royaume-Uni : réseau, veille et influence	41
3.	L'influence allemande : le poids économique	43
B.	POUR UNE VERITABLE DOCTRINE D'INFLUENCE FRANÇAISE A L'INTERNATIONAL	44
1.	L'influence française, un état des lieux	47
1.1.	Un nouvel élan : les Assises du développement	48
1.2.	Aide d'Etat au développement : vers une stratégie de brillant hropo-capitalisme ?	51
2.	L'influence française, perspectives	53
2.1.	La « diplomatie démultipliée », corps d'une politique nationale d'ambition internationale	53
2.2.	Les relations entre les entreprises et la société civile, rampes de lancement pour l'influence de la France à l'international	56
2.3.	L'influence française : de prise de conscience à la volonté	62
C.	UN EXEMPLE DE MARCHE A CONQUERIR EN AFRIQUE : LA CONSTRUCTION D'UN ESPACE ECONOMIQUE FRANCOPHONE DES TICS	68
	CONCLUSION	72
IV.	ANNEXES	74
	Annexe 1. FICHE PAYS LE SENEGAL	75
	Annexe 2. FICHE PAYS LE MALI	78



Annexe 3. FICHE PAYS_LA GUINEE.....	81
Annexe 4. FICHE PAYS_LE BENIN	84
Annexe 5. FICHE PAYS_LE BURKINA FASO	87
Annexe 6. FICHE PAYS_LE NIGER	90
Annexe 7. FICHE PAYS_LE CAMEROUN	93
Annexe 8. FICHE PAYS_LE TOGO	96
Annexe 9. FICHE PAYS_LE GABON	99
Annexe 10. Historique des actions operationnelles du RAES.....	102
Annexe 11. Liste des entretiens réalisés.....	105





Remerciements

Nous adressons nos remerciements aux personnes qui ont accepté de nous rencontrer et répondre à nos questions, qui par leurs paroles et leurs conseils ont guidé nos réflexions.

Plus particulièrement, nous remercions Alexandre RIDEAU du temps qu'il nous a accordé, et surtout pour son éclairage et son expertise qui ont contribué à alimenter notre réflexion.

Nos remerciements vont à tous ceux que nous avons sollicités, mais dont l'emploi du temps ne leur a pas permis de nous recevoir, et que nous ne saurions citer ici. Ils ont contribué par leurs écrits à l'élaboration de ce travail.

Nos profonds remerciements à Nicolas MAZZUCCHI et Benjamin PELLETIER pour la disponibilité qu'ils ont témoignée à notre égard, pour leurs précieux conseils et leurs critiques constructives.

Nous remercions chaleureusement Christian HARBULOT de nous avoir fait confiance dans le choix de notre sujet tout en nous laissant une grande liberté.

Enfin, nous tenons à mentionner le plaisir que nous avons eu à travailler sur ce sujet et nous espérons que cette étude trouvera son utilité très rapidement.



Executive Summary

Conceived in 2003, the RAES project has been co-developed by American and Senegalese teams, with the aim to promote healthcare through multimedia programs. From the beginning, the project has been encouraged by President Wade and received the help of American scientists from UCLA, South California and Loyola Marymont. Since its actual beginnings in 2005 in Senegal, its actions have spread to help populations from Mali, Guinea-Conakry, Benin, Burkina Faso, Niger, Cameroon, Togo and Gabon.

This fast development can be linked to that of information and communication technologies (NICT) on the African continent. Indeed, by narrowing distances and facilitating exchanges between stakeholders, these technologies can improve the existing infrastructures and the access to medicine and physicians. They bring innovative solutions to the failures African healthcare systems encounter.

RAES' growth is also because of a political wish from the USA to support the efforts of public health in Africa, along with the WHO's recommendations and those of the OIF (International Organization of Francophonie). It is important to emphasize on RAES' unique position, being a vehicle for American universities to enter a universe outside of America's influence, the French-speaking world, in order to conduct applied researches and test new mobile technologies.

France, privileged and historical partner has lost in a decade half of its shares in the African market, leaving the continent to other countries. Our country has become aware of this problem, but maybe too late, and not to its full extend. However, new projects are being launched to face this problem. For example, the creation of an internet portal on key sectors of development addresses perfectly this new digital "francophonie" strategy, by accelerating the integration of the French-speaking world in the global digital economy.

Currently, a new dynamic is underway, but it lacks coherence and strength. France must be the leader in co-developing NICT projects, especially in the healthcare area, in French-speaking Africa.

France's foreign economic policy must combine a strategy of cultural influence on the long term and a greater cooperation with civil society. Being in 9 countries of French-speaking sub-Saharan Africa, RAES is definitely the archetype of a strengthened cooperation – between Public authorities, private sector and NGOs - getting results in terms of development and economic and cultural influence.



Résumé

Conçu en 2003, le projet RAES a été co-développé par des équipes américaines et sénégalaises dans le but de promouvoir des outils de prévention en matière de santé, sous la forme de contenus pédagogiques multimédia. Dès le début, le projet a été encouragé par le président Wade et a reçu l'aide de scientifiques américains de l'UCLA, Californie du Sud et Loyola Marymont, et le soutien financier de l'UNSAID. Depuis ses débuts en qualité d'ONG sénégalaise, en 2005, les actions du RAES se sont élargies pour aider les populations vivant au Mali, en Guinée-Conakry, au Bénin, au Burkina Faso, au Niger, au Cameroun, au Togo et au Gabon.

Ce développement rapide est lié à deux facteurs essentiels : le fort soutien que le développement des technologies de l'information et de la communication (NTIC) a reçu des autorités africaines ; la réappropriation de ces NTIC par les populations locales. En effet, en réduisant les distances et en facilitant les échanges entre les parties prenantes jalonnant le parcours de soins du patient, les NTIC pallient les déficits en infrastructures et renforcent la prise en charge des malades en facilitant l'accès à la médecine et aux professionnels de santé. Ces outils ont donc d'emblée apporté des solutions innovantes aux défaillances des systèmes de soins africains.

Initialement, la croissance de RAES est aussi le fruit d'une volonté politique des Etats-Unis de soutenir les politiques de santé publique en Afrique, comme le préconisaient dès les années 90 l'OMS et même l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie). Il est important de souligner que le RAES fut alors un moyen pour les universités américaines de pénétrer un univers étranger à la sphère traditionnelle d'influence américaine, où domine la langue française, afin d'évaluer sur le terrain les projets de développement mis en place et de tester la réappropriation par les populations des nouvelles technologies mobiles.

La France, partenaire privilégié et historique, a perdu en cinq ans une grande partie de son influence sur le marché africain, laissant le continent en proie aux appétits étrangers les plus voraces. Si notre pays a tardivement pris conscience de ce recul, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour prendre pleinement conscience, à l'image des Américains, de l'intérêt stratégique d'adopter les politiques d'aide au développement à des finalités d'accroissement de puissance économique et culturelle.

De nouveaux projets sont tout de même lancés pour faire face à ce problème. Par exemple, la création d'un portail Internet sur les secteurs clés du développement accélère l'intégration du monde francophone dans l'économie mondiale du numérique. Actuellement, une nouvelle dynamique est donc en cours, bien qu'elle manque de cohérence et de consistance, dans la continuité du soutien qui lui est offert. En Afrique francophone, la France doit être leader des projets de développement associés aux NTIC, en particulier dans le domaine de la santé.

Plus que jamais, la politique économique étrangère de la France doit combiner, sur le long terme, stratégie d'influence culturelle et coopération renforcée avec la société civile. Présent dans 9 pays de langue française de l'Afrique subsaharienne, le RAES incarne sans conteste l'archétype de la plateforme de coopération entre société civile, autorités publiques et secteur privé obtenant de résultats tant en matière de développement social, économique et d'influence culturel (diffusion de la langue française).



INTRODUCTION

« Nous jugeons prioritaire d'investir dans des systèmes de santé solides, qui sont in fine les vrais remparts contre l'émergence des crises sanitaires. (...) La France fait du renforcement du système des soins une priorité de son aide au développement et une cible prioritaire de l'agenda pour le développement post 2015. »

Marisol TOURAINE, « 68ème Assemblée mondiale de la santé (OMS) », Genève, 18-26 mai 2015.

Et si la France prenait enfin conscience de tout son potentiel ? Certes, le renforcement des capacités des systèmes de santé des Etats africains n'est pas une nouveauté. L'aide au développement consacrée par la France à cette problématique est considérable : 8 milliards d'euros en 2014¹. Pour autant, les dividendes de cette action sociale extérieure n'ont pas toute l'ampleur que la France serait en légitimité d'attendre.

Les causes des crises de santé publique en Afrique sont principalement la résultante d'un déficit en termes d'infrastructures (maillage territorial des centres de soins, réseaux routiers et télécommunications) et d'éducation des populations sur le plan de la prévention et de l'accès aux soins. Autant de carences expliquant pourquoi le recours aux nouvelles technologies de télécommunication ait été élevé ces dernières années au rang de priorités par les chefs d'Etats africains. En effet, les autorités africaines, notamment celles issues de la partie subsaharienne, où le taux de mortalité infantile et maternels est le plus élevé au monde, voient dans l'utilisation de la téléphonie mobile une réponse appropriée à l'amélioration de la prise en charge des populations. La m-santé est ainsi perçue comme l'un des principaux moteurs du développement économique et social futur des pays d'Afrique.

Dans ce contexte, le continent africain est parfois présenté comme le nouvel eldorado du numérique. Comme l'a déclaré le 19 mai 2015 Philippe LAMOUREUX, directeur du syndicat des entreprises pharmaceutiques Les Entreprises du médicament (Leem), lors des 17èmes rencontres Leem-OIF, « *les nouvelles voies de progrès en santé passent par la révolution numérique, dont l'Afrique - avec ses 915 millions de mobiles - est un terrain d'expression privilégié, avec un champ vertigineux d'applications* »². D'après le communiqué relatif à la tenue de ces rencontres, « *la santé mobile pourrait sauver un million de vies en Afrique subsaharienne d'ici 2017* »³. Par voie de conséquence, le continent africain est aussi le théâtre d'une compétition économique croissante et permanente entre entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies et la santé - opérateurs, éditeurs d'applications, équipementiers, laboratoires pharmaceutiques, mutuelles -, interagissant directement, ou par la voie de fondations, avec les ONG locales, afin de bénéficier de leur expertise de terrain.

La santé et les nouvelles technologies sont deux domaines pour lesquels la France bénéficie d'une

¹ <http://www.afd.fr/home/pays/afrique>

² <http://www.leem.org/sites/default/files/CP-19mai2015-post%20AG-OMS%2019mai%20.pdf>

³ Idem.



expertise reconnue à l'international. Conformément à son potentiel dans ces marchés en pleine expansion, la France a donc toutes les raisons de pouvoir prétendre devenir le moteur de la construction d'un espace économique francophone dynamique en Afrique.

Toutefois, rien n'est acquis. Être légitime ne suffit pas, être un partenaire historique non plus. Pour preuve, la France a perdu beaucoup de part de marchés ces dernières années. Si elle ne renouvelle pas son modèle, sa vision du continent africain et son approche dans ses relations avec les populations, elle risque de ne plus être présente, tant au niveau économique que culturel ou linguistique.

Comment inverser cette tendance décrite par l'économiste kenyan Mark KAPCHANGA, dans un article paru en 2014 dans le quotidien chinois Global Times, selon qui « *l'influence européenne en Afrique est aujourd'hui faiblissante (...). La place confortable dont bénéficiait les Etats-Unis et l'Europe par le passé est progressivement réduite par la langue, les valeurs, les idées, l'histoire et les produits de la Chine qui sont en train d'être rapidement assimilés en Afrique* »⁴ ?

Le recours au smart power⁵ se justifie pleinement pour la France face à sa perte d'influence et la montée en puissance d'Etats beaucoup plus combatifs comme la Chine, le Brésil, la Turquie ou l'Inde. Par le subtil dosage d'une approche favorisant l'appropriation par les populations locales des projets de développement résultant de la coopération entre acteurs économiques privés et ONG et la poursuite d'accords commerciaux dans des secteurs industriels stratégiques, négociés directement par les États, le smart power peut s'avérer être un moyen efficace pour revaloriser une image parfois dégradée, une attitude souvent présentée comme arrogante, voire paternaliste, et en finir avec une représentation tenace d'ancien colonisateur.

La France doit élever au rang de ses priorités stratégiques et opérationnelles un changement de positionnement majeur. A cette fin, comment peut-elle promouvoir, justifier et accroître son influence ? A l'heure où la montée en puissance de la société civile rend la question du développement autrement plus complexe que la traditionnelle approche bilatérale d'Etat à Etat, le présent rapport s'attardera sur l'ONG Réseau africain pour l'éducation, la santé et la citoyenneté (RAES), en tant qu'archétype du levier sur lequel la France pourrait s'appuyer pour accroître son influence économique en Afrique subsaharienne dans des secteurs clés comme la m-santé.

Pour mieux comprendre comment RAES peut être vecteur d'influence, et plus globalement l'ensemble des ONG œuvrant dans le domaine du développement, il est important d'en présenter la genèse et de revenir sur le contexte favorable qui a présidé à l'essor de cette plate-forme e-santé en Afrique francophone. Ensuite, il sera nécessaire de mesurer en quoi l'analyse du rôle joué par cette ONG dans la santé et la réduction de la fracture numérique en Afrique subsaharienne permet de comprendre pourquoi l'enjeu du développement ne peut faire l'impasse d'une coopération renforcée entre le monde économique et le monde sociétal ; coopération dont l'Etat a la responsabilité d'encourager, voire de coordonner. En effet, pour combiner diplomatie économique, diplomatie publique et développement, il est indispensable de tenir compte des faiblesses et atouts dont dispose

⁴ <http://www.globaltimes.cn/content/841369.shtml>

⁵ Le smart power, ou « pouvoir de l'intelligence », est un concept forgé par Joseph NYE et doctrine actuelle de la diplomatie américaine. Lors de son audition de confirmation devant la commission des Affaires Etrangères du Sénat, Hillary CLINTON, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de l'administration Obama, y a explicitement fait allusion : « *nous devons avoir recours à ce qui a été appelé « le pouvoir de l'intelligence », l'ensemble des outils à notre disposition : diplomatiques, économiques, militaires, politiques, légaux, et culturels — il faut choisir le bon outil, ou la bonne combinaison d'outils, la mieux adaptée à chaque situation* ».



la France. L'exemple du marché des TICs est l'illustration même de ce potentiel de coopération existant entre l'Afrique subsaharienne francophone et la France pour bâtir un marché francophone compétitif, basé sur un réseau local dont les problématiques plurisectorielles sont à même de dresser des ponts entre acteurs institutionnels, économiques, associatifs, universitaires et issus la société civile.

Cette étude s'appuie sur la réalisation d'une dizaine d'entretiens dont celui du fondateur du RAES, sur l'analyse de la littérature académique dédiée à ce sujet et sur la cartographie de l'ensemble des parties prenantes.



I. MISE EN PERSPECTIVE

Imaginé en 2003, le projet de Réseau Africain d'Éducation pour la Santé et la Citoyenneté (RAES)⁶ est le fruit d'une initiative américano-sénégalaise qui œuvre pour la promotion de la santé par le biais de programmes multimédias. Depuis 2005, date de sa mise en œuvre au Sénégal, son action s'est étendue aux populations du Mali, de la Guinée-Conakry, du Bénin, du Burkina-Faso, du Niger, du Cameroun, du Togo et du Gabon.

A. UN CONTEXTE FAVORABLE A L'ESSOR D'UNE PLATEFORME D'E-SANTE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Ce développement rapide du RAES doit être mis en perspective avec l'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur le continent africain (1), une volonté politique nord-américaine de soutenir les efforts de santé publique en Afrique (2), et le choix du Sénégal comme pays d'accueil de cette plateforme multimédia de santé (3).

1. Les TICs, un secteur économique en plein essor en Afrique

1.1. Le secteur des TICs comme source de croissance et de développement

Le secteur de l'industrie de la téléphonie mobile en Afrique subsaharienne a cru de 18% en moyenne chaque année. En 2013, le sous-continent comptait environ 253 millions d'abonnés mobiles uniques. La même année, le taux de pénétration mobile en Afrique subsaharienne était de 32,1%. En 2017, le sous-continent devrait compter 346 millions d'utilisateurs, soit un taux de pénétration de 37,6%⁷. Dans certains pays (ex. Guinée-Conakry), les ménages consacrent jusqu'à 10% de leur revenu mensuel en téléphonie alors que ce taux est de 3% dans les pays développés (Analyse Bearing Point, 2010).

Par ailleurs, les acteurs du marché des télécoms se substituent à ceux d'un secteur bancaire défaillant : selon la Banque Mondiale, environ 20% des ménages ont un compte bancaire en Afrique⁸. Ce pourcentage tombe à 15% au Libéria et à 5% en Tanzanie (2008). En Afrique, les populations rurales ont peu ou pas d'accès aux agences bancaires, ces dernières préférant orienter leurs investissements vers des secteurs plus rentables. Ainsi, Safaricom (2007) ou Orange (2008) sont parmi les premiers opérateurs à proposer aux Africains des solutions de paiement mobile, le transfert d'argent de personne à personne s'effectuant désormais par SMS (salaire, paiement d'une course de taxi, argent de poche...).

⁶ <http://www.ongraes.org>

⁷ <http://economie.jeuneafrique.com/regions/afrique-subsaharienne/20540-telephone-mobile-lafrique-subsaharienne-reste-la-region-la-plus-dynamique-au-monde.html>

⁸ <http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/january-2008/une-banque-dans-toutes-les-poches-africaines>



1.2. Les TICS : un remède aux dysfonctionnements des systèmes de santé

Les populations d'Afrique subsaharienne sont régulièrement affectées par des pathologies (paludisme, maladie du sommeil, sida...) difficiles à prévenir et à conjurer. Le contraste entre l'étendue des territoires concernés par la maladie et les moyens alloués pour la combattre est saisissant : en 2010, les dépenses de santé pour l'Afrique représentaient 51 milliards de dollars, soit un peu plus de 50 dollars par habitant quand la dépense moyenne en France était de 3400 dollars⁹. En réduisant les distances et en fluidifiant les échanges, les technologies de l'information et de la communication peuvent contribuer à améliorer les systèmes de santé en place et faciliter une prise en charge rapide de la maladie.

Ainsi, les TICs apportent des solutions innovantes aux défaillances des systèmes de santé en Afrique. En favorisant l'échange rapide d'informations à distance, elles constituent non seulement un remède aux difficultés de transport par la route mais aussi pallient l'absence d'expertises médicales générales ou spécifiques dans certaines contrées reculées. Ce faisant, les TICs génèrent des gains de productivité, même si ce terme interroge les esprits quand on parle de santé publique. De la même manière, les patients peuvent consulter à distance les lieux et horaires d'ouverture du dispensaire le plus proche avant de se déplacer, comme demander conseils au médecin par courriel.

La formation à distance par internet (e-learning) constitue un autre domaine valorisé par l'emploi des TICs. Ainsi, les professionnels de santé éloignés géographiquement des grands centres urbains peuvent approfondir leur formation médicale dans les différents champs de la connaissance. Une innovation mérite d'être mise en valeur : WapEduc¹⁰ est une solution mobile créée en 2007 par le Français Philippe Steger. Lancé en France comme système éducatif mobile, WapEduc est le premier portail européen de mobile-learning accessible à partir d'un téléphone mobile. En 2009, son créateur a souhaité développer son offre de services à l'Afrique, en commençant par le Sénégal. Ainsi, cette application éducative s'adresse aujourd'hui autant aux étudiants désireux de développer leurs connaissances scolaires (histoire, mathématiques, géographie...) qu'aux professionnels de la santé qui bénéficient de synthèses médicales sur les principales maladies¹¹ et de la possibilité de transmettre des messages d'alerte et de prévention. En la matière, le soutien des autorités locales est indispensable pour légitimer les contenus de santé diffusés.

Par ailleurs, deux initiatives, nées en Afrique francophone, proposent des solutions de télémédecine qui compensent, en partie, le manque d'offre de santé :

- la première est le réseau en Afrique francophone pour la télémédecine (RAFT)¹², créé en 2001 par les hôpitaux et universités de Genève à l'initiative de médecins et d'étudiants du Mali. Il est désormais actif dans une quinzaine de pays et vise à soutenir les professionnels de la santé, en particulier ceux qui sont isolés. Il y a une pénurie de professionnels de la santé, notamment dans les pays d'Afrique subsaharienne. Il s'agit donc de renforcer la formation des acteurs de santé comme les activités de prévention et de soins dans ces pays où les systèmes de santé sont perfectibles. La télémédecine a donc pour objet de lutter contre l'isolement professionnel et social des médecins et des soignants en les intégrant, à distance, à des activités de formation, à l'accès à l'expertise de leurs collègues spécialistes et plus généralement, en les maintenant intégrés dans leur réseau professionnel. Ainsi, ce réseau relie hôpitaux universitaires, hôpitaux ruraux et centres de santé ruraux. Outre le soutien et la formation des professionnels isolés de la santé (formation continue, téléconsultations), il a pour objectif de créer des contenus en ligne de qualité et à forte valeur ajoutée locale. Ce

⁹ <http://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ticetsystemesdesanteenafrrique.pdf> (analyse de Bearing Point, 2010, à partir des données du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale, de l'Office de Coopération et de Développement Economique...)

¹⁰ <http://www.wapeduc.net>

¹¹ <http://wapeduc.mobi/xhtml/sante/menusante.php?SID=&level=&slevel=&prt=5>

¹² <http://raft.g2hp.net>



système de télé-enseignement diffuse ainsi les cours sur des réseaux dont la bande passante est dix à cent fois moins puissante qu'une connexion ADSL afin de le rendre accessible à tous. Aujourd'hui, les cours¹³ dispensés couvrent des domaines prioritaires tels que le diabète, la pédiatrie, la nutrition, la paludisme, la santé de la reproduction... ;

- la seconde est le service djantoli¹⁴ développé en 2007 au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso par trois Français. Ce service de télédiagnostic pédiatrique établit un suivi régulier de l'état de santé des enfants de 0 à 5 ans sur la base de l'étude régulière des courbes de poids, de consultations médicales et de délivrance de médicaments¹⁵. Il est proposé aux familles d'abonner leurs enfants à un système de santé à bas prix, accessible aux populations modestes qui combinent trois éléments permettant de faire le suivi de l'enfant, de la prévention à la guérison :

- un système de suivi à domicile des enfants : des agents visitent les familles pour collecter des données sanitaires de l'enfant (poids, toux, vomissement...). Ces données sont adressées en temps réel au médecin du centre de santé qui peut convoquer les enfants à risque ;
- une assurance santé pour que la barrière financière ne soit pas un frein au moment où l'on dit à la mère d'emmener son enfant au centre de santé ;
- un programme d'éducation à la prévention qui vise à donner aux mères les connaissances pour qu'elles puissent en amont adopter les bonnes pratiques et éviter les maladies (se laver les mains, faire dormir leurs enfants sous moustiquaire...).

¹³ <http://raft.g2hp.net/cours-indexes/>

¹⁴ <http://www.djantoli.org> (en 2007, le service proposé s'appelait Pesinet)

¹⁵ <http://www.djantoli.org/notre-solution/>



Chaîne de la santé	Besoins liés à l'information	Gains principaux apportés par les TICs	Exemples
Prévenir	<p>Transmettre des données et recevoir de l'information (points d'accès collectifs) ;</p> <p>Etre informé en cas de situations à risque (ex. épidémie) ;</p> <p>Accéder à la vaccination et au dépistage du VIH/SIDA ;</p> <p>Contrôler l'authenticité des médicaments ;</p> <p>Obtenir une liste des vaccins obligatoires.</p>	<p>Utilisation de la radio ou de la téléphonie (SMS) pour alerter, faire passer un message de prévention (deux équipements TICs le plus répandus en Afrique) ;</p> <p>Suivi des médicaments par des technologies comme le RFID ou d'autres formats plus sécurisés de type NFC.</p>	<p>Programme Pésinet au Mali du suivi du poids des bébés ;</p> <p>Phones for Health dans plusieurs pays africains : programmes de communication (épidémies, bonnes pratiques) mise en place par la GSMA.</p>
Diagnostiquer	<p>Identifier les patients à suivre pour la surveillance des maladies infectieuses ;</p> <p>Télécharger / consulter des bibliothèques de données ;</p> <p>Réaliser des diagnostics à distance dans des lieux isolés.</p>	<p>Gestion à distance des diagnostics (éviter le déplacement des patients ou des médecins). Effet double compensant d'une part le peu de personnel soignant et d'autre part la difficulté de transport pour les patients et les médecins.</p>	<p>Healthline de la Gramen Foundation (au Bangladesh, développement prévu en Afrique) : diagnostic à distance géré par un hôpital et évitant à tous des déplacements ;</p> <p>Téléradiologie au Mali ou télé-diagnostic en Egypte par Orange.</p>



Chaîne de la santé	Besoins liés à l'information	Gains principaux apportés par les TICs	Exemples
Traiter	<p>Télécharger / consulter des bases de données ;</p> <p>Recevoir des avis de pharmacovigilance ;</p> <p>Suivre l'efficacité des traitements - échanger entre professionnels ;</p> <p>Contrôler l'authenticité des médicaments ;</p> <p>Formuler des recommandations à distance dans des lieux isolés.</p>	<p>Suivi logistique dans la distribution des médicaments ;</p> <p>Optimisation de la prise en charge des patients à l'hôpital (transfert de données via RTC pour les petits hôpitaux, IP VPN pour les plus grands et dans certains cas GPRS / EDGE.</p>	<p>MPedigree, Ghana, lutte contre la contrefaçon des médicaments ;</p> <p>E-logistique sur la distribution des tri-thérapies.</p>
Suivre	<p>Saisir des données ;</p> <p>Suivre la télé-assistance ;</p> <p>Suivre les maladies chroniques ;</p> <p>Bénéficier d'un suivi des vaccinations.</p>	<p>Télétransmission d'information médicale pour le suivi des maladies chroniques / coaching à distance des personnel pas / peu qualifié.</p>	<p>SMS d'alerte pour la prise de tri-thérapies (Vodacom).</p>



Chaîne de la santé	Besoins liés à l'information	Gains principaux apportés par les TICs	Exemples
Améliorer	<p>Former le personnel de santé ;</p> <p>Echanger des données entre pairs ;</p> <p>Etre informé des actualités de la santé, des nouvelles recommandations, des alertes, etc. ;</p> <p>Recevoir des informations sur les médicaments (logistique, changement de posologie, contrefaçon...)</p> <p>Mettre en réseau les dispensaires ruraux, les centres de référence et l'hôpital).</p>	Toute amélioration du système d'information soit vis-à-vis du patient (ex. Mutuelle) soit du personnel (e-learning : formation à distance du personnel soignant).	<p>Autonomisation des flux d'information pour les salariés bénéficiant de mutuelle ;</p> <p>AMREF au Kenya (formation à distance d'infirmiers, prévention, eau et hygiène, docteurs itinérants) ;</p> <p>RAFT, Afrique francophone : développement de la télémédecine, de la télé-éducation et la création de contenu médical en ligne.</p>

(source : gains de productivité sur la chaîne de la santé en Afrique grâce aux TICs, in <http://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ticetsystemesdesanteenafrique.pdf>, p.18)

2. La volonté politique nord-américaine de soutenir les efforts de santé publique en Afrique, une «sollicitude intéressée»¹⁶

Ainsi que le précise Dominique KEROUEDAN, professeur au Collège de France et spécialiste de la santé mondiale, «*ni l'altruisme, ni la philanthropie, n'expliquent la préoccupation des grandes puissances pour la santé mondiale*»¹⁷.

En 2000, 193 Etats membres de l'organisation des Nations Unies (ONU) et 23 organisations internationales identifient 4 objectifs¹⁸ du millénaire pour le développement (OMD) relatifs à la santé.

¹⁶ in KEROUEDAN Dominique, Géopolitique de la santé mondiale, Paris, Collège de France, coll. «Leçons inaugurales du Collège de France», 2013

¹⁷ idem



Entre 2001 et 2010, les financements mondiaux des pays en développement (PED) qui proviennent de partenariats public-privé, ont été multipliés par trois, pour atteindre le pic de 28,2 milliards de dollars en 2010¹⁹. Ainsi, sur cette période, l'aide publique mondiale au développement a augmenté de 61% pour atteindre 148,4 milliards de dollars en 2010²⁰.

Cela étant, derrière les volontés affichées se cachent des réalités plus commerciales et géostratégiques. La véritable grille de lecture est à découvrir en filigrane de l'actualité.

Depuis 1990, les enjeux économiques et sécuritaires s'affirment au détriment de l'enjeu politique. Sur le temps court, une vaste offensive diplomatique et économique peut être identifiée :

1/ En 1996, l'administration Clinton élabore une directive orientée vers les maladies infectieuses. « Leur ampleur dans le monde, tout ce qui concourt à leur propagation, leurs retentissements économiques, le retard de développement de nouvelles molécules et la résistance des agents infectieux aux antibiotiques, la mobilité des populations et la croissance de mégapoles la faiblesse des systèmes de santé des pays pauvres, sont autant de sujets de préoccupation du président soucieux de sécurité nationale »²¹. Entre 1999 et 2003, le National Intelligence Council (NIC) a publié au minimum 3 rapports²² sur la santé mondiale ; tous relèvent l'idée selon laquelle « *New and reemerging infectious diseases will pose a rising global health threat and will complicate US and global security over the next 20 years* »²³ ;

2/ Washington veut réduire sa dépendance énergétique nationale à l'égard du golfe Persique et parallèlement accroître ses importations pétrolières en provenance d'Afrique occidentale de 15% en 2001 à 25% en 2020²⁴. « *La relative proximité entre la côte Ouest africaine et la côte Est nord-américaine est perçue comme un atout : cela réduit les risques de rupture d'approvisionnement et comme les variations des prix du pétrole sont liées à un marché et non à une région, autant acheter au plus proche et au plus sûr* » comme le précise Jean-Christophe VICTOR ;

3/ Outre le fait que l'Afrique représente un marché d'un milliards de consommateurs, son sous-sol, encore largement inexploité, regorge de gisements parmi les plus denses du monde (chrome, coltane, platine, cobalt, gaz, pétrole, or, diamant, manganèse, cuivre, fer, uranium, charbon, coton). C'est dans ce cadre que le 2 octobre 2000, le Président Clinton promulgue la loi créant l'African Growth and Opportunity Act (AGO)²⁵ qui vise à soutenir les efforts de libéralisation et de développement des partenaires africains des Etats-Unis au travers de réductions de droits douane à l'entrée de produits africains sur le marché domestique nord-américain ;

4/ Washington veut émanciper l'Afrique de la tutelle européenne. En cela, c'est la France qui est principalement visée. Comme le souligne Alain FOGUE TEDOM, enseignant de relations internationales et stratégiques à l'université de Yaoundé II, « *outre la promotion de la démocratie, l'administration américaine promet l'arrimage des économies africaines à l'économie mondiale. Pour cela, elle s'engage à accroître les investissements privés américains sur le continent et à alléger, en fonction du niveau de libéralisation de l'économie de chaque pays, la dette. Tout ceci a pour but, entre autre, de mettre fin aux marchés jugés captifs dont jouirait la France* »²⁶ ;

5/ Washington veut par ailleurs concurrencer l'influence grandissante chinoise en Afrique. En effet, depuis 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent africain : les

¹⁸ <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/07/A/49329>

¹⁹ <http://www.healthdata.org/policy-report/financing-global-health-2012-end-golden-age>, p.13

²⁰ http://www.healthdata.org/sites/default/files/files/policy_report/2012/FGH/IHME_FGH2012_Chapter4.pdf

²¹ <http://books.openedition.org/cdf/2291?lang=fr> §42

²² <http://fas.org/irp/nic/>

²³ http://fas.org/irp/nic/infectious_diseases_paper.html, in key judgments

²⁴ https://www.youtube.com/watch?v=VJgKWEAk8kU&list=PL2F_GyKz3_h3PnHN2dGXYrgfKY-mkH5kq

²⁵ <http://trade.gov/agoa/>

²⁶ <http://www.diploweb.com/AFRICOM-Le-commandement-militaire.html>



investissements chinois ont atteint 25 milliards de dollars en 2013²⁷. De plus, comme le précise Jérôme PIGNE dans un entretien à Radio France Internationale le 22 janvier 2014 «*la Chine, c'est 100 milliards (de dollars) sur le plan commercial, en moins de dix ans, avec deux partenaires principaux que sont le Nigeria et l'Algérie. Et quand on connaît le prisme américain notamment sur l'Afrique occidentale, le Nigeria et l'Algérie sont deux partenaires principaux. (...) La Chine s'est aussi positionnée dernièrement avec un certain nombre de soldats au sein de la MINUSMA dans l'intervention au Mali. Il y a donc des aspects économiques, commerciaux mais aussi l'influence politique*»²⁸.

En définitive, pour l'administration Clinton comme pour les suivantes, la santé mondiale est avant tout un prétexte de diplomatie douce servant les intérêts économiques et sécuritaires nord-américains. Comme le souligne l'historien Georges-Henri SOUTOU, «*Les Etats-Unis ont bien compris qu'au fond la véritable puissance, aujourd'hui, c'est de pouvoir jouer dans les deux sphères, interétatique et transnationale*»²⁹.

3. Le Sénégal comme pays d'accueil du projet RAES : un choix stratégique

Le choix du Sénégal comme pays-plateforme du projet RAES s'explique par de multiples facteurs.

Tout d'abord, le premier de ces facteurs tient à l'appétence de son Président, Abdoulaye WADE (1^{er} avril 2000 - 2 avril 2012), pour les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ainsi, comme le précise un ancien proche, «*le Président WADE était lui-même un mordu du Net, des réseaux sociaux. Il passait une partie de ses nuits à surfer sur la Toile (...)*»³⁰.

Ensuite, même si le pays se trouve confronté à des défis importants en matière d'éducation³¹, d'infrastructures³² et de santé, le Sénégal est l'un des pays les plus stables de région sur le plan politique.

Enfin, le Sénégal a consenti de nombreux investissements dans le secteur des TICs et est connecté à l'Internet depuis avril 1996. Dès 2001, le Sénégal se dote d'une stratégie nationale pour le développement des TICs qui promeut dans une large mesure l'e-gouvernance et le renforcement de l'industrie nationale des TICs. La même année, il bénéficie d'une liaison à haut débit pour se connecter à l'Internet par le biais d'un réseau sous-marin à fibre optique³³, dont l'accès est peu coûteux par rapport aux pays voisins. «*Les réseaux sociaux ont attiré les populations en ligne, les coûts d'accès dans les villes sont peu élevés, la demande émanant de grandes sociétés de télécommunications a créé un pool de développeurs de logiciels relativement important*»³⁴. En 2011, le taux de pénétration de l'Internet au Sénégal atteignait 17,5%³⁵.

²⁷ <http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2014/08/08/31007-20140808ARTFIG00264-pourquoi-les-etats-unis-sont-devances-par-la-chine-en-afrique.php>

²⁸ <http://www.rfi.fr/afrique/20140122-sommet-usa-afrique-il-y-vrai-interet-washington-afrique/>

²⁹ http://www.asmp.fr/travaux/communications/2011_06_06_soutou.htm

³⁰ http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/L-Afrique-connectee-une-revolution-en-marche- NG_-2013-02-13-910604

³¹ <http://www.men.gouv.sn/root->

[fr/upload_docs/Rapport%20d'Evaluation%20de%20l'Education%20de%20base%20au%20Senegal_Version%20mai%202014.p](fr/upload_docs/Rapport%20d'Evaluation%20de%20l'Education%20de%20base%20au%20Senegal_Version%20mai%202014.pdf)

³²

<http://www.slateafrique.com/209/senegal-dakar-electricite-coupures-protestations>

³³ <http://www.afrik.com/article2781.html>

³⁴ <http://www.impactoftheinternet.com/senegal.html>

³⁵ <http://www.journaldunet.com/web-tech/chiffres-internet/senegal/pays-sen>



Depuis 1997, le Sénégal a entrepris la libéralisation de son secteur des télécommunications avec la privatisation partielle de son opérateur national de téléphonie, Sonatel, devenu Orange, qui contrôle plus de 55% du marché³⁶. En 2012, plus de 8 millions de personnes sur les 12,6 millions d'habitants que compte le pays possédaient un téléphone portable.

B. NAISSANCE ET EMERGENCE DU RAES

Initié en 2003 par le Président de la République Sénégalaise, M. Abdoulaye WADE, ce programme multimédia de promotion de la santé vise à promouvoir les bonnes pratiques de santé et à changer les comportements en s'appuyant sur les jeunes (entre 2000 et 2005, 42,2% des Sénégalais ont moins de 15 ans³⁷). Conscient que le changement des comportements ne peut être porté et incarné que par des acteurs locaux, le RAES témoigne de cette prise de conscience. Il s'agit donc de renforcer les structures locales dans leurs actions quotidiennes plutôt que de se substituer à elles et remettre au cœur du processus la société civile pour mieux la responsabiliser et lui faire prendre conscience des enjeux de santé publique.

Dès l'origine, le projet RAES reçoit d'une part le soutien appuyé du Président WADE et de son épouse, présidente de l'association Education Santé, et d'autre part la collaboration de scientifiques américains appartenant à 3 universités (Los Angeles, Californie du sud et Loyola Marymont). Ces experts jouissent d'une connaissance de l'Afrique, de la communication, de la santé et des programmes internationaux d'éducation.



Le 12 mars 2004, le ministère de la Santé et de la Prévention (MSP) du Sénégal, le centre international de recherche sur les politiques de développement (CIPPAD), et l'University of Southern California (USC) signent à Dakar un partenariat visant à développer les technologies de la communication nécessaires à la prévention de maladies : le sida, le paludisme et la tuberculose sont les principaux problèmes de santé publique au Sénégal.

1. RAES : un site d'informations sur la santé «made in Sénégal»

1.1. Une réponse à un besoin local

Indépendant des sites occidentaux d'informations, l'organisation non gouvernementale (ONG) RAES est un site sénégalais d'informations sur la santé qui utilise les nouvelles technologies de l'information

³⁶ <http://carrapide.com/mobile/1074/actualites/marche-des-telecommunications-au-senegal-quelques-chiffres>

³⁷ <http://www.ilo.org/public/french/bureau/inst/download/senegal.pdf>, p.13



et de la communication (NTIC) et assure la formation des acteurs locaux de la santé et de l'éducation. Ainsi que le précise Alexandre RIDEAU, directeur français du projet, il s'agit de créer un «*contenu africain culturellement adapté, à destination des jeunes et des professionnels de la santé et de l'information*»³⁸. Au milieu des années 2000, le contenu africain³⁹ sur l'internet représente environ 0,5% des informations disponibles (0,03% en excluant l'Afrique du Sud). Soutenu dans leur démarche par le gouvernement sénégalais, les fondateurs du RAES veulent ainsi profiter d'un réseau de connexions filaires performant dans un pays majoritairement rural.

Dirigé par le journaliste Fara DIAW, ancien chef du service «santé et cadre de vie» au quotidien sénégalais Le Soleil, le comité scientifique est composé de professionnels de l'éducation, de la santé, de l'enseignement supérieur, de la société civile, des médias et des arts, dont la mission est de «(...) *proposer un site internet accessible à tous, avec des informations adaptées à chaque classe d'âge*»⁴⁰. Le projet RAES ne peut embrasser tous les champs de la connaissance : il veut être une réponse adaptée et coordonnée en matière de santé et d'éducation aux besoins de la société sénégalaise.

Selon le directeur du RAES, «le site internet (...) va faciliter, à travers plusieurs sections dans son contenu, la dissémination de l'information sur le secteur de la santé (programmes et projets, organisations non gouvernementales (ONG), directions et services du MSP, organismes internationaux partenaires au développement, sources de financement, etc.)»⁴¹. Soucieux de répondre à une meilleure prévention des maladies, il a vocation à créer du contenu informationnel et à le diffuser : il propose ainsi une bibliothèque virtuelle, des fiches, conseils pratiques sur les maladies, un annuaire des acteurs, un forum de discussion et des outils didactiques (dessins, vidéos).

1.2. Un axe d'efforts : la sensibilisation et la formation des populations et acteurs locaux de santé

Former et sensibiliser les populations locales et les acteurs de la santé sénégalais est la vocation même du RAES. A cet égard, la maîtrise de l'Internet par les jeunes constitue l'un des enjeux majeurs du RAES qui entend collaborer avec le système éducatif sénégalais pour former plus de trois millions d'élèves et étudiants. L'autre objectif ambitieux est la formation des agents de santé dans plus d'un millier de centres répartis sur le territoire sénégalais : un module de formation à distance sera développé pour actualiser les connaissances des professionnels de santé. En outre, le RAES souhaite favoriser la circulation de l'information par la création d'un intranet pour les infirmiers et sages-femmes qui seront les relais auprès des chefs de communautés.

L'une des particularités du projet est de déployer sur le terrain des équipes mobiles qui informent, au moyen d'une radio communautaire, les populations en français et dans les dialectes locaux. Ils disposent également de matériels embarqués de dépistage et de diagnostic rapides de la maladie.

L'ensemble de ce dispositif informatique constitue un excellent complément au système d'information et de gestion (SIG) sénégalais qui relie Dakar, la capitale, à l'ensemble des districts sanitaires et régions médicales. Il offre à ses utilisateurs l'opportunité de suivre en temps réel l'identification d'une maladie, son évolution sur le territoire et les moyens de lutte.

³⁸ http://www.ongraes.org/tl_files/documents/revue-de-presse/RAES-Revue-de-presse-2004-2007.pdf

³⁹ http://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Documents/IIC_Africa_Final-fr.pdf, p.40

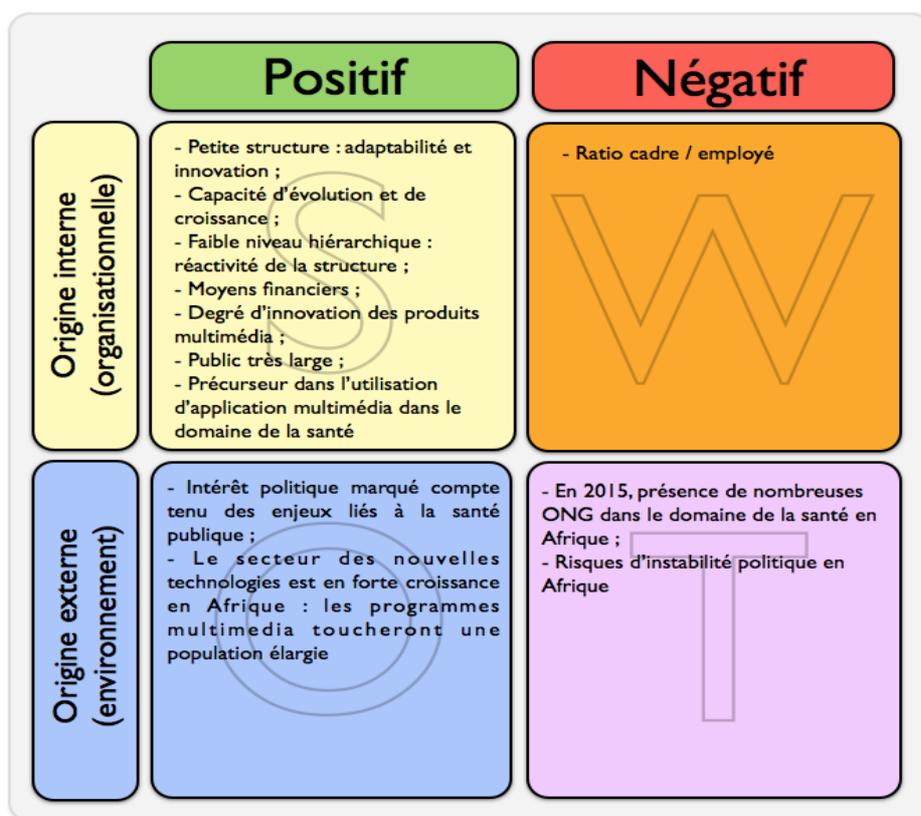
⁴⁰ *idem*

⁴¹ *ibid*



2. Positionnement du Réseau Africain d'Éducation pour la Santé et la Citoyenneté

Le positionnement du RAES par rapport à son environnement peut s'évaluer au travers de la matrice SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats).





II. POUR UNE RÉDUCTION DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

S'appuyant en particulier sur le quatrième axe stratégique de l'OIF à savoir la « *production et promotion des contenus et des modes d'expression numériques, domaine public et biens communs de la connaissance* ⁴²», la mise en œuvre d'un portail sur des secteurs clés du développement s'inscrit pleinement dans cette stratégie de la francophonie numérique visant en particulier à « *accélérer l'intégration de l'espace francophone dans l'économie numérique mondiale* ».

A. PARTICIPATION DU RAES A LA REDUCTION DE LA FRACTURE NUMERIQUE EN AFRIQUE FRANCOPHONE

Couvrant neuf pays de l'Afrique francophone subsaharienne, le RAES apporte une réponse à cette politique et participe à sa mesure à la « réduction de la fracture numérique » de cette partie du territoire, qui semble quelque peu en retard par rapport aux autres pays anglophones.

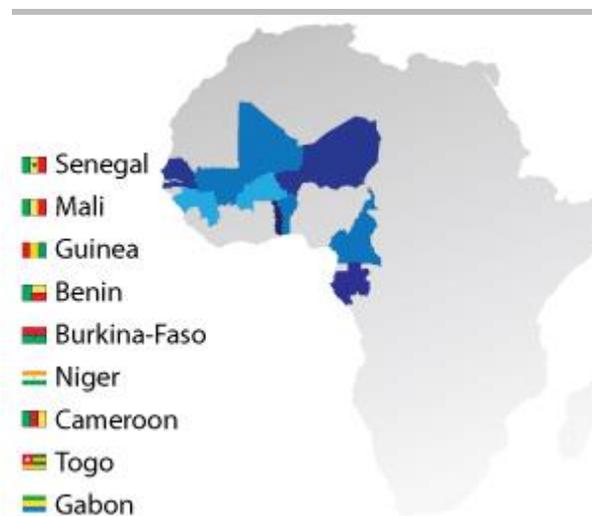


Figure 1 – Les 9 pays sous influence du RAES

Dès sa création, l'organisation a su placer les Africains au cœur de projets ou d'évènements plus

⁴² cf. Horizon 2020 : stratégie de la francophonie numérique, oct.2012
Association de l'Ecole de Guerre Economique©



particulièrement axés sur la santé et l'éducation avec une forte utilisation des NTIC. Il est intéressant de souligner le caractère singulier du RAES : il s'implante en Afrique francophone et devient un levier pour l'université de Californie pour pénétrer un espace hors de l'aire d'influence américaine et développer un objet de recherche appliquée. L'objectif est de tester à petite échelle ce qui pourrait fonctionner au niveau des technologies mobiles au sens large : médias, télévision, radio, communication visuelle.

La force de RAES réside dans les partenariats noués avec des acteurs locaux. En leur permettant de créer eux-mêmes des espaces de dialogue, les populations locales rendent possible des débats avec leurs communautés et *in fine* influer sur une évolution légitime des comportements. Comme le souligne Alexandre Rideau, le directeur exécutif, « *pour que le changement vienne de l'intérieur, il faut renforcer les capacités des acteurs locaux en technique de communication et de plaidoyer* », en proposant des formations en journalisme radiophonique et de production audiovisuelle.

Progressivement, le RAES est devenu une entité à part entière développant ses propres projets, avec en arrière-plan l'objectif affiché de réduire la fracture numérique et rattraper le retard face aux autres pays africains anglophones. Premier portail francophone en m-santé, premier portail francophone en communication social, le RAES est une structure atypique. Elle met en réseau des acteurs publics-privés et rend possible des projets en utilisant les nouvelles technologies, les médias, et la communication pour et par les populations locales, tout en se positionnant sur des multi-secteurs clés indispensable au développement économique et sociale de ces pays.

En se focalisant sur l'éducation, la santé et de la citoyenneté, selon des méthodes et une approche venant d'Outre-Atlantique, le RAES s'adresse principalement à la jeunesse. L'utilisation de tous les canaux lui permet d'occuper l'espace informationnel sur un large périmètre et gagner en visibilité et en notoriété (sites dédiés pour chaque réalisation, réseaux sociaux, chaîne Youtube, centre médias). Dans des pays où l'oralité et la tradition tiennent une place prépondérante, l'expertise du RAES est recherchée pour participer à des projets fédérateurs comme Alliance, Droits et Santé, ou encore « *infoado-bien vivre* » au Sénégal ou d'initier des projets pilote comme « Sunukaddu » (« notre parole ») ou encore l'application Djobi.

Avec ce projet Djobi, exclusivement francophone, le RAES a su concevoir avec l'aide de partenaires locaux une offre ayant pour but de palier au système de santé Sénégalais, qui est réparti en districts sanitaires (une cinquantaine) ayant chacun un centre de santé principal. Parfois, ces centres sont éloignés et les locaux tardent à y aller pour faire soigner leurs enfants. Les familles devront être affiliées avec une des mutuelles sénégalaises participant au projet.

Initialement, Djobi a été principalement conçu pour faire baisser la mortalité infantile et maternelle; et les mères n'auront plus besoins de se déplacer ou à attendre que leurs enfants soient très malades avant de le faire. Ce sont les agents de santé qui viendront récolter les informations nécessaires à Djobi directement chez l'habitant. Une fois la collecte terminée, l'application mobile sera alors en mesure de diagnostiquer d'éventuels problèmes et d'envoyer des alertes aux centres ou relais de santé. Le médecin en charge du relais alertera alors la mutuelle de la famille afin que cette dernière la prenne en charge à moindre frais, selon les modalités contractuelles en vigueur.

En phase pilote au Sénégal et au Mali, Djobi constitue un grand espoir pour le ministère de la santé du Sénégal qui permettrait l'institutionnalisation de la télémédecine, la réduction de la mortalité infantile et maternelle et l'accroissement du rôle des mutuelles dans leur rôle de prévention et de prise en charge



financière des soins. Potentiellement, l'application pourrait faire des suivis pour d'autres maladies et pourrait être utilisée dans d'autres pays.

Par ailleurs, en initiant le projet C'est la Vie, le RAES va bien plus loin, puisque cette fois il s'appuie sur la méthode mise au point par le sociologue Mexicain Miguel Sabido⁴³. « *La méthode Sabido utilise la fiction, pour susciter des changements de comportements. Les auditeurs ou les téléspectateurs s'identifient à des personnages dont l'évolution, au fil des épisodes, favorise une prise de conscience* »⁴⁴. La saison 1 sera diffusée courant 2015. Le fondateur de RAES souhaite donner à la saison 2 une coloration beaucoup plus panafricaine, porteur de messages universaux.

Afin d'assurer la réalisation de chaque projet, le RAES a réussi à construire au fil des ans non seulement un réseau d'acteurs locaux sur l'Ouest de l'Afrique francophone mais également à passer des partenariats multisectoriels spécifiques, associant pour chacun d'eux les gouvernements, le secteur privé, les autres ONG, les chercheurs et universitaires, la société civile, les bailleurs, les organisations internationales. Leurs bureaux à Paris et à Washington leur permettent de développer et de maintenir des liens de proximité et d'échanges, au plus près des organismes institutionnels et supranationaux.

B. LES ENJEUX DE LA M-SANTÉ⁴⁵ : LE MARCHÉ AFRICAIN DE PLUS EN PLUS CONVOITÉ

L'Afrique subsaharienne compte parmi les taux de mortalité infantiles et maternels les plus élevés au monde, ce qui en fait une priorité pour l'OMS et les Etats concernés. Afin de pallier la faiblesse, voire l'inexistence du système de santé, le problème des transports et l'isolement des régions rurales, la m-santé est présentée comme une solution viable. C'est pourquoi, de nombreux projets portent sur le développement de la m-santé pour améliorer la santé maternelle et infantile, les maladies chroniques, les épidémies, par l'usage de la téléphonie mobile.

En 2015, selon GSM association, l'Afrique comptera 915 millions d'utilisateurs de mobiles. Les mobiles, souvent le seul appareil technologique dont disposent les Africains, sont essentiellement utilisés pour l'envoi et la réception des sms.



Pour ne citer que le Sénégal, la couverture de la téléphonie mobile y est très bonne, avec un taux de pénétration de 106,24% (ARTP, fin septembre 2014). Quant au taux de pénétration d'Internet, il reste à 49,42%, à la fin du dernier trimestre 2014.

Ce succès de la téléphonie mobile illustre le potentiel de croissance pour les entreprises, cela constitue un marché non seulement pour les opérateurs mais également pour tout le secteur des applications, en particulier dans le m-santé.

⁴³ <http://www.newyorker.com/magazine/2006/06/05/life-lessons>

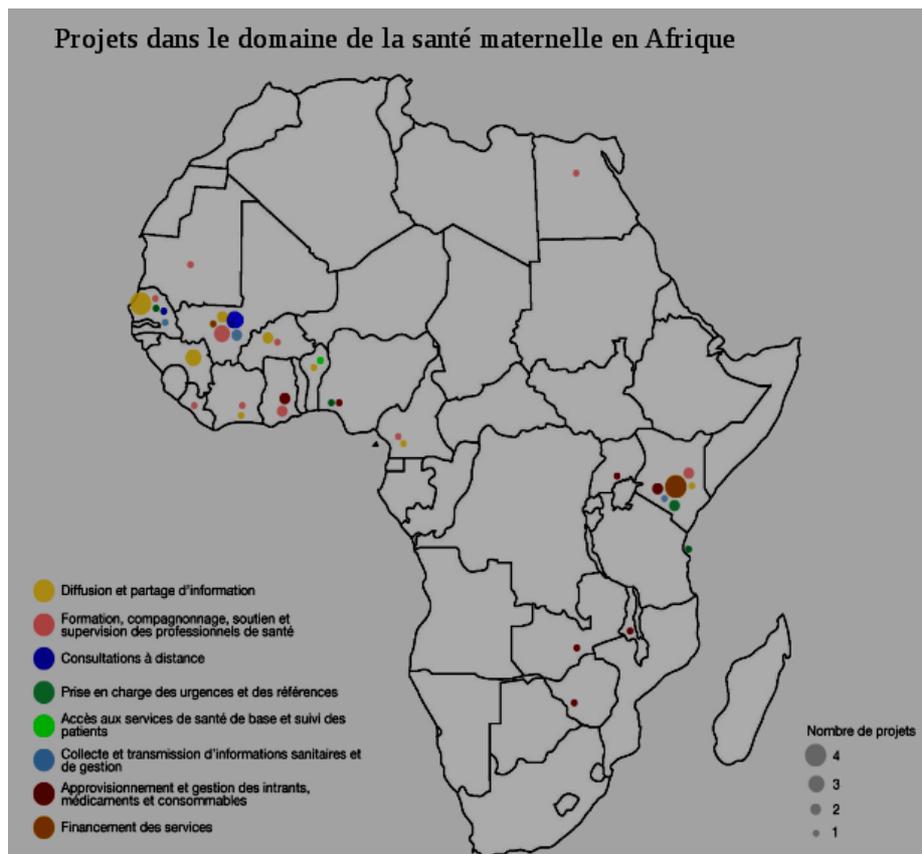
⁴⁴ http://www.lesoleil.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=35613:serie-televisee-l-cest-la-vie-r-onu-femmes-appuie-la-sensibilisation-sur-la-sante-maternelle-et-infantile&catid=44:movies&Itemid=109

⁴⁵ L'OMS définit la m-santé comme « l'utilisation appliquée au secteur de la santé des communications électroniques et des technologies de l'information »



Quant aux smartphones, ils sont encore pour l'instant peu répandus. Cela risque de changer si l'on en croît le rapport sur l'économie mobile en Afrique subsaharienne publié en 2014, de l'association mondiale des opérateurs mobile – GSMA. En effet, elle annonce en Afrique subsaharienne la plus forte croissance en connexion de smartphones dans les 6 prochaines années. En 2020, ce sont en somme, 525 millions de smartphones que seront connectés via les réseaux de téléphonie mobile. L'enjeu de la connectivité est alors de taille pour assurer entre autre le développement de la m-santé. « *C'est un champ de bataille prioritaire, assure ainsi Didier Pouillot, le responsable de l'unité sur l'économie des télécoms de l'Idate. Tout reste à faire. L'infrastructure filaire d'accès à internet, la nouvelle génération d'infrastructures d'accès mobile, l'accès à des smartphones moins de 50 dollars [37 euros]* ».

Afin d'apprécier si à travers des structures comme le RAES, la France peut engager avec les pays d'Afrique francophone une coopération économique dans le domaine de la santé, s'appuyant sur les nouvelles technologies, il est nécessaire de s'arrêter un moment sur l'environnement des projets TIC en développement ou en production sur le territoire africain.



Source : AFD



En Afrique, au moins une quarantaine de projets dans le domaine de la santé maternelle ont pu être recensés par l'AFD. Ces projets ne touchent pas le même domaine d'application à chaque fois. La majorité s'intéresse à la diffusion et au partage d'information à titre éducatif ou promotionnel. La problématique de la formation et de soutien est la deuxième thématique la plus répertoriée. Figurent ensuite la consultation à distance, l'aide à la prise en charge d'urgence, l'accès aux services de santé de base, la collecte et la transmission d'informations sanitaires et de gestion, la gestion de l'approvisionnement des médicaments et autres consommables, et pour finir, le financement des services. À l'heure où ces lignes sont écrites, il est important de noter que la totalité de ces projets sont en phase d'incubation ou en phase d'observation. Le déploiement à large échelle n'est pour le moment pas encore à l'ordre du jour.

Djobi peut être identifié comme un projet permettant aux patients d'avoir accès aux services de santé de base. Au Sénégal, trois autres projets sont en concurrence avec le projet du RAES tels que : RapidSMS, OPISMS, Djantoli (ex PESINET).

RapidSMS a la particularité d'être un projet purement technique gratuit et open-source. Il est utilisé au Sénégal comme moyen de lutte contre la mortalité infantile et maternelle mais peut-être utilisé à d'autres fins, suivant la configuration choisie. Ce produit a été déployé par la *Jokko Initiative*⁴⁶, en lien avec L'UNICEF en 2009 au Sénégal.

OPISMS⁴⁷ est une plateforme web permettant aux adhérents du site de visualiser en ligne leur carnet de vaccination. En cas de perte ou de contrôle dans les aéroports, ce site permet de justifier les vaccins effectués. En cas d'épidémie ou de campagne nationale de vaccination, des informations sont véhiculées par SMS ou par e-mail aux utilisateurs. D'abord déployé en Côte d'Ivoire, pays d'origine de l'entreprise qui le développe, Ivocarte-Abyshop, il s'est vu déployé au Sénégal.

Djantoli⁴⁸, d'abord lancé sous le nom de PESINET grâce à l'Afrique Initiatives (fond d'investissements basé à Paris) en 2002 et mort 18 mois plus tard faute d'un business model viable, le projet renaît de ses cendres avec de nouvelles spécifications. Cette nouvelle mouture a été conçue via la collaboration d'étudiants de l'ESSEC et de Centrale Paris durant des cours sur l'innovation. Le schéma de fonctionnement est très similaire à celui de Djobi (Cf. figure ci-dessus). Il est principalement en activité au Mali. Mais l'organisation en charge de son développement ambitionne de s'étendre à d'autres pays de l'Afrique francophone.



⁴⁶ <http://healthmarketinnovations.org/program/rapidsms-senegal-jokko-initiative>
<http://jokkoinitiative.blogspot.ca/>

⁴⁷ <http://www.opisms.org/sn/>

⁴⁸ <http://www.djantoli.org/en/>



C. L'AUTRE SECTEUR PHARE DU RAES : LES MEDIAS ET L'AUDIO-VISUEL AU CŒUR D'UN CONTEXTE CONCURRENTIEL DES GROUPES EUROPEENS ET CHINOIS

Pour améliorer et favoriser la présence de la langue française dans l'espace numérique, l'OIF soutient la production de contenus et d'applications numériques au moyen du Fonds francophone de production audiovisuelle du Sud. Suite à un appel à projet de production de contenus francophones, et pour permettre la réalisation de son projet, le fondateur du RAES a créé une société de production, en février 2012, la société Keewu. Ainsi, le RAES a débuté la diversification de ses activités par des sessions de formation auprès des populations locales aux métiers de la production, de l'édition, de la communication. Un des succès phares à venir est la production de la série *C'est La Vie*, diffusée par le groupe Canal plus, ayant une exclusivité de six mois. Par la suite, cette série sera diffusée à soixante chaînes africaines via l'opérateur français du ministère des Affaires Etrangères.

Depuis quelques mois, on assiste à un regain d'intérêt des groupes médias français et européens pour les audiences africaines : Canal Plus et le groupe Lagardère, la chaîne Euronews (lancement à l'été 2015 d'Africanews) mais également la presse écrite avec le Point Afrique⁴⁹ et le Monde Afrique⁵⁰ : édition thématique numérique consacrée à l'actualité panafricaine, s'appuyant sur un réseau de correspondant locaux). Le rédacteur en chef du Monde Afrique, Serge MICHEL, précise que l'Afrique est « *[un] continent qui est sans doute l'avenir du monde. C'est la dernière frontière du développement, de la mondialisation, de la création, de la francophonie* ».

1. Stratégie du groupe Lagardère en Afrique francophone

Lors du salon Discop, le groupe Lagardère a présenté le 7 novembre 2014 sa stratégie de développement sur le continent africain, notamment par le lancement d'une nouvelle radio musicale au Sénégal, radio Vib⁵¹ et la chaîne pour enfants Gulli Africa⁵², lancée en mars 2015.

Mais la particularité de sa démarche est de s'intéresser à la société de production du RAES, la société Keewu, en annonçant publiquement son achat dont Lagardère Entertainment⁵³ deviendrait l'actionnaire majoritaire.

« *Cela devient difficile de grandir en France, le marché est mature* » explique Takis CANDILIS, le patron de Lagardère Entertainment, interrogé par Jeune Afrique en marge du salon Discop qui réunit les professionnels de la télévision à Johannesburg du 5 au 7 novembre 2014. « *Nous voulons venir dans des pays où nos concurrents ne sont pas encore présents, afin d'être les premiers. L'objectif c'est avant tout de produire du contenu africain* », par les Africains pour les Africains dans toute la multitude des cultures africaines ».

⁴⁹ <http://afrique.lepoint.fr/>

⁵⁰ <http://www.lemonde.fr/afrique/>

⁵¹ <http://www.viberadio.sn/>

⁵² <http://www.africatopsuccess.com/2015/03/28/gulli-africa-la-nouvelle-chaîne-jeunesse-dédiée-a-lafrique/>

⁵³ Créée en 2008, Lagardère Entertainment réunit l'ensemble des activités de production audiovisuelle du Groupe Lagardère Association de l'Ecole de Guerre Economique©



2. L'autre stratégie panafricaine de Canal plus et du groupe BOLLORE

Canal plus se développe depuis 2002 et devrait atteindre en 2015 le million d'abonnés sur l'ensemble du continent. Comme le précise le rapport de l'OIF⁵⁴ (Pour que l'Afrique francophone soit une opportunité pour le cinéma français), Canal plus « *détenant le catalogue de droits de films francophones le plus important, soutenu par un actionnaire présent depuis longtemps en Afrique (Bolloré), le groupe a toutes les cartes en mains pour devenir le principal opérateur de tv payante en Afrique francophone* ».

Et comme ces principaux concurrents, les initiatives se multiplient. En décembre 2014, la filiale musicale de Vivendi, Universal Music, a lancé le premier télécrochet panafricain, « *Island Africa Talent* », dans 12 pays africains francophones. Universal Music veut profiter de ce succès de « *Island Africa Talent* » pour s'implanter en Afrique francophone. « *Nous allons ouvrir des bureaux à Dakar et à Abidjan, où nous allons créer un premier véritable studio d'enregistrement. C'est un signe fort pour marquer la volonté d'Universal de s'implanter en Afrique* », explique Romain BILHARZ, directeur d'Island Africa Universal.

L'implantation en Afrique est en effet un axe stratégique de Vincent BOLLORE. Depuis novembre 2014, la nouvelle chaîne de Vivendi et du groupe Canal plus a lancé une nouvelle chaîne A+ proposant des réalisations africaines : séries africaines francophones, lusophones, anglophones et afro-américaines sous-titrées en français. Ainsi, le groupe « *ambitionne de devenir la chaîne de référence de l'Afrique francophone, de refléter les identités et les spécificités du continent* », pour les Africains élaborée essentiellement par les Africains eux-mêmes.

Plus récemment, si les discussions de rachat de la plate-forme numérique Dailymotion⁵⁵ d'Orange par le groupe Bolloré aboutissent, cela pourrait faire de Bolloré un des grands acteurs mondiaux incontournables des contenus numériques. Et l'Afrique francophone pourrait devenir la première destinataire des programmations du groupe.

3. Face à celle de la Chine : l'Afrique selon StarTimes

Jusqu'à présent le chinois Startimes misait davantage sur les prix bas (telenovelas) de son offre plutôt que sur la qualité de son contenu. En 2015, le groupe chinois envisage d'investir plus de 15 millions de dollars américains dont une partie dans le contenu africain. Son objectif est d'être le premier fournisseur de l'Afrique en contenu africain à la production de contenu local et répondant à la demande des audiences africaines. Aussi, suite à des études de contexte, StarTimes souhaite introduire plus de chaînes locales en langues africaines (swahili, haussa, yoruba, changaan, luganda, etc.).

4. L'autre nerf de la guerre : le contenant

Le potentiel de demande de matériels et de contenus audiovisuels est immense en Afrique. La France pourrait y jouer sa carte.

La population africaine est jeune, donc plus facilement tournée vers les nouveautés, y compris

⁵⁴ http://www.forum-economique-francophonie.com/lang/content_fr/downloads/rapport-groupe-francophone.pdf

⁵⁵ http://www.letemps.ch/Page/Uuid/54597932-dd42-11e4-aa18-ff4de01147fa/Vincent_Bollor%C3%A9_veut_se_r%C3%A9inventer_avec_Dailymotion



technologiques sous-entendu ici, numériques. Beaucoup reste à faire : infrastructures fragiles, l'ADSL ne concerne que les grandes villes, le tissu de production local est peu développé, le marché publicitaire à construire.

Cette thématique embrasse aussi bien le champ du cinéma, de la production audiovisuelle, du financement que des télécommunications, des opérateurs, des enjeux liés à la société de l'information, de la concurrence étrangère sur ce domaine en Afrique.

D. QUELLE PLACE POUR LA FRANCE DANS LE SECTEUR DES TICS ?

La France, partenaire privilégié lié par l'histoire, a perdu en une dizaine d'années, la moitié des parts du marché africain. Plus généralement, le retrait ces dernières années d'entreprises occidentales en Afrique a laissé la voie ouverte à d'autres pays, comme la Chine, la Turquie mais également l'Inde, le Brésil. Les Etats-Unis ne souhaitant pas laisser une Chinafrique tente de se positionner.

1. Modification des rapports de force : le recul de la présence française

Le président sénégalais Macky SALL lors du 1^{er} forum économique francophone en décembre 2014 à Dakar en a profité pour appeler les entreprises francophones, et plus particulièrement la France, à s'ouvrir à la mondialisation : *« il faut que les entreprises de l'Occident acceptent la compétition en Afrique. Ils ont la technologie, l'avantage de la langue, donc ils devaient être les mieux placés pour faire ce que nous devons faire ensemble. Les gens sont parfois restés dans des confort qui datent de très longtemps »*.

Il ajoute : *« Il se trouve qu'il y a de nouvelles opportunités. Quand on a besoin de construire des routes, des hôpitaux, des infrastructures et qu'on ait des opportunités d'avoir accès à des crédits moins chers, on ne peut ne pas regarder. Je sais que la présence de la Chine en Afrique dérange beaucoup, mais on devrait la voir plus positivement. Il nous faut de la compétition, de la transparence, un partenariat gagnant-gagnant. C'est ça la nouvelle Afrique »*. En effet, en pénétrant le marché africain francophone, la Chine a bousculé les modèles de coopération traditionnels en proposant une nouvelle offre de partenariat avec les Etats. C'est sans compter les conséquences en termes de rivalités entre les puissances présentes en Afrique.

Le président Macky SALL affiche clairement les nouvelles règles du jeu en mettant en exergue que *« l'Afrique est une terre d'opportunités, parce que tout est à construire »*, dont le marché est ouvert à tous, et non plus qu'aux seuls francophones, et la Chine au premier rang des nouveaux partenaires économiques, considérée comme porteuse d'avancées sur le chemin du développement.

La Chine

Par le rétablissement des relations diplomatiques⁵⁶ entre la Chine et le Sénégal depuis octobre 2005,

⁵⁶ le divorce diplomatique avait eu lieu après la reconnaissance de Taïwan par le Sénégal
Association de l'Ecole de Guerre Economique©



« la Chine œuvre à établir et à développer un nouveau type de partenariat stratégique avec l'Afrique, marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique ».

En 2006, le Président Hu Jintao déclare que « le renforcement de la Chine et de son influence internationale doit être reflétée à la fois dans un «hard power» incluant l'économie, les sciences et la technologie, et la défense nationale, et dans un «soft power» comme la culture ».

Profitant du vide laissé par la France en particulier, la Chine y a commercé, y a investi, y a formé des élites. Dès 2009, la Chine remplace les grands pays européens ou les Etats-Unis en tant que premier partenaire commercial de l'Afrique. Les échanges dans les deux sens ont quadruplé en sept ans. La Chine est aujourd'hui le premier fournisseur de l'Afrique noire devant la France.

Dans cette nouvelle forme de coopération sud-sud, avec la mise en place d'une préférence commerciale (400 produits sénégalais sont en effet exemptés de droit de douane chinois), les entreprises françaises sont ainsi fortement fragilisées. Les Chinois affichent des coûts de main d'œuvre très bas avec de bonnes compétences techniques, ce qui leur permet de remporter des contrats en étant moins-disant.

Car la stratégie chinoise est simple : une politique à rabais pour évincer les Occidentaux dans tous les domaines (média, télécommunication, BTP, etc).

Dans sa politique de lutte pour réduire la fracture numérique, le Sénégal a en son temps signé avec la Chine un accord⁵⁷ de financement à hauteur de 55 milliards concernant le projet e-gouvernement d'extension de l'intranet gouvernemental aux ambassades, consulats, ainsi que la construction d'un réseau de télémédecine et de télé-enseignement à Dakar. Quant à Huawei, le géant de l'équipementier a la main mise sur le marché des infrastructures des télécommunications fixes et mobiles.

Mais la concurrence se joue également sur le terrain du BTP, où l'excellence française n'est pourtant plus à démontrer dans ce secteur. Les grandes entreprises françaises telles que Bolloré ou Bouygues sont ainsi concurrencées par les compagnies chinoises. Comme en témoignent les derniers contrats chinois d'infrastructures signés en février 2014 avec le président Macky SALL pour un montant de 4,5 MM \$: la réhabilitation du chemin de fer Dakar/Bamako par la CRCC (China Railway Construction Corporation) ; le projet intégré mines/rail/port de Bargny réalisé par un consortium associant China Railway, China Steel et Sinohydro ; la ligne ferroviaire Dakar-aéroport Blaise Diagne de Diass ; les autoroutes Diamniadio-Thiès-Touba et Thiès-Tivaouane, réalisées par la China Road & Bridge Corporation ; la réhabilitation des aéroports de Ziguinchor, Saint-Louis, Tambacounda, Kédougou, Ourosogui et Kaolack par la China First Highway Engineering, enfin China Great Wall avec la construction de 9 ponts de désenclavement à travers le pays.

Sur d'autres secteurs, la France et la Chine sont en concurrence et rivales pour l'uranium du Niger. La Chine, qui a investi cinq milliards de dollars dans le pétrole et l'uranium en Afrique, a d'ailleurs contraint Areva à modifier ses contrats tout en obtenant des concessions importantes pour un investissement d'un milliard sept millions de dollars.

Et pour jouer sur son image et sa réputation quelque peu mise à mal dans certains endroits⁵⁸, la Chine

⁵⁷ Moustapha SOKHN, La république populaire de Chine comme partenaire au développement de la république du Sénégal: Enjeux et perspectives, ENA-BREVET ENA, 2007

⁵⁸ En mars 2015, au Kenya, à Nairobi, un restaurant chinois a été condamné à la fermeture de son établissement accusé de racisme après avoir instauré l'interdiction des Noirs après 17h. Rappelons qu'en 2014, le Kenya signait pour 5 milliards de dollars Association de l'École de Guerre Économique©



depuis le 1er octobre 2014, via la Radio Télévision Sénégalaise (RTS) diffuse neuf documentaires visant à promouvoir la « réussite chinoise ».

Corée, Inde, Turquie...

Les exemples ci-après n'ont pas vocation à être exhaustifs. Ils doivent permettre de prendre la mesure de l'influence d'autres pays avec qui la France doit à présent composer.

Au Mali, l'Inde a lancé un programme « Pan African e-network », consistant à interconnecter l'Inde et 53 pays d'Afrique dans le but de développer le partage d'expertise dans des domaines tels que l'e-gouvernement, l'e-commerce et l'e-santé.

En Afrique, les consommateurs souhaitent des offres et des solutions capables d'améliorer leur vie. Fort de ce constat, le groupe coréen sur le continent africain a lancé l'initiative « Built-for-African ». En effet, en 2013, le DG de Samsung soulignait que la préoccupation majeure reste le développement de technologie visant à résoudre toutes les difficultés auxquelles les africains sont confrontés. Le VP de Samsung Afrique ajoutait que « *les entreprises qui auront compris l'environnement africain avec ses besoins spécifiques pourront se démarquer de la concurrence* ».

Quant à la Turquie, lors de son discours au 1^{er} Forum économique francophone au Centre international de conférence, le Président Macky SALL fait l'éloge de sa construction par les turcs en onze mois seulement, en mettant en avant le culte du travail 7jours sur 7, 10h par jour.

Les Etats-Unis d'Amérique

Pour les Américains, l'Afrique est perçue comme une « nouvelle frontière » où tout est à comprendre, à inventer, à construire. Jusqu'alors, les liens entretenus par les Etats-Unis avec l'Afrique sont assez faibles, avec la difficulté pour les investisseurs américains à pénétrer le marché d'Afrique francophone. Pourtant pour pénétrer l'Afrique francophone numérique, les américains n'hésitent pas à appuyer financièrement les innovations de la presse française comme le Monde Afrique, au côté de l'AFD et de ma Banque Mondiale, le Fonds Google-AIPG, la fondation Open society et la fondation Bill et Melinda GATES, ou des projets comme le RAES.

Pour Stephen HAYES⁵⁹, président du Corporate Council of Africa⁶⁰, les entreprises françaises sont présentes en Afrique francophone parce que les américains « ont laissé cette partie du continent aux Français ». En 2012, dans un article au titre évocateur « Les États-Unis à la conquête des territoires francophones d'Afrique », il dresse un état des lieux des raisons pour lesquelles les américains n'ont jamais réussi à s'implanter en Afrique car pour eux c'était une perte de temps que de vouloir faire des affaires avec l'Afrique francophone : corruption, contrôle exercé par les Français sur des ministres importants et barrière linguistique. Il précise que la présence des chinois, arabes, indiens...a modifié l'approche américaine, en ironisant sur la gratitude que doivent avoir les américains vis-à-vis des chinois

de contrat avec la Chine.

⁵⁹ <http://www.afriqinter.com/opinions-stephen-hayes>

⁶⁰ Corporate Council on Africa est une organisation qui réunit tous les deux ans des centaines de chefs d'entreprises des Etats-Unis et de l'Afrique



et des autres acteurs, qui ont permis de descendre de son piédestal la France et ses entreprises.

Les Etats-Unis, via l'administration d'Obama, a modifié son approche et sa stratégie. Il est présent incontestable d'instaurer un développement de relations économiques avec l'Afrique. Du 4 au 6 août 2014, s'est tenu le Sommet États-Unis / Afrique visant à renforcer les liens économiques entre les deux partenaires commerciaux au cours duquel a été annoncé 33 milliards de dollars de « nouveaux investissements » -argent public et privé- en faveur du continent africain. De ce montant, 26 milliards sont destinés au programme « Power Africa » qui vise à doubler l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne d'ici 2018 (l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Liberia, le Nigéria et la Tanzanie), parmi lesquels bien évidemment aucun pays francophone.

Quant aux grandes entreprises de l'informatiques américaines, les TIC sont un véritable eldorado pour séduire les « next billions » : oracle, HP, IBM, Microsoft, Google et Facebook y sont tous implantés localement. De nombreux investissements sont faits au Kenya autour du projet Konza City, baptisé également « Silicon Savannah », pour créer un pôle technologique en vue d'être la Silicon Valley de l'Afrique. Des gammes de produits ciblés sont développées, avec le lancement par exemple d'un smartphone pensé pour l'Afrique appelé 4Africa et des applications dédiées au continent africain.

2. « L'Afrique, un laboratoire des usages dans les telecoms »⁶¹. L'offensive francophone des télécoms français

Dans ce paysage, quelle place occupe alors les français dans le secteur des télécommunications et du numérique, à forts potentiels ?

Orange est largement leader sur la téléphonie mobile et Internet dans plusieurs pays francophones (Sénégal, 7,5 millions de clients), Mali (7 millions), Guinée (4 millions), Guinée Bissau et Côte d'Ivoire. Son principal concurrent est le groupe sud-africain des télécommunications MTN. Créé en 1994, il a contribué à l'usage de la communication mobile pour les paiements, le business et la santé. Aujourd'hui présent aujourd'hui dans 22 pays en Afrique, il possède quelques solides implantations, notamment au Cameroun avec plus de 7 millions d'abonnés.

Quant à l'opérateur indien Bharti AIRTEL, il est l'un des quatre principaux opérateurs de téléphonie mobile au monde. La société est implantée dans 17 pays africains dont huit pays anglophones, sept pays francophones y compris Madagascar et deux franco-anglophones. Si les informations, en février 2015, annoncées par Bloomberg Business⁶² s'avèrent exactes, le rapprochement entre Orange et l'opérateur indien Bharti AIRTEL, aboutirait à la création d'Orange Afrique. Ce qui ferait d'Orange, le principal leader en Afrique subsaharienne francophone, avec une ouverture sur les pays anglophones.

Globacom, plus connu sous la marque GLO, occupe la place du 2ème opérateur de téléphonie mobile depuis septembre 2014, téléphonie mobile du Nigéria, après MTN. Concernant Etisalat, opérateur émirati, l'opérateur Maroc Telecom a annoncé en janvier 2015 la finalisation de son rachat, ce qui fait de cet opérateur un véritable concurrent francophone, mais qui peut aussi devenir dans une stratégie d'alliance un partenaire francophone pour Orange.⁶³

⁶¹ Citation de Jean-Michel HUET

⁶² <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-02-04/orange-said-to-explore-purchase-of-some-bharti-africa-assets>

⁶³ <http://www.usinenouvelle.com/article/maroc-telecom-a-pris-possession-de-six-filiales-africaines-d-etisalat.N310145>



Selon certaines sources, Orange serait également intéressée par certains actifs africains appartenant à Millicom International Cellular qui opère sous la marque Tigo⁶⁴.

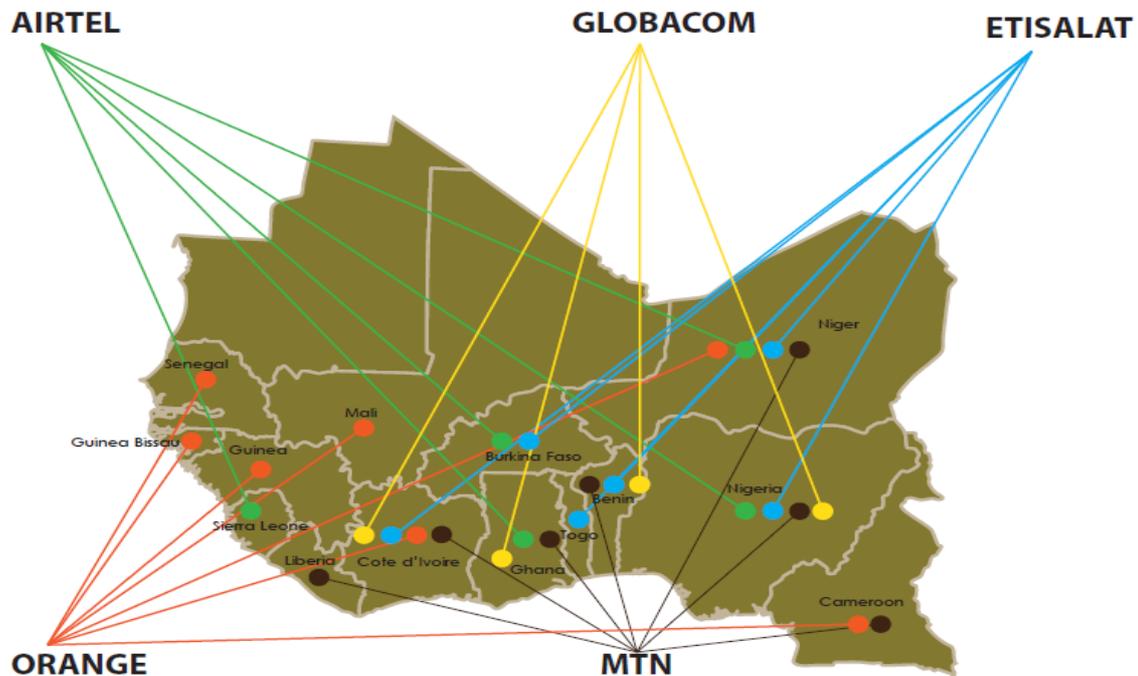


Figure 1 – Les cinq opérateurs mobiles Afrique de l'Ouest⁶⁵

⁶⁴ <http://www.afriqueitnews.com/2015/02/06/orange-interesse-les-actifs-dairtel-en-afrique/#sthash.dJwbvmvw.dpuf>

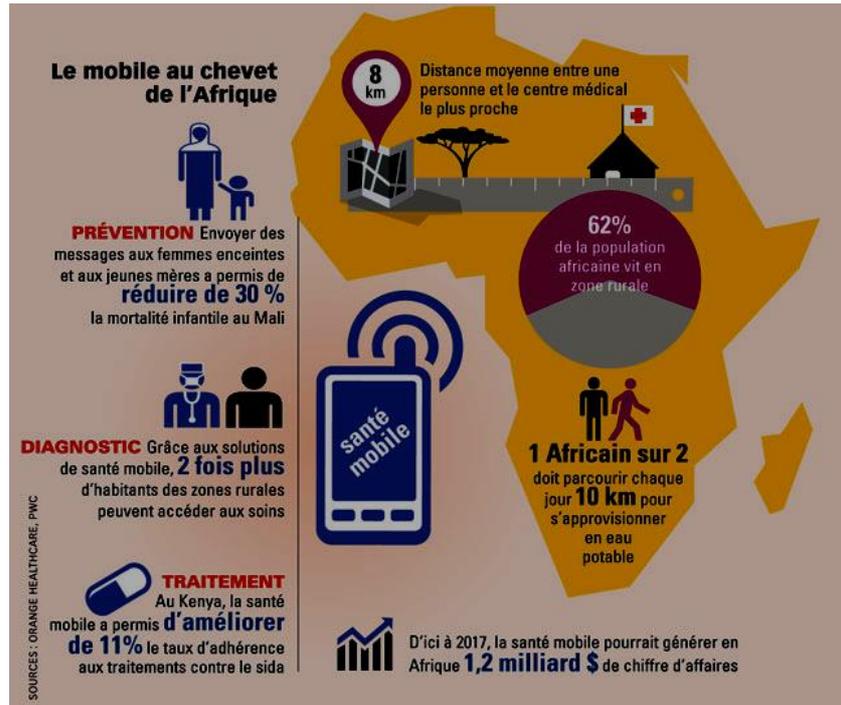
⁶⁵ Source : USAID, mhealth in west Africa : a landscape report, nov 2014

http://shopsproject.org/sites/default/files/resources/West%20Africa%20mhealth%20landscape%20report%2011_7_14%20final.p



Nul doute que le marché africain est pour le groupe Orange incontournable dans sa stratégie. Et la santé devient une porte d'entrée intéressante pour pénétrer un marché disparate, urbain et très rural, caractérisée par une population jeune, très portée par le numérique.

D'ailleurs, le schéma publicitaire ci-après au titre évocateur « *le mobile, au chevet de l'Afrique* » résume à lui-seul le positionnement philanthropique mercantiliste d'Orange sur le thème de la santé.



A travers sa politique RSE et en affichant sa volonté d'aider les pays dans lequel le groupe est implanté, par une bonne compréhension des besoins locaux et des enjeux, en particulier dans le domaine de la santé, Orange se présente comme un acteur respectueux des populations locales, recrutant du personnel du pays d'implantation, et utilisant la langue française comme pivot de sa stratégie d'implantation.

Orange est d'ailleurs cité comme une référence en la matière comme en témoigne cet extrait de la mission d'information sur la Francophonie : action culturelle, éducative et économique: « *en Afrique Francophone, nos entreprises disposent évidemment de la langue et de la proximité culturelle...il est (...) capital de s'appuyer sur des employés et des cadres africains. Orange, par exemple, présente dans 18 pays, indique n'avoir qu'une centaine d'expatriés sur les 21 000 personnes qu'elle emploie ; la quasi-totalité de son personnel est constituée d'employés nationaux, ce qui, selon sa direction permet aussi l'acculturation de l'entreprise, garante de la pérennité de son succès.* »⁶⁶

⁶⁶ Rapport d'information n°1723 de l'Assemblée nationale - <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/1723.asp>
Association de l'École de Guerre Économique©



En effet, via sa Fondation et son département Orange Health, le groupe déploie et finance des actions sociales dans les pays africains où elle est implantée. Avec un budget annoncé sur son site Internet de 18 millions d'euros, la Fondation d'Orange précise qu'elle investit en Afrique le tiers de ses ressources, notamment dans des projets liés à l'éducation, à la santé et à l'insertion sociale.

Tout récemment, au Mali, Orange a financé en collaboration avec la Fondation Aga Khan quatre maternités rurales. Ainsi, en pénétrant des régions très reculées, Orange agit sur son image auprès des populations locales, confrontées à de mauvaises conditions d'accès au soin de santé surtout dans le domaine de la maternité et des maladies infantiles et donc sensibles à toutes améliorations. En multipliant ces actions de philanthropie, elle peut espérer tirer des avantages économiques à long terme auprès des populations locales, qui associeront la marque et l'opérateur Orange à l'amélioration de l'accès au soin et à leur qualité de vie.

Dans le secteur de la m-santé, toujours au Mali, en partenariat avec les autorités publiques, Orange a financé un programme d'accompagnement des professionnels de santé en leur mettant à disposition un téléphone mobile avec une application pour collecter des informations médicales et de coordonner les prescriptions.

On peut comprendre tout naturellement l'intérêt d'un groupe comme Orange, bien implanté en Afrique francophone, de co-développer des projets portés par des ONG, comme RAES, en partenariat avec des centres de recherches et universitaires. Avec le projet Djobi, par son appui technique, il est à supposer que le résultat final sera l'adoption des solutions offertes par Orange, grâce à l'application co-développée par l'Université Gaston Berger et Altran.



III. QUELLE STRATEGIE D'INFLUENCE POUR LA FRANCE ?

A. TYPOLOGIE D'INFLUENCES COMPAREES (USA, GB, ALLEMAGNE)

Il est sans conteste que la France jouit d'un rayonnement culturel et historique en Afrique. Malheureusement pour notre pays, il ne se traduit pas en termes d'influence économique ou politique sur ce continent. Pour reprendre sa place, face aux pays avec lesquels elle doit à présent composer, il serait bon que la France prenne exemple sur les meilleurs mondiaux et s'inspire de leur stratégie d'influence.

Selon le Monocle Soft Power Survey de 2014⁶⁷, les pays occupant les 3 premières places sont les USA, l'Allemagne et l'UK. La France n'est que 5ème, et a perdu une place au profit du Japon.

Nous verrons dans cette partie comment, avec des méthodologies différentes, fortement liées aux contextes historiques, chacun de ces trois pays n'a aucun scrupule à utiliser la diplomatie publique comme outil d'accroissement de puissance. C'est ce vers quoi doit tendre la France et qui lui fait cruellement défaut actuellement.

1. USA : le soft power, élément essentiel de leur hyperpuissance

Comme l'explique François-Bernard HUYGHE⁶⁸, depuis la guerre froide, le leitmotiv des USA est d'influencer l'autre, justement pour le rendre un peu moins différent. Pour ce faire, ils se sont appuyés sur une diplomatie publique, qui remplit les fonctions de la diplomatie classique, à la différence qu'elle s'adresse directement aux populations afin d'éveiller de la sympathie envers les Etats-Unis, facilitant ainsi le succès des objectifs commerciaux ou politiques. Elle doit aussi améliorer ou rectifier l'image renvoyée par le pays. Car la diplomatie publique comporte toujours une dimension de lutte idéologique : elle est censée faire reculer des mauvaises représentations mentales au profit des bonnes.

Les Américains ont compris qu'il fallait combiner différents facteurs pour asseoir leur puissance : soutien politique, imitation des modes de vie, prépondérance des standards techniques ou juridiques, lobbying auprès des instances internationales, interactions des intérêts civils et militaires... Ce que Joseph NYE⁶⁹ appelle le « *soft power* ».

Cette politique est donc protéiforme, allant de l'accompagnement au passage à la démocratie, au travers d'ONG ou par think tanks interposés, à l'apologie des autoroutes de l'information comme agora planétaire. Mais elle s'appuie sur une méthodologie bien précise :

⁶⁷ <http://monocle.com/film/Affairs/soft-power-survey-2014-15/>

⁶⁸ http://www.huyghe.fr/actu_499.htm

http://www.huyghe.fr/actu_777.htm

⁶⁹ http://en.wikipedia.org/wiki/Joseph_Nye



- **Veille** : connaître l'opinion étrangère, éventuellement ses attentes ;
- **Message** : lui adresser un message via ses propres représentants à l'extérieur ;
- **Valeurs** : mener une « guerre culturelle » qui consiste à propager des œuvres dont on attend qu'elles changent la mentalité ou les valeurs de ces opinions étrangères ;
- **Réseaux** : créer des réseaux humains et promouvoir des rencontres ;
- **Médias** : se doter de ses propres médias, capables de toucher des audiences étrangères hors du territoire national et de leur faire parvenir le bon message.

La première étape, la veille, consiste en l'étude de l'opinion étrangère. Cette étape s'est depuis toujours imposée à la diplomatie US, car elle sait qu'un message n'est efficace que s'il est bien reçu et interprété, donc correspondant aux attentes du public auquel il s'adresse. Connaître l'autre et admettre qu'il puisse ne pas raisonner comme vous sont essentiels dans une stratégie de séduction. Ainsi, le premier réflexe des Etats-Unis après le 11 septembre fut de lancer une vaste série d'études et de sondages sur leur image internationale, afin de comprendre le désamour qu'ils suscitaient. L'étude du PEW Global Attitudes Project sur la dégradation de leur image est devenue le baromètre de l'administration.

Pour ce qui est du message, l'action est menée entre autre par les services gouvernementaux (jusqu'en 1999, elle était portée par l'United States Information Agency) et va des relations avec la presse étrangère à de véritables campagnes internationales d'opinion. Pour ce faire, le pays a besoin des bons correspondants sur place, de bons spécialistes. Il n'hésite pas non plus à utiliser les relais locaux dans la population du pays ciblé. Et les alliés des USA ne sont pas épargnés. Ainsi, la France en a elle-même été victime en 2010 lorsque les banlieues françaises ont été la cible de l'influence culturelle américaine « organisée » par l'ambassade. Ainsi on peut lire dans le rapport de l'ambassadeur (qui n'est plus visible que dans l'article de Benjamin Pelletier⁷⁰) : « *le projet vise à partager leurs « best practice » avec les jeunes leaders, dans tous les domaines et partis politiques modérés, de telle sorte qu'ils disposent de la boîte à outils et de l'accompagnement nécessaires leurs progrès. Nous créerons et soutiendrons les programmes de formation et d'échanges pour enseigner les bienfaits durables d'une large inclusion aux écoles, aux groupes de la société civile, aux blogueurs, aux conseillers politiques et aux responsables locaux.* »

Cette puissance de l'image est aussi relayée par l'emploi de l'anglais comme langue véhiculaire. Ainsi, les USA exercent une influence prédominante sur l'imaginaire mondial en diffusant leur modèle. Leurs valeurs (liberté d'expression, libre entreprise, recherche du bonheur...) sont communément partagées. Propager l'usage d'une langue, de références esthétiques ou intellectuelles, de genres (cinéma grand spectacle dans le cas qui nous concerne), sert objectivement la cause du pays en lui conférant un certain prestige et une familiarité avec de futurs partenaires.

La stratégie de réseau repose sur le facteur humain et sur la force du lien : ceux qui auront visité votre pays, participé à un programme d'échanges, fait des études dans vos universités... vous seront à priori plus favorables. Surtout si vous gardez contact avec eux et pratiquez des échanges bilatéraux permettant à vos propres citoyens de devenir des ambassadeurs de leur pays (ex : bourses Fulbright).

⁷⁰ <http://gestion-des-risques-interculturels.com/risques/la-strategie-americaine-pour-influencer-les-minorites-en-france>



L'influence, la lutte idéologique, la mise en valeur de « l'image américaine » au travers d'une présence sur les réseaux sociaux, le prestige culturel, la coopération avec les ONG et la société civile... sont autant de moyens pour véhiculer le bon message. L'administration profite de ses bonnes relations avec les entreprises de la Silicon Valley pour convertir sa stratégie au 2.0 et devenir une e-diplomacy. Néanmoins les objectifs restent les mêmes : protéger sa propre sécurité mais aussi et surtout sa prospérité.

Enfin, la création de média est le domaine le plus visible de la diplomatie publique : se doter de moyens de s'adresser directement et si possible dans leur langue aux publics étrangers que l'on désire atteindre. Ainsi, après les attentats du 11 septembre, un des premiers réflexes des USA a été de reprendre la recette de Radio Free Europe en créant la radio Sawa, mélangeant programmes culturels « modernes » et information à destination du public arabophone.

Ainsi, si cette diplomatie publique a autant d'importance ce n'est pas que pour promouvoir « l'American Way of Life ». Elle sert avant tout la conquête des marchés. Son budget est évidemment assez opaque. Il est estimé à 1,34 million de dollars en 2014 (le budget militaire est 450 fois plus important⁷¹). Une étude a été menée sur l'efficacité du soft power des Etats-Unis : « *In Search of Soft Power: Does Foreign Public Opinion Matter for U.S. Foreign Policy?* »⁷². Les auteurs ont démontré que lorsque les Etats-Unis lancent des coalitions internationales, l'opinion des populations des pays concernés sur la politique étrangère américaine influence la propre politique étrangère de ces pays.

⁷¹ <https://www.whitehouse.gov/omb/budget/Historicals>

⁷² https://crawford.anu.edu.au/pdf/crwf_ssrn/crwfrp_1108.pdf

Autre source : <http://www.diploweb.com/france/postface.htm>



Table 3.2—OUTLAYS BY FUNCTION AND SUBFUNCTION: (in millions of dollars)											
	2010	2011	2012	2013	2014	2015 estimate	2016 estimate	2017 estimate	2018 estimate	2019 estimate	2020 estimate
Table 3.2—OUTLAYS BY FUNCTION AND SUBFUNCTION											
050 National Defense:	693 485	705 554	677 852	633 446	603 457	597 503	615 515	603 855	591 993	590 413	597 992
150 International Affairs:											
151 International development and humanitarian assistance	19 014	21 255	21 882	22 551	23 532	26 785	25 410	25 000	24 012	23 747	23 666
152 International security assistance	11 963	12 042	11 464	9 954	11 381	12 540	14 447	14 145	12 792	12 202	11 694
153 Conduct of foreign affairs	13 557	12 486	13 548	13 038	12 859	14 502	14 967	15 800	15 104	15 125	14 961
154 Foreign information and exchange activities	1 485	1 575	1 556	1 519	1 464	1 665	1 693	1 519	1 554	1 575	1 589
155 International financial programs	-224	-1 673	-1 266	-831	-2 552	-522	-566	-1 231	-1 101	-807	-107
Total, International Affairs	45 195	45 685	47 194	46 231	46 684	54 970	55 951	55 233	52 361	51 842	51 903
250 General Science, Space, and Technology:	30 100	29 466	29 080	28 908	28 570	29 848	30 968	32 436	31 964	32 413	32 592
270 Energy:	11 618	12 174	14 858	11 042	5 270	9 887	6 224	5 526	3 641	3 878	5 951
300 Natural Resources and Environment:	43 667	45 473	41 631	38 145	36 171	41 743	44 311	45 367	46 361	45 425	45 427
350 Agriculture:	21 356	20 662	17 791	29 678	24 366	21 797	22 288	26 427	24 649	19 843	18 728
370 Commerce and Housing Credit:	-82 316	-12 573	40 647	-83 199	-94 861	-28 617	-22 568	-24 704	-22 326	-18 821	-12 066
400 Transportation:	91 972	92 966	93 019	91 673	91 915	92 893	98 742	103 830	107 203	108 123	109 784
450 Community and Regional Development:	23 894	23 883	25 132	32 336	20 670	27 294	21 816	21 234	20 661	17 518	14 432
500 Education, Training, Employment, and Social Services:	128 598	101 233	90 823	72 808	90 615	136 756	106 342	115 901	125 594	133 422	139 358
550 Health:	369 068	372 504	346 742	368 315	409 449	481 232	517 726	543 512	582 712	620 399	641 260
570 Medicare:	451 636	485 653	471 793	497 826	511 688	536 427	589 720	590 611	592 307	652 226	696 833
600 Income Security:	622 210	597 352	541 344	536 511	513 644	522 496	546 350	554 937	552 624	574 259	584 008
650 Social Security:	706 737	730 811	773 290	813 551	859 533	896 294	944 338	997 040	1 056 699	1 120 347	1 187 701
700 Veterans Benefits and Services:	108 384	127 189	124 595	138 938	149 616	161 424	180 324	181 292	178 309	193 155	201 492
750 Administration of Justice:	54 983	56 056	56 271	52 601	50 457	58 672	58 512	62 302	61 220	61 996	64 256
800 General Government:	23 014	27 476	28 041	27 737	26 913	22 810	26 983	25 396	25 605	26 767	27 989
900 Net Interest:	196 194	229 962	220 408	220 885	228 956	229 151	283 049	361 257	424 233	483 477	543 770
920 Allowances:	.....	.....	.....	.....	.....	1 875	-24 100	20 740	67 261	36 886	38 793
950 Undistributed Offsetting Receipts:	-82 116	-88 467	-103 536	-92 785	-88 044	-135 818	-103 024	-104 394	-99 775	-100 931	-103 646
Total outlays	3 457 079	3 603 059	3 536 951	3 454 647	3 506 089	3 758 577	3 999 467	4 217 798	4 423 296	4 652 637	4 886 367
N/A = Not available.											

¹ The amounts for 2016-2019 net to zero but show small non-zero amounts due to rounding. No sequestration would be required under the On-budget unless otherwise stated.

2. Royaume-Uni : réseau, veille et influence

En matière d'intelligence économique, le Royaume-Uni possède un savoir-faire historique et est communément porté par la population. Tout naturellement, les Anglais fonctionnent en réseau, avec



un intérêt national partagé et une culture offensive du renseignement économique largement diffuse dans les grands groupes. Ainsi régulièrement, les patrons britanniques communiquent avec leurs ambassades afin de leur fournir des renseignements utiles à leurs pays. Ceci n'est pas vu comme de l'espionnage mais est simplement une technique de guerre économique. Le gouvernement lui-même n'est pas en reste, qui a décidé de mener des stratégies offensives pour porter l'innovation et le commerce international britannique.

En tout premier lieu, l'influence du Royaume-Uni passe par le réseau que le pays forme avec le Commonwealth⁷³. Les relations diplomatiques avec ces pays (mais aussi entre eux) sont extrêmement fortes. Les missions diplomatiques sont nommées dans ce cas « High Commissions », pour exprimer la proximité de la relation. Le Royaume-Uni a ainsi l'un des réseaux diplomatiques les plus importants et les plus actifs au monde, ce qui lui permet de diffuser son influence culturelle, mais aussi son modèle démocratique et de gouvernement, et son système de droit des contrats – notamment pour ce qui touche au commerce international. Il est à noter aussi le poids des médias britanniques dans le panorama : BBC World Service, BBC World News, The Economist...

Tout comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni possède un organisme de diplomatie publique officiel, un comité créé en 2002 et désigné pour favoriser « la cohésion, l'efficacité et l'impact des actions du gouvernement pour promouvoir le Royaume-Uni à l'étranger ». Le public Diplomacy Strategy Board⁷⁴, dirigé par Sir Michael Jay, est en charge de la formulation des stratégies pour soutenir les intérêts et objectifs du pays à l'étranger. Il inclut le ministre des affaires étrangères et des membres des départements et organisations en lien avec la diplomatie publique : British Council, British Trade International, BBC World Service, British Tourist Authority, Department for International Development et les administrations de l'Ecosse, du Pays de Galle et de l'Irlande du Nord, plus des membres non-étatiques.

L'autre réseau d'influence britannique passe par le domaine économique. Dans son article « *intelligence économique en Chine et au Royaume-Uni* », Philippe Clerc raconte comment, dès 1995, le pays met en place les Business Links⁷⁵, des réseaux territoriaux d'appui et de diffusion de pratiques et d'informations utiles aux entreprises. Ces 45 points locaux bénéficient d'un site gouvernemental fournissant des fiches méthodologiques sur le management offensif de la concurrence : « comment pense mon concurrent ? », « comment s'informer sur lui ? ». Les entreprises britanniques bénéficient aussi de Globalwatch, un réseau de veille et de lobbying international. Il fournit un appui ciblé sur l'identification et l'accès à des pratiques étrangères en matière d'innovation et propose même un magazine, Global Watch Magazine.

Ce réseau international est piloté par le département innovation du ministère du Commerce et de l'Industrie, ainsi que par le ministère des Affaires Etrangères. Il est piloté par un acteur privé, PERA⁷⁶ Innovation. Il est alimenté par le réseau humain des International Technology Promoters, dont la

⁷³ http://en.wikipedia.org/wiki/Soft_power#United_Kingdom

⁷⁴ <http://web.archive.org/web/20021102194111/http://www.fco.gov.uk/servlet/Front?pagename=OpenMarket/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1035898725758>

⁷⁵ <http://www.iecentre.fr/IMG/pdf/Clerc-IET-06.pdf>

⁷⁶ <http://www.pera.com/>



mission de veille d'influence et de lobbying consiste à repérer, négocier et promouvoir les intérêts de l'économie et des entreprises britanniques.

Cette stratégie est complétée par un dispositif de prospective, le programme Foresight⁷⁷, qui identifie les futures opportunités pour l'économie britannique dans les domaines scientifiques et techniques. Le second est le Technology Strategy Board, comité consultatif auprès du gouvernement, composé de patrons de la recherche de grands groupes.

L'influence du Royaume-Uni est donc essentiellement basé sur un ensemble de réseaux, alliant veille efficace au plus près des partenaires et stratégie de lobbying décidé par un organisme dédié à la diplomatie publique.

3. L'influence allemande : le poids économique

L'Allemagne occupe une position de leader grâce à ses résultats économiques et la volonté des dirigeants soucieux de redonner une place centrale à leur pays.

Si l'Allemagne peut se permettre d'imposer ses points de vue aux autres pays de l'Union Européenne, c'est qu'elle bénéficie d'une force industrielle sans commune mesure dans l'espace européen. Comme l'explique Nicolas MAZZUCCHI dans son article « *L'Allemagne est-elle en train de s'emparer de l'Europe ?* »⁷⁸, Berlin a choisi la voie du maintien et de la modernisation de l'économie réelle, notamment des bassins de la Ruhr et de Bade. De fait, cette nouvelle force économique a mécaniquement déplacé l'axe économique vers Berlin puisque les pays placés dans la dépendance économique de l'Allemagne bénéficient eux-aussi de cette embellie. Cette décision a été mûrement calculée, étant donné que les principaux clients de l'Allemagne étaient en grande demande de produits industriels au moment où ceux-ci semblaient devenir dans le reste des pays développés.

Il existe aussi un espace informel plus grand que l'Allemagne elle-même, « *l'espace allemand direct* » comme le nomme Emmanuel Todd⁷⁹ qui regroupe des pays dont les économies ont un niveau de dépendance à l'Allemagne quasi-absolu. Grâce à cet espace central très peuplé, l'Allemagne a une influence très supérieure à celle de ses seuls habitants. En effet, pour des raisons historiques et culturelles, l'Europe centrale et l'Europe de l'Est constituent la sphère d'influence allemande. La pratique de la langue y est courante.

L'histoire des crises est surtout l'histoire des sorties de crises, et l'Allemagne, qui s'est adaptée le plus rapidement au nouvel environnement post-crise de 2008 dispose d'un avantage prépondérant, dont

⁷⁷ <https://www.gov.uk/government/collections/foresight-projects>

Autre source : <http://www.afri-ct.org/Le-Royaume-Uni-puissance-du-XXIeme>

⁷⁸ <http://www.polemos.fr/2011/02/10/E2%80%99Allemagne-est-elle-en-train-de-s%E2%80%99emparer-de-l%E2%80%99Europe/>

⁷⁹ <https://www.les-crises.fr/todd-3-l-allemande-tient-le-continent-europeen/>



elle profite au maximum pour augmenter son influence et aligner l'Union Européenne sur ses critères de développement, et en prenant des décisions privilégiant ses intérêts stratégiques nationaux.

Première économie de l'Union Européenne, l'Allemagne est sortie de la réserve politique⁸⁰ qu'elle observait depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale et impose depuis une petite dizaine d'années son autorité. Ce glissement s'est opéré progressivement depuis l'arrivée d'Angela MERKEL au pouvoir en 2005 et n'a fait que s'accroître.

Angela MERKEL a affermi son emprise sur Bruxelles, notamment en plaçant des proches à des postes stratégiques⁸¹, n'hésitant pas à intervenir elle-même si nécessaire. Consciente de sa puissance, l'Allemagne a décidé d'assumer de nouvelles responsabilités et de ne plus se contenter d'être une observatrice assise dans un coin et s'excusant de son passé. Cette prise de responsabilité s'est accomplie par la prise de positions influentes par des hommes de l'ombre à Bruxelles.

Ainsi que le rappelle Christian HARBULOT, « *L'Allemagne occupe cette position de leader européen grâce à ses résultats économiques, mais aussi par la dynamique entretenue par un noyau dur de dirigeants positionnés au cœur du système politico-économique, et soucieux de redonner à leur pays un statut de puissance à part entière. Contrairement aux apparences, il existe dans les milieux économiques et politiques allemands un consensus pour se donner les moyens d'atteindre un tel objectif même s'il n'est pas revendiqué publiquement* ». ⁸²

On le voit donc, chacun à leur manière, ces trois pays n'ont aucun scrupule à utiliser l'influence comme outil pour accroître leur puissance économique ou politique. Il n'est donc pas étonnant de les voir tenir les 3 premières places du classement Monocle Soft Power Survey de 2014⁸³. La France n'est que 5^{ème}, et a perdu une place au profit du Japon.

B. POUR UNE VERITABLE DOCTRINE D'INFLUENCE FRANÇAISE A L'INTERNATIONAL

« On ne peut pas vivre indéfiniment sur un capital de sympathie accumulé au fil des ans. Surtout pas à l'époque actuelle où la compétitivité est féroce. [...] On a dans le monde non pas tant la place qu'on mérite que celle qu'on se donne ».

Marie BERNARD-MEUNIER, ancienne ambassadrice du Canada

⁸⁰ <http://notes-geopolitiques.com/ambitions-allemandes-lallemagne-represente-elle-vraiment-un-modele-pour-lue-dans-la-mondialisation/>

⁸¹ <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20131025.REU5213/angela-merkel-faconne-l-avenir-de-l-ue-au-profit-de-l-allemande.html>

⁸² <http://www.atlantico.fr/decryptage/merkel-est-chanceliere-allemande-au-sommet-puissance-retrouvee-quelle-perde-influence-francaise-francois-hollande-est-president-2012797.html>

⁸³ <http://monocle.com/film/Affairs/soft-power-survey-2014-15/>



L'analyse de cette cartographie des partenaires financiers révèle des lignes de force qui ne sont pas sans conséquence pour notre propos. Le poids d'un secteur, qui pourrait être appelé, « coopération internationale publique », en tant qu'il regroupe les grandes organisations internationales d'aide au développement principalement financées par les Etats, semble faire face à un secteur tout aussi important, et qui pourrait être baptisé « coopération internationale privée » ; soient les fondations, associations ou cabinets de conseil en développement international. De PlaNet Finance à Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), en passant par Hogan Lovells (cabinet d'avocats international), une logique philanthropique – puisque poursuivie à des fins humanitaires ou de développement - sponsorisée par de riches entrepreneurs américains s'y affirme comme pour mieux rappeler un élément essentiel dans le mode de fonctionnement de la coopération internationale en ce début de XXIème siècle : le tripartisme Etat-entreprises-société civile. Ce trio est le cœur même de la notion de « gouvernance ». Tellement employée que sa force de dévoilement en a fini par s'en trouver réduite, voire nulle, la gouvernance n'est pas un terme neutre, notamment pour une étude bâtie autour d'une plateforme coopérative comme RAES. Le terme de « gouvernance » recouvre un certain nombre de réalités qu'il convient d'analyser si l'on s'interroge sur l'articulation nouvelle entre la société civile, les pouvoirs publics et les entreprises dans le processus d'élaboration de projets de développement à l'international à des fins d'influence stratégique-économique.

Au sens contemporain du mot, la notion de « gouvernance » est apparue dans le domaine des politiques de développement des pays du Sud, suite à une publication de la Banque mondiale soulignant que l'échec des politiques de développement résidait dans « une crise de la gouvernance ». Issue du vocabulaire du *new management public*, discipline née dans les années 80, à l'époque du « tournant néolibéral », la notion de gouvernance porte en elle-même l'idée du recul d'une logique top-down, dominée par l'Etat, au profit d'une logique plus horizontale, insistant sur la coopération d'une pluralité d'acteurs aux intérêts, *a priori*, contradictoires : purement humanitaire pour les uns, économiques ou politiques pour les autres.

« Les définitions de la gouvernance sont nombreuses. Nous la considérerons ici comme « l'ensemble des régulations produites par la prolifération d'acteurs interdépendants »⁸⁴ et des interventions publiques qui en découlent. Ces acteurs interdépendants sont les Etats, les organisations intergouvernementales (OIG), les organisations non gouvernementales (ONG) nationales ou internationales, les associations communautaires, les entreprises, les fondations, les centres de recherche. Au niveau international, la gouvernance mondiale de la santé est en effet le fruit de rapports de force entre ONG et entreprises qui, par le truchement de l'Etat, cherchent à promouvoir leur cause.

Ramené à la thèse de ce travail stipulant que les enjeux de développement sont à considérer comme les nouveaux vecteurs d'accroissement de puissance des Etats, l'art de la « bonne gouvernance » résiderait donc dans cette capacité desdits Etats à fixer une stratégie entraînant les diverses parties prenantes d'un projet de développement dans une perspective de renforcement des intérêts nationaux. Comprendons-nous bien. Ceux qui voient dans le terme de gouvernance la preuve du recul de l'Etat n'en ont pas mesuré l'importance stratégique. A l'heure de la gouvernance, le rôle de l'Etat est, plus que jamais, celui du stratège : fin connaisseur des enjeux qui le touche au plus haut lieu, il place ses pions, oriente le jeu des acteurs, déléguant à des structures situées à la confluence des sphères économique, sociétale et universitaire - comme le sont les fondations et certaines ONG - l'action de terrain, en vue, *in fine*, de gagner en influence et ainsi d'accroître ses intérêts économiques.

Les huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés lors du Sommet du Millénaire, qui s'est déroulé du 6 au 8 septembre 2000 au Siège des Nations unies à New York, ont ainsi été prétexte à l'élaboration de programmes de développement finançant des projets portés par des

⁸⁴ LAROCHE, *Mondialisation et gouvernance mondiale*, Paris, IRIS-PUF, 2003.
Association de l'Ecole de Guerre Economique©



organisations issues de la société civile. RAES en est un illustre exemple. Les financeurs de ces programmes de développement, soutenus par les fonds des organisations internationales (ONU, Banque Mondiale...) que financent les Etats eux-mêmes, évoquent explicitement les objectifs du Millénaire comme moteur de leur action.

Cette vision des relations internationales, transectorielle, adossée à des enjeux de développement, est très prégnante aux Etats-Unis. Comme souligné précédemment, la santé a été très rapidement perçue par la première économie du monde comme un nouveau vecteur d'accroissement de puissance. Qu'en est-il de la France, dont la tradition à la fois colbertiste et, plus récemment, post-westphalienne⁸⁵, inventeur du droit d'ingérence, pourrait lui offrir un avantage dans cette compétition géo-économico-humanitaire présentement analysée ?

Avec près de 10 milliards d'euros par an (9,348 ME en 2011), la France est le quatrième contributeur mondial d'Aide publique au développement (APD). Elle est le deuxième contributeur en pourcentage du Revenu national brut (RNB), avec 0,46%. Tel que le révèle le site du Ministère des affaires étrangères et du développement international, « *l'Afrique est le premier bénéficiaire de l'APD française (55%), et en particulier l'Afrique subsaharienne (41%). La France est également le deuxième contributeur (le premier européen) au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La France contribue ainsi, par exemple, à fournir des traitements contre le sida à 4,2 millions de personnes, des traitements antituberculeux à 9,7 millions de personnes et à distribuer plus de 310 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide pour lutter contre le paludisme* »⁸⁶.

« La France, puissance dans le secteur du développement » ; un tel titre ne surprendrait pas. En matière de logistique, et au travers d'organisations mondialement connues comme Médecins sans Frontières, la réponse aux crises humanitaires est une spécialité française. Cependant, nombre de rapports se font l'écho d'une vive inquiétude : bien que dotée d'atouts considérables, l'influence de la France dans le monde décline, faute de conditionner ses élans humanitaires à des orientations stratégiques économiques dont le cœur pourrait justement se porter sur l'appui à des structures émanant de la société civile, spécialisées sur des thématiques de développement telle que la santé, et dont la connaissance de terrain et le réseau pourraient permettre à des acteurs économiques hexagonaux de bénéficier d'une information de premières mains sur les réalités locales, condition sine qua non au déploiement de toute stratégie commerciale.

Il sera donc question de comprendre comment la France a tenté, ces dernières années, de combler ce vide stratégique en cherchant à consolider la coopération tripartite évoquée ci-dessus (Etat-Entreprises-Société civile), via la mise en place de plateformes de discussions, avant de voir les manques dont souffre ce « réveil Français » et sur quels terrains celui-ci pourrait davantage s'engager.

1. L'influence française, un état des lieux

Ainsi que le rappelle Machiavel cité par Gérard CHALIAND dans un article⁸⁷, « *Le courage ne manque pas aux membres lorsqu'il ne fait défaut à la tête* ».

⁸⁵ En tant qu'opposition à la conception classique des relations internationales (westphaliennes) posant la pleine souveraineté des Etats comme base du système international au sein duquel ces derniers interagissent.

⁸⁶ <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement-1060/l-aide-publique-au-developpement-22768/article/infographie-l-aide-publique-au>

⁸⁷ <http://www.diploweb.com/france/postface.htm>



1.1. Un nouvel élan : les Assises du développement

Notre rencontre avec Alexandre RIDEAU fut riche d'enseignements. Diplômé de l'Université américaine de *South of California*, en communication et développement international, Alexandre RIDEAU a participé à la fondation de RAES, fruit de la volonté typiquement américaine de combiner une recherche scientifique de haut niveau, empirique - menée directement sur le terrain d'analyse ; à savoir le Sénégal -, à une approche coopérative de développement, financée par USAID (United States of American International Development), dont le rôle d'appui à la société civile dans des régimes autoritaires est connue de tous. Aux Etats-Unis, la *realpolitik* n'est jamais loin quand il s'agit d'élaborer un projet de développement international vêtit des oripeaux de l'humanitaire. Il n'est évidemment pas question ici de remettre en cause la sincérité des visées philanthropiques des uns et des résultats concrets que les autres, bien qu'imprégnés de *realpolitik*, apportent à des populations dont les problèmes de santé sont là aussi reconnus. Il s'agit de montrer en quoi l'alliance d'intérêts a priori opposés – humanitaire pour les ONG, mercantiles pour les entreprises, géopolitiques pour les Etats – peut dessiner les contours d'une stratégie d'influence bénéficiant à l'ensemble des parties prenantes, y compris l'Etat accueillant les projets de développement ainsi conçus. On pense bien sûr à RAES au Sénégal.

A cet égard, l'impression de M.RIDEAU, riche de plusieurs années d'expérience dans le champ de la société civile au Sénégal, est sans détour : la France ne fait que prendre seulement conscience de l'absence de stratégies économiques dans son approche du développement international. En outre, le fonctionnement en silo d'organismes agissant sur les mêmes zones d'action, qui a longtemps prévalu dans l'approche de la France, est désormais su et considéré comme pouvant nuire à notre influence. Par silo, il est évidemment question de l'ensemble de ces structures étatiques ou proto-étatiques dont une meilleure coordination et, dans certains cas, mutualisation des moyens pourrait renforcer l'impact du rayonnement international de la France : Agence Française de Développement (AFD), Business France, Expertise France, France 24, réseaux d'ambassades, Fondation Alliances françaises, Institut Français, lycées Français, Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI), associations d'entrepreneurs, humanitaires ou encore d'expatriés Français. L'organisation des Assises du développement et de la solidarité internationale, qui se sont tenues du mois de novembre 2012 au mois de mars 2013, l'illustre :

Les divers acteurs – Etat, ONG, syndicats, entreprises, fondations, collectivités territoriales, acteurs de la diaspora, parlementaires, organismes de recherche, services de l'Etat – ont ainsi été réunis « *dans un dialogue d'une ampleur inédite et d'une grande qualité (...) autour de cinq thématiques : 1) Quelle vision du développement après 2015, horizon fixé par les Nations unies pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement ? 2) Par quels moyens renforcer l'efficacité et la transparence de l'aide ? 3) Comment accroître la cohérence des politiques publiques en faveur du développement ? 4) Comment renforcer les partenariats avec les acteurs non-gouvernementaux du développement et de la solidarité internationale ? 5) Quelle place pour l'innovation et la recherche dans les politiques de développement ? Au total 600 participants, 250 contributions écrites (disponibles sur le site du ministère des affaires étrangères), 19 réunions et nombre de recommandations.* »⁸⁸

Ces Assises ont permis d'officialiser la volonté de réorienter la politique française de développement. Trois priorités devront désormais guider son action : le développement économique des pays « qui en ont le plus besoin », avec en contrepartie le respect des exigences démocratiques, le renforcement de

⁸⁸ <http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2013-2-page-167.htm>
Association de l'Ecole de Guerre Economique©



l'État de droit et la promotion des droits des femmes. En deuxième lieu, la sécurité, « car il ne peut y avoir de sécurité dans la durée sans développement, ni de développement sans sécurité ». Enfin, la préservation de la planète contre les incidences du changement climatique. Ainsi, l'AFD doit faire des énergies renouvelables une des priorités de son action et ne plus engager de nouveaux financements dans des secteurs incompatibles avec les objectifs climatiques.

Si la « traduction des recommandations des Assises a été renvoyée au Comité interministériel de la Coopération et de la solidarité internationale (CICID), structure administrative placée auprès du Premier ministre », qui n'avait pas été sollicité depuis 4 ans, deux thématiques stratégiques essentielles furent évoquées : « diplomatie économique » et responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises ; deux thématiques qu'il tiendra d'analyser séparément. Cependant, rien ne fut évoqué sur l'enjeu de l'éducation au développement (cf partie III) et sur la formation des cadres en étant en charge, le renforcement des capacités des ONG (logistiques) et les conclusions de ces Assises, assurée par Pascal CANFIN, furent bien loin d'afficher les ambitions géoéconomiques qu'un pays comme la France devrait nourrir, notamment en Afrique où prévaut toujours une logique humanitaire déconnectée des intérêts et des rapports de force économiques auquel notre pays est et doit davantage se confronter. En voici un extrait :

« La politique de développement de la France est essentielle car elle peut et doit apporter sa pierre à la résolution des tensions de notre monde. La première tension, c'est celle des inégalités. Le monde s'est rétréci à une vitesse prodigieuse. La révolution des transports et des communications a porté la mondialisation. Mondialisation qui va bien au-delà des seuls échanges économiques. Internet a rapproché les hommes de manière formidable. Mais ce rapprochement n'a pas permis de résorber les inégalités. Dans ce monde qui est devenu un village, le défi qui nous est posé, c'est celui du vivre ensemble mondial. La seconde tension, c'est celle qui pèse sur l'équilibre naturel de notre planète et de ses ressources. Le temps où l'Homme pouvait puiser de manière insouciance dans des ressources réputées inépuisables est derrière nous. Nous entrons dans une nouvelle ère, où pour la première fois, nous devons gérer ensemble le capital naturel de notre planète. Pour résoudre ces tensions, nous avons besoin de trouver un nouveau grand compromis capable d'offrir à tous une prospérité partagée et durable. Nous avons besoin de faire évoluer nos modes de production et de consommation et de faire d'autres choix que ceux du passé. Nous avons besoin de partager et d'inventer »⁸⁹.

On reste ici à un niveau « métapolitique » ; la France comme fer de lance d'un monde meilleur, et rien sur l'importance du lien entre société civile et économie dont l'Etat devrait se faire vœu d'en assurer le raffermissement.

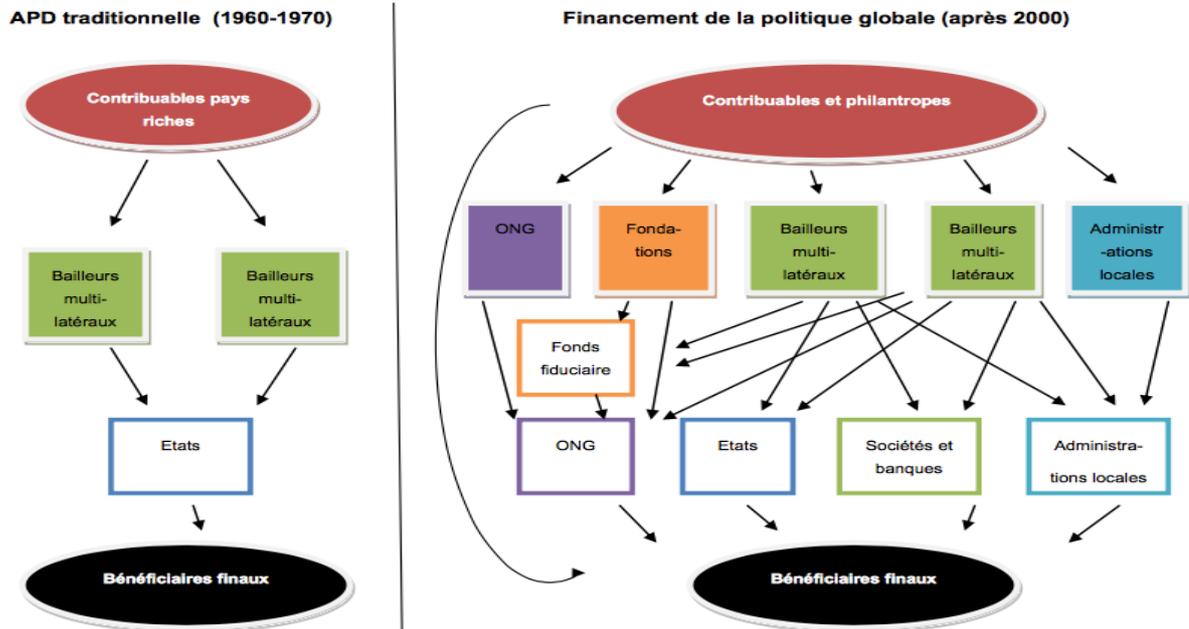
Un jacobinisme encombrant ?

Suivant le constat évoqué ci-dessus, et en en forçant quelque peu le trait, il semblerait que la France tente tout juste de prendre acte de la rupture survenue au tournant des années 2000 dans l'Aide au Développement (APD) :

⁸⁹ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/spip.php?page=article_imprim&id_article=105670
Association de l'Ecole de Guerre Economique©



Figure 3: La double explosion de l'offre et de la demande d'Aide



Source : Ray O., Severino J.M., 2012, "La fin de l'Aide Publique au Développement : les enjeux de l'action hypercollective", Revue d'économie du développement, Vol. 26, p. 83-142. DOI : 10.3917/edd.262.0083

L'ensemble de ces flux d'APD devrait décliner une stratégie globale de défense et d'accroissement des intérêts nationaux. La multiplication des acteurs privés est une aubaine dont savent mieux tirer profits les pays anglo-saxons. La France vient d'une autre tradition. L'Etat y est le garant de l'intérêt général ; les acteurs privés courant le risque de le fragmenter en une somme d'intérêts particuliers. A des fins d'efficacité, une logique Bottom-Up doit désormais être privilégiée pour tirer profit de l'échelon local à des fins commerciales.

Les Assises du développement ont abouti à la loi du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale semble aller dans ce sens:

- un objectif de développement durable dans les pays en développement dans quatre grands domaines : la promotion de la paix, de la stabilité, des droits de l'Homme, de l'égalité entre les hommes et les femmes ; l'équité, la justice sociale et le développement humain ; un développement économique durable et riche en emplois ;
- une intervention dans dix secteurs : santé et protection sociale ; agriculture et sécurité alimentaire et nutritionnelle ; secteur privé, secteur financier et promotion de la responsabilité sociale et environnementale ; développement des territoires ; environnement et énergie ; eau et assainissement ; gouvernance et lutte contre la corruption ; mobilité et migrations ; commerce et intégration régionale ;
- des partenariats différenciés en fonction du niveau de développement, de la géographie, de l'histoire de la culture et de la langue avec une concentration des dons vers les pays les plus pauvres et les pays en crise ou en situation de fragilité ;
- une méthode d'action fondée sur la cohérence des politiques, l'efficacité et la transparence, et la concertation avec les élus et la société civile rassemblés dans un Conseil du



développement et de la solidarité internationale qui sera présidé par le ministre chargé du développement.⁹⁰

Quid du cadre global dans lequel cette politique de développement doit s'inscrire ? Une fois de plus, la doctrine nous vient d'outre-Atlantique.

1.2. Aide d'Etat au développement : vers une stratégie de philanthropo-capitalisme ?

Le marché et le développement des peuples, causes communes ?

A la suite aux catastrophes survenues à Haïti (N), la secrétaire d'Etat américaine aux affaires étrangères Hillary CLINTON en appela à :

«un partenariat entre l'industrie le monde académique et les organisations non gouvernementale afin d'établir un effort permanent qui permettra d'exploiter la puissance des technologies de connexion et de les appliquer à nos objectifs diplomatiques. En s'appuyant sur les téléphones mobiles, les applications de cartographie et autres nouveaux outils, nous pouvons donner aux citoyens plus de pouvoir et fortifier notre diplomatie traditionnelle. Nous pouvons combler les lacunes dans le marché actuel de l'innovation (...) aucune nation, aucun groupe, aucun individu ne devrait rester ensevelis sous les décombres de l'oppression. Nous ne pouvons pas tolérer que les gens soient séparés de la famille humaine par les murs de la censure. Et nous ne pouvons pas rester silencieux sur ces questions tout simplement parce que nous ne pouvons pas entendre les cris »⁹¹.

La mise en place de technologies de géolocalisation avait permis au secours de sauver nombre de vies. Il n'en fallu pas plus à la diplomatie américaine pour comprendre l'intérêt desdites nouvelles technologies à des fins d'accroissement de puissance à l'échelle internationale. Comme disait J.F Kennedy, créateur d'USAID, « si une société libre ne peut venir au secours de la multitude des pauvres, elle ne pourra sauver les rares qui sont riches ».

L'idée ne sera pas tant de revenir ici sur l'importance stratégie des nouvelles technologies en ce début de 21^{ème} siècle que de montrer en quoi l'alliance des enjeux de développement – incluant bien sûr l'aide humanitaire de circonstance, suite à une guerre ou une catastrophe naturelle -, de la diplomatie d'Etat – le simple fait de nouer des relations bi ou multilatérales, d'Etat à Etat, à des fins d'échanges ou de renseignements, voire d'accroissement de puissance et d'influence – et de moyens matériels développés, acheminés et diffusés tant par les ONG que par les entreprises, l'alliance de ces quatre éléments définit de la façon la plus concrète qui soit la stratégie de *smart power* qui en théorise l'approche – et dont il revient à la recherche universitaire de penser le prolongement - et semble parallèlement cruellement manquer à notre pays.

⁹⁰http://www.legifrance.gouv.fr/affichLoiPubliee.do?sessionid=41B3CB7B7FC7DC3692362B765E9B4623.tpdjo06v_3?idDocument=JORFDOLE000028315964&type=expose&typeLoi=&legislature=14

⁹¹ <http://www.state.gov/secretary/rm/2010/01/135519.htm>



Le smart power ou le nouveau cœur doctrinal du développement international contemporain.

Le smart power est défini comme étant à la confluence du hard power - le pouvoir par la force (militaire) - et du soft power - l'art de la persuasion par la culture ; soit l'alliance des armes et des principes, le pouvoir de l'intelligence au service de la coopération et de l'influence. Cette approche est la nouvelle matrice idéologique de l'administration Obama. Voilà pourquoi la recherche, que finance par exemple USAID aux Etats-Unis, à des fins de conseils et d'évaluation des projets de développement made in US, est l'autre grand pilier de toute politique de coopération internationale. Concrètement, le philanthropo-capitalisme, dont le smart power peut apparaître comme son alter ego théorique, ne consiste pas à encourager l'Etat à télécommander des opérations commerciales s'adossant à des enjeux humanitaires. La réappropriation par les populations locales de tout projet de développement est un facteur clé de réussite de cette stratégie. Le terme *accountability*, dont l'équivalent n'existe pas vraiment en Français, est essentiel :

« Dans le vocabulaire de la sociologie, l'accountability désigne une factualité qui engage par le fait même qu'elle est appréhendable sous une certaine forme, comme une carte de localisation des fraudes⁹². Dans ce raisonnement, la transparence est le principe qui autorise à mettre en visibilité des éléments pour étayer un pacte de factualité - au sens où on ne peut pas nier qu'il s'est passé là quelque chose pour quelqu'un - qui engage chacun dans sa responsabilité. Cette articulation est parfaitement résumée dans le mot d'ordre de la campagne de l'Ambassade des USA en Guinée : « I vote, I see, I send ». Ce slogan vient décrire une séquence d'action où il s'agit d'observer, de réagir en mettant en visibilité, en publicisant les éventuels problèmes. En formulant la question d'une façon un peu abrupte, on peut penser que la demande de transparence qui permet de responsabiliser les différents acteurs d'un pays, hommes politiques et citoyens, permet également de rassurer entrepreneurs et investisseurs (...). »⁹³

S'adresser directement aux peuples, en misant sur leur réappropriation des projets, est au cœur des politiques de développement, des stratégies de smart power et du bien nommé philanthropo-capitalisme. Et la France dans tout ça ? Il tient de poursuivre l'investigation entreprise ici-même afin de mettre au grand jour les manques de la France et ainsi lui permettre de relever ce défi de la coopération internationale – ou devrait-on dire inter-société civile – inhérent à la Mondialisation née dans les années 80-90.

Le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) créé en 1998, présidé par le Premier ministre et composé des ministres les plus directement concernés par les questions de développement, a pour mission de « *définir les axes prioritaires de la politique française d'aide au développement et de fixer la doctrine française en matière de coopération* ». Le 31 juillet 2013, ce Comité a pris un certain nombre de décisions⁹⁴, dont celle d'encourager l'AFD à poursuivre son action pour le développement de la microfinance et à prendre en compte l'économie sociale et solidaire dans ses cadres d'intervention stratégiques pertinents. La microfinance est une approche tout à fait primordiale : elle s'appuie sur les acteurs locaux, financent des projets de développement à des tant sociétales qu'économiques. Elle pourrait être au cœur d'une stratégie de coopération

⁹² Cf Harold Garkinkel [1967], Recherches en ethnométhodologie, PUF,2007 qui fait de l'accountability le ressort même de l'ordre social suivant cette dynamique entre voir/interpréter/agir.

⁹³ <http://www.mobactu.fr/wp-content/uploads/LAllard-Smart-power-philanthrocapitalisme-et-téléphonie-mobile.pdf>

⁹⁴ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/0731_Releve_de_decisions_du_Comite_interministeriel_de_la_cooperation_internationale_et_du_developpement_CICID_cle0e5e79.pdf



internationale axée sur le développement (santé, éducation, développement durable) et à des fins géoéconomiques : la « diplomatie démultipliée »⁹⁵.

2. L'influence française, perspectives

2.1. La « diplomatie démultipliée », corps d'une politique nationale d'ambition internationale

La « diplomatie démultipliée » comme fer de lance d'une stratégie de *smart power* à la française en matière de développement international, cherchant au mieux à tirer profit de la base sociétale dont dispose la France (ONG, instituts, associations...), à ancrer ses projets dans la réalité locale pour, *in fine*, accroître sa puissance économique et son influence pourrait être le nouveau leitmotiv de l'action extérieure de la France ; une action dont les jalons ont déjà, tout du moins en partie, été posés.

Aux origines de l'institutionnalisation du rôle de la société civile

La France semble consciente de l'importance de parier sur l'échelon local, tant en interne qu'en matière d'actions extérieures.

Au niveau des enceintes internationales, la France mène un plaidoyer soutenu en faveur de la décentralisation et d'une gouvernance locale démocratique, en dialogue avec les nombreux acteurs intervenant dans ces secteurs et dans le cadre des groupes de bailleurs auxquels elle participe.

Au niveau régional et sous-régional, la coopération française travaille depuis longtemps avec le mouvement municipal africain et continue à le faire, notamment au travers de Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique, ainsi que dans le cadre des organisations d'intégration régionale, telles que l'UEMOA.

Au niveau bilatéral, le MAE mène de nombreux projets d'accompagnement des processus de décentralisation et déconcentration, notamment en Afrique. Ces projets bilatéraux visent notamment à échanger avec les États, les associations d'élus, les collectivités locales et les sociétés civiles, dans l'objectif de renforcer la démocratie locale et un dialogue approfondi entre citoyens, collectivités territoriales et État.

Un réseau important d'experts techniques internationaux est également présent à ces différents niveaux, afin d'appuyer la mise en œuvre de ces actions, d'assurer leur cohésion et d'accompagner les États et les associations d'élus dans les processus de décentralisation⁹⁶.

⁹⁵ http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/RAPPORT_LAIGNEL_23janvier2013_cle8aa675.pdf

⁹⁶ <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/ressources-multimedia-et/publications/enjeux-planetaires-cooperation/etudes-20720/article/-appui-de-la-france-aux-processus>



Souvent analysée comme héritière du principe de subsidiarité, dont l'idée consiste à déléguer la gestion d'un enjeu de politique public à l'échelon le plus adéquate, l'idée de décentralisation n'est pas étrangère à la notion de gouvernance. En effet, le tournant néolibéral du début des années 80, lors duquel se développèrent les thèses du New Public Management, un certain nombre de recommandations visant à favoriser une « bonne gouvernance » et une gestion plus efficiente de la machine bureaucratique consista, contrairement aux idées reçues⁹⁷, non pas tant à limiter la capacité d'action de l'Etat qu'à la redéployer en déléguant la gestion de certaines politiques publiques à des agences locales (privées) dont le rôle de « service public » était évalué à l'aune d'objectifs et de résultats préalablement déterminés. Cette politique, appliquée notamment en Angleterre par Margareth Thatcher, consista donc à diviser les tâches ; l'Etat, traditionnellement prescripteur et exécuteur, devenant agent de contrôle de missions dont il revenait à d'autres acteurs d'en assurer l'implémentation. Autrement dit, l'implication croissante de la société civile dans l'élaboration et le suivi des politiques publiques fut consacrée comme un outil essentiel de gestion publique. Abordé sous cet angle, la décentralisation peut donc être analysée comme un processus de satellisation des acteurs locaux autour d'un organisme public (ministère, commission, comité) responsable de la coordination de l'ensemble. L'Union européenne, à travers la montée en puissance de la Commission européenne, puis, des régions et fonds structurels européens a été construite, depuis l'Acte unique de 1985, sur ce modèle basé à la fois sur la diffusion de bonnes pratiques de gestion (benchmarking) et l'octroi de crédits à des acteurs infra-nationaux (collectivités locales, entreprises, associations...) dont la connaissance des enjeux locaux fut promue comme la condition sine qua non du développement de politiques publiques plus efficientes et donc plus à même de favoriser l'émergence de l'intérêt général (européen).

Le « marketing territorial », une stratégie économique sous-exploitée

Dans le secteur du développement international, le même constat peut être dressé. Comme l'affirme Christian CHAVAGNEUX, « *la croissance importante des activités des ONG internationales ces dernières années s'est produite dans la fourniture de services de base (éducation, santé).* »⁹⁸ Ainsi, il n'est pas étonnant de constater que « le Gouvernement appelle les collectivités territoriales à jouer un rôle croissant dans les dynamiques territoriales de développement (...) en tenant compte autant que possible des politiques d'appui à la décentralisation conduites par l'Etat français ». Preuve de la prise de conscience de l'Etat Français, une commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) a été mise en œuvre en 1996, puis réformée pour la dernière fois en 2014. Lors de la dernière séance de la CNCD, dont Annick GIRARDIN, secrétaire d'État au développement et à la francophonie auprès du ministre des Affaires étrangères et du Développement international, a présidé la session plénière autour des « *Enjeux de la coopération économique des collectivités territoriales* »⁹⁹, le « *Gouvernement a proposé les mesures nécessaires pour sécuriser juridiquement le droit des collectivités territoriales à mener des projets dans leur domaine de compétence.* »¹⁰⁰

⁹⁷ LE GALES, Patrick, « Gouvernance », in *Dictionnaires des politiques publiques*, Presses de Science Po, 2010.

⁹⁸ CHAVAGNEUX, Christian, *Economie politique internationale*, Editions LA Découverte, Paris, p.66

⁹⁹ <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/presentation-et-activites-de-la/article/seances-plenieres-et-reunions-de>

¹⁰⁰ <http://www.allgov.com/fr/infos/a-la-une/les-ambitions-de-laction-exterieure-des-collectivites-territoriales--020213?news=846935>



La coopération décentralisée n'est pas un vain mot. Statistiquement, elle se décline sous la forme de 13.000 projets menés entre près de 5.000 collectivités territoriales françaises et plus de 10.000 collectivités étrangères partenaires dans 147 pays. Cependant, comment juger de l'efficacité réelle de cette coopération quand tant d'acteurs issus de la société civile ou de la sphère économique soulignent le manque de vision stratégique à la tête de l'Etat et de ses institutions ? Les recommandations des nombreux rapports afférant à la coopération internationale décentralisée propose souvent, en effet, de renforcer l'échelon régional, via la délégation de nouvelles compétences, et non à intégrer celui-ci comme le pendant local d'une vision nationale globale. De la position de stratégie qui devrait être la sienne, afin d'accompagner les initiatives de la société civile, des collectivités territoriales et des entreprises, l'Etat Français devrait s'inspirer d'un modèle faisant florès ces dernières années : le « marketing territorial » ou « city branding ».

Ces deux concepts mettent l'accent sur l'importance pour les collectivités locales de miser sur leurs particularités culturelle, économique, historique et géographique afin de mieux tirer profit de leur environnement. Strasbourg illustre parfaitement cette stratégie de « marketing territorial ». La capitale alsacienne joue depuis plusieurs années sur la force symbolique du label « Strasbourg, capital de l'Europe » pour renforcer le dynamisme de sa coopération transfrontalière avec les régions allemandes limitrophes et s'assurer ainsi un rayonnement dépassant largement le strict cadre national. Malheureusement, cette « diplomatie des villes » n'est pas promue au travers d'instances qui, comme le CNCD, pourraient se faire l'écho des bonnes pratiques développées par nos territoires. Le label « Strasbourg, capital de l'Europe » s'adosse à une réalité historique et administrative qui, en même temps de renforcer l'identité locale de la ville, permet aux différents acteurs locaux y agissant de bénéficier de rétributions économiques (fonds européens) et symboliques, en tant qu'ils donnent aux projets académiques (développement de Master affaires européennes, de partenariats universitaires, de chaires d'études) et associatifs (créations d'Instituts européens, de Think tanks, d'associations culturels et politiques européennes) une légitimité. Ce cercle vertueux – affirmation identitaire, croissance de la coopération internationale, économique, culturelle et scientifique – a entraîné un faisceau d'acteurs divers, mais œuvrant *in fine* au dynamisme de Strasbourg et de sa région. Plus récemment, « Lyon, capitale des Lumières » ou encore Marseille se sont lancés dans cette stratégie qui pourrait déboucher sur davantage de relations extra-européennes entre nos collectivités territoriales (municipales ou régionales) et celles de pays africains francophones.

Le marketing territorial a l'avantage de séduire les entreprises. « *Elles prennent le relais de collectivités publiques qui manquent d'argent et qui, de toute façon, n'ont pas les compétences nécessaires à la définition d'une stratégie marketing globale* »¹⁰¹, rappelle Joël GAYET, organisateur de la deuxième édition du colloque « Place Marketing » à Aix-en-Provence, qui s'étonne, dans le même article, qu'aucun élu de la région Paca n'est daigné prendre contact avec l'entreprise phare de la région, en termes d'image à l'international : l'Occitane. Cette absence de vision stratégique à la tête de l'Etat se retrouve à l'échelon municipal, en dépit des discours appelant à favoriser les initiatives locales. « *A Barcelone, dont la signature internationale est associée au Salon sur les technologies digitales mobiles World Capital, 80 % des actions de la ville sont financées par les entreprises*

¹⁰¹ http://www.lesechos.fr/journal20141014/lec2_industrie_et_services/0203819326202-marketing-territorial-les-entreprises-sy-interessent-1053249.php



implantées localement. »¹⁰²

Comme le souligne un rapport de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) sur la coopération décentralisée, « *les collectivités territoriales françaises (...) ont acquis, à l'occasion de la décentralisation, un savoir-faire qui peut s'avérer profitable pour les pays du Sud, à condition qu'ils se donnent les moyens d'en tirer parti. La coopération décentralisée doit permettre à l'espace francophone de fédérer les acteurs économiques, les organisations professionnelles et des entreprises, appartenant à tous les secteurs d'activité entre entités territoriales décentralisées* »¹⁰³. Développement économique, coopération internationale et décentralisation, enjeux d'une approche gagnant-gagnant entre les Etats africains francophones et la pluralité des collectivités locales françaises ? « *Jouer sur leur diversité et leur positionnement culturel ou géographique est un atout considérable pour permettre à l'Etat de créer les conditions d'un redynamisme économique organisé et déconcentré* »¹⁰⁴.

Soulignons enfin le dernier rapport de Jacques ATTALI concernant l'enjeu dit de la « Francophonie économique ». Ce rapport met lui aussi en exergue l'importance de mêler une politique internationale d'action culturelle dynamique – de soutien à la langue française - à des fins géo-économiques, tant pour permettre aux petites et moyennes entreprises (PME) françaises d'obtenir ou de conserver un accès privilégié aux marchés africains que de favoriser la réalisation d'objectifs de développement, comme celui de la santé. La solution envisagée, « développer les initiatives de recherche partenariale public-privé entre pays francophones », via la création de clusters¹⁰⁵, doit permettre à la présente étude d'analyser plus en détail un autre pilier essentiel de la mise en place d'une politique de développement international pensée comme vecteur de puissance pour la France : l'accompagnement d'entreprises et la sensibilisation de ces dernières aux enjeux de « responsabilité sociétale des entreprises » (RSE).

2.2. Les relations entre les entreprises et la société civile, rampe de lancement pour l'influence de la France à l'international

La RSE ou l'importance d'agir sur son environnement

« *Le cluster est un ensemble de décideurs qui créent et entretiennent un système relationnel leur permettant d'augmenter leurs opportunités d'affaires et de croissance. La création et l'entretien de ce système relationnel efficace est favorisé par la proximité et l'homogénéité culturelle, ce qui correspond en général à une entité régionale* »¹⁰⁶. Le cluster ou la création d'un environnement optimal pour dynamiser l'activité de PME et TPE implantées localement ? Savoir tirer profit de son environnement semble en effet essentiel pour toutes structures humaines, et plus particulièrement quand celles-ci œuvrent à des fins lucratives. Par le développement de pôles de compétitivité, dont l'objectif vise à mobiliser la capacité d'innovation d'un territoire, par le soutien de l'innovation et donc d'une meilleure

¹⁰² Idem

¹⁰³ http://apf.francophonie.org/IMG/pdf/2013_07_session_cap_rapportcoopdecentr.pdf

¹⁰⁴ Idem

¹⁰⁵ Proposition 31 : p 70 : <http://www.elysee.fr/assets/Uploads/Rapport-Jacques-Attali-la-francophonie-conomique.pdf>

¹⁰⁶ <http://www.franceclusters.fr/page-definition-15.html>



coopération entre les entreprises innovantes et les laboratoires de recherche, l'Etat assure à une région un avantage essentiel sur un marché.

Le marché des nouvelles technologies illustre bien ce besoin pour toute entreprise de bénéficier de conditions locales propices à son développement que seule la puissance publique peut favoriser. RAES n'était auparavant qu'un groupe de recherche dont les travaux, axés sur le lien entre communication, via l'appropriation par les populations locales de nouvelles technologies dédiées, et développement, furent en partie financés par USAID. Désormais, maintes entreprises spécialisées dans le développement de technologie de télécommunication, comme Orange (via sa Fondation), utilisent la connaissance de terrain de RAES pour s'implanter et ainsi participer à des enjeux locaux (Sénégal) de développement en matière de santé. Non seulement l'alliance du lucratif et du philanthropique est tout à fait évident, mais on remarque que les projets de RAES développent des partenariats leur permettant de pérenniser leurs projets. Grâce aux technologies de la m-santé dont dispose le RAES, un certain nombre de données permettant de mieux connaître les besoins des malades sont collectés. Cette meilleure connaissance des besoins locaux crée un environnement propice à l'implantation de mutuelles de santé (à l'instar des mutuelles CTB Assurances), car elles peuvent ainsi ajuster leurs offres en réalisant, au préalable, des études d'impact. D'autres projets ne demandent qu'à trouver preneur. On pense notamment à la pharmacie virtuelle dont l'objectif affiché par M. RIDEAU est d'attirer l'industrie pharmaceutique.

La cartographie des partenaires financiers de RAES révèle, une fois de plus, toute l'importance stratégique d'une ONG, spécialisée dans le développement, pour ouvrir aux entreprises de nouveaux marchés. En effet, PlanetFinance, financeur direct de RAES, lève des fonds pour appuyer ses projets locaux via notamment un programme baptisé microworld, lui-même financé par la Fondation de GlaxoSmithKline (GSK) France. GSK est la première entreprise mondiale pour la production de vaccins. Grâce à sa fondation, particulièrement active dans le financement d'ONG en Afrique, la coopération avec les populations africaines atteintes, entre autres, du virus Ebola offre des résultats concrets. Sa secrétaire générale depuis plus de 5 ans, Madame Laurianne BEAUVAIS-REMIGEREAU, l'a confirmé au cours d'un entretien. L'origine de la création de la fondation GSK est révélatrice de la portée stratégique des coopérations entre les entreprises et les acteurs issus de la société civile et, par contraste, des manques de la France sur la scène internationale pour dynamiser son économie.

Créée en 1998 par son PDG d'alors Christopher VIEHBACHER, la Fondation GSK France visait à répondre aux problématiques des anti-viraux (VIH), autre secteur phare de l'activité de recherche et développement au sein de GSK. De nationalité germano-canadienne, Christopher VIEHBACHER a étudié aux Etats-Unis et a senti l'importance pour une entreprise luttant contre le VIH d'être au cœur des actions de prévention et d'accompagnement du malade, le dépistage et le développement d'infrastructure de santé publique, visant à prendre en charge le malade, étant le complément essentiel à tout traitement par médicaments. Particulièrement remontées contre l'industrie pharmaceutique, les associations de patients ont quelques années plus tard remporté une victoire hautement symbolique lors du procès de Pretoria en 2001. La création de la Fondation GSK a alors pris tout son sens : faire de l'entreprise un partenaire à part entière de la société civile accompagnant le patient, être une partie de la solution et pas seulement un producteur de médicament arrivant en bout de chaîne. Cette coopération associations-patients-entreprise donnent des résultats concrets :



GSK a ainsi travaillé avec le ministère des affaires de santé Français et, par-delà son image, contribué à s'ouvrir d'autres horizons en termes marketing et commercial. L'expertise d'une telle entreprise n'est en effet pas négligeable pour un Etat. Laurianne BEAUVAIS-REMIGEREAU, Secrétaire générale de la Fondation GSK France, rappelle ainsi que les ambassadeurs Britanniques d'Afrique de l'Est ont parfaitement compris que les enjeux de santé pouvaient être un formidable levier d'influence économique.

Comme souvent en France, les rapports abondent de constats et propositions qui peinent à trouver le chemin de l'implémentation. Lors des conclusions de Comité interministériel de la coopération internationale et du développement, le 31 juillet 2013, plusieurs « décisions » ont été avancées, comme celle pourtant sur la RSE, présentée comme « une dimension transversale de l'action du Gouvernement qui doit être pleinement intégrée dans la politique de développement. » Le gouvernement a également décidé « de lancer cette année une concertation pour une meilleure responsabilisation des entreprises multinationales et des donneurs d'ordre vis-à-vis de leurs filiales et de leurs fournisseurs situés dans les pays en développement »¹⁰⁷. Le RSE est donc ce qui a conduit, ces dernières années, certaines de nos entreprises à mettre en œuvre une fondation se donnant pour principale mission de financer ONG et programmes d'aides au développement en France et à l'étranger. Consistant à prendre en compte son environnement, pour sortir d'une vision essentiellement marchande, le concept de RSE place l'entreprise au cœur d'un écosystème lui fournissant « des opportunités d'apprentissage » et contribuant ainsi à renforcer son expertise et développer chez elle « des compétences nécessaire à l'intégration de nouvelles responsabilités dans [son] processus de management » (Caroll, 1991).

En outre, la RSE s'inscrit dans la suite logique des Partenariats Publics Privés (PPP), comme forme de coopération transectorielle visant à prendre en compte son environnement à des fins stratégiques et promue tant par les organisations financières internationales que par l'ONU et ses agences de développement.

« Les sept stratégies sectorielles de la politique française de coopération au développement font toute référence à une forme ou à une autre de partenariat public-privé (PPP). L'AFD considère ce mécanisme comme un axe prioritaire de sa stratégie et relève que « près de la moitié des opérations financées par le groupe (représentant en moyenne 1,5 milliard d'euros par an) auprès de bénéficiaires publics ou privés dans les pays en voie de développement, ainsi que dans l'outre-mer français, concerne des formes de PPP. [...] Le PPP, pour les avantages qu'il présente, est une forme d'intervention que l'AFD entend continuer de promouvoir, dans un souci d'adaptation accrue au contexte et aux objectifs de développement ». Enfin, les entreprises privées sont aussi de plus en plus nombreuses à intervenir dans le domaine de l'aide humanitaire, même si cette dernière n'est pas guidée par les stratégies sectorielles évoquées ci-dessus. Ces interventions se déroulent le plus souvent en partenariat ou en liaison avec une ONG active et expérimentée dans ce champ. « Les pouvoirs publics encouragent à la fois l'intervention des entreprises dans le domaine de l'humanitaire d'urgence et la conclusion de partenariats, soit avec des ONG, soit avec des collectivités locales. »¹⁰⁸

La capacité à nouer des accords locaux entre autorités publiques, entreprises et organisations issues de la société civile se heurte toutefois à des barrières culturelles et linguistiques nécessitant la mise en place d'une offensive durable du Quai d'Orsay, y compris au sein même d'une zone considérée

¹⁰⁷ <http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/archives/13-09-18-Conclusions-du-CICID-du-31-juillet-saisine-Plateforme.pdf>

¹⁰⁸ <http://aspd.revues.org/350#tocto2n5>



depuis longtemps comme le pré-carré diplomatique de la France : l'Afrique subsaharienne francophone.

La politique d'action culturelle, corollaire de toute « diplomatie économique »

L'ensemble des personnes rencontrées en vue de la rédaction du chapitre présent, Alexandre RIDEAU (président de RAES), Laurianne BEAUVAIS-REMIGEAU (secrétaire générale de la Fondation GSK), Romain MASSON (attaché audiovisuel à l'Ambassade de France à Dakar) et Julien ABSOLU (chef de projet Santé à l'AFD) ont souligné les faiblesses de l'action extérieure de la France : manque de continuité dans l'action ; fonctionnement en silo ; perte d'influence malgré de réels atouts inexploités. L'espace francophone est l'archétype de l'atout même inexploité.

Fort de ses 220 millions de locuteurs, le Français est une langue internationale d'échange culturel et économique dans de nombreux pays. Le nombre de ses locuteurs va tripler (700 millions) d'ici à 2050. En outre, selon les chiffres du Ministère des Affaires Étrangères et du Développement International (MAEDI), la langue française est la deuxième langue la plus enseignée au monde, la 3^{ème} langue parlée sur Wikipedia et Facebook, est enseignée à plus de 500 000 étudiants au sein des Alliances Françaises réparties sur les cinq continents, et ce grâce à un maillage territorial unique au monde, comme l'illustre l'emplacement des Instituts Français, chargés de faire rayonner la culture française, des lycées Français et donc des antennes de la Fondation Alliance Française. Le réseau de cette fondation est un véritable phare d'influence. Ceci dit, fort de son statut d'association 1901 et de ses 1050 centres dans le monde, qui en font « la plus grande multinationale » de la planète, la Fondation Alliance Française, créée en 1883, tient à son indépendance et incarne à elle seule la difficulté pour la France de regrouper les acteurs phares de son influence à l'international. Un tel regroupement permettrait de mutualiser les moyens octroyés et d'améliorer la visibilité de la politique culturelle extérieure de la France pour *in fine* amonceler la somme d'intérêts particuliers desdits acteurs dans le pot commun de l'intérêt supérieur de la Nation.

Langue d'échange, le Français est une langue diplomatique centrale, la seule à tenter de rivaliser, dans ce domaine, avec l'Anglais. La langue française est la langue de nombre d'instances de coopération : OMC, ONU, OCDE, UE, etc. Dès lors, elle est un vecteur de projection d'intérêts nationaux à l'international et également la condition du maintien de liens de proximité avec les États, entreprises et ONG issus de nations francophones, comme en Afrique.

« La volonté politique est là: mettre notre outil diplomatique au service de l'économie française. La France déploie le troisième réseau diplomatique au monde, qui est un atout formidable, un réseau universel, géographiquement et fonctionnellement (combinant des missions de chancellerie diplomatique, d'action économique, d'action culturelle, et d'action consulaire). Ce réseau doit être mis au service de notre objectif politique de redressement économique. L'idée n'est certes pas nouvelle, mais elle a désormais un nom, la « diplomatie économique » et des outils: « représentants spéciaux » avec les pays-clé, direction des entreprises au Quai d'Orsay, « conseils économiques » auprès des ambassadeurs, mêlant acteurs publics et privés, et, surtout, dans chaque poste diplomatique, plan



d'action avec objectifs chiffrés en matière économique. »¹⁰⁹

A travers cette diplomatie économique de la langue, c'est le rayonnement international de la recherche française et de la crédibilité de la France dans la « guerre des cerveaux » - autre nom de la compétition entre grandes puissances du Nord pour attirer les meilleurs chercheurs des pays du Sud – qui se jouent. Forte du « rayonnement de sa langue », la France prend le risque de s'endormir sur ses lauriers. Bien que, comme il vient d'être indiqué, la France ait compris l'intérêt de faire converger politique culturelle et politique économique, notamment dans le secteur du développement international, il convient d'adopter une position pro-active dans l'influence normative et le lobbying à destination des organisations internationales qui fixent les règles du jeu de la Mondialisation, comme la Banque Mondiale. L'anecdote suivante résume à elle seule cet enjeu d'influence et de lobbying pour la France : au lendemain du dernier sommet international de la Francophonie organisé à Dakar en décembre 2014, le Sénégal a voté une loi autorisant « les langues nationales »¹¹⁰, comme le Wolof, langue montante dans la jeunesse sénégalaise, à être parlée au sein du Parlement. Si cet événement ne suffit pas à indiquer l'absence de vigilance de notre Ambassade à Dakar, il suffit à nous alerter sur les ressorts contemporains de la compétition internationale : sans stratégie globale internationale, aucune citadelle – secteur économique ou zone géographique - n'est imprenable.

L'influence normative doit se comprendre comme la déclinaison d'un *story telling*, inspiré par l'identité du pays, dont la transformation en normes juridiques produira, dans un second temps, des retombés économiques. RAES est un bon exemple. Les contenus culturels produits par cette ONG et ses partenaires peuvent trancher avec les codes culturels des sociétés africaines. Le programme *C'est la vie*, axé sur l'importance de la prévention en matière de santé maternelle et infantile, stigmatise l'attitude de pères ne valorisant pas l'importance d'éduquer leurs filles à cet enjeu. Objectif : contribuer à changer les mœurs, à des fins de santé publique. L'ONG d'Alexandre RIDEAU ne minore pas les réticences, au sein de la société africaine, des populations locales face à ce qui peut parfois être perçu comme une volonté étrangère (occidentale) de changer les codes sociaux et traditions en vigueur. Face à ce type d'accusation, la stratégie de RAES est claire : l'ONG ne fait qu'appuyer la loi, se servant des conventions internationales signées par le Sénégal pour légitimer le contenu de ses programmes. RAES aide ainsi le gouvernement sénégalais à faire entrer des normes juridiques nouvelles dans les esprits. Cette dimension d'influence culturelle est d'ailleurs au cœur de l'aspect « citoyenneté » du sigle de cette ONG.

Pour résumer : lobbying auprès des autorités – productions de programmes élaborés par RAES et les industries culturelles françaises (LAGARDERE, BOLLORE) que le SCAC de Dakar conseillent – influence culturelle (diffusion de nouvelles normes sociales et de la langue française) – retombés économiques (vente de programmes pélagiques comme *C'est la vie* à d'autres chaînes et pays africano-francophones) : voici le cercle vertueux que s'évertue de perpétuer le RAES au Sénégal.

Les normes, une fois établies, conditionnent les règles du jeu. Assise sur une forte tradition mêlant art de vivre (gastronomie, culture, qualité des produits culinaires) et luxe, la France doit davantage faire de lobbying à destination des organisations internationales, notamment dans le secteur du

¹⁰⁹ http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=GEOEC_070_0007

¹¹⁰ <http://www.rfi.fr/afrique/20141203-senegal-langues-nationales-font-leur-entree-parlement/>



développement. Plus largement, selon un rapport de 2013, « une stratégie pour l'aide multilatérale, incluant les grandes familles d'institutions (onusiennes, européennes, financières internationales) » devait être élaborée d'ici fin 2014, mettant « *en lumière les moyens d'optimiser l'articulation entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale, et de limiter la fragmentation de l'aide* »¹¹¹. L'AFD a ainsi bénéficié de nombreux crédits auparavant accordés aux ambassades pour, non plus seulement financer des projets, mais usés de son expertise pour directement les implémenter en essayant, comme nous l'a confirmé Julien ABSOLU, chef de projet santé à l'AFD, d'inclure les entreprises françaises dans la négociation des contrats avec les Etats concernés. En effet, ce même rapport indique que « *le Gouvernement a approuvé la création, au sein de l'AFD, du fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences, le FEXTE, doté de 20 millions d'euros* »¹¹².

Cette nouvelle orientation « diplomatie économique », adossée au secteur du développement international, doit donc également s'inscrire dans une perspective de lobbying visant à conformer les normes internationales aux intérêts français.

Ainsi la Banque mondiale « *via les critères de ses prêts, les règles de ses appels d'offres, l'assistance technique qu'elle finance, les stratégies pays et secteurs qu'elle élabore, les stratégies mondiales qu'elle propose (comme sur l'agriculture mondiale actuellement), les classements qu'elle réalise et les productions de pensée qu'elle diffuse (notamment via son think tank le World Bank Institute), cette organisation est sans doute, à côté de son pouvoir financier, l'une des plus grandes puissances d'influence dans le monde.* » En outre, « *elle a largement étendu son rôle initial, avec l'appui constant des États-Unis et aujourd'hui elle dispose d'une capacité d'action directe, de prescription normative et politique, et d'attractivité sur les autres institutions multilatérales et sur les Etats.* »¹¹³

Cette action de lobbying trouverait tout son sens pour un pays comme la France dont il revient traditionnellement à l'Etat de définir l'intérêt général. Encore faudrait-il comprendre l'intérêt stratégique du développement, ce qui passe par davantage d'appui aux acteurs privés et locaux pour leur permettre de développer leurs initiatives. Le faible confiance accordée aux acteurs non-étatiques, suspectées de diviser l'intérêt national, comme l'illustre le faible nombre de fondations françaises œuvrant dans le monde ou la sous-utilisation des réseaux d'expatriés, l'incapacité des Français à penser sereinement l'articulation de l'aide publique vers le secteur privé, l'absence de vision nationale, notamment dans un secteur humanitaire où domine une idéologie universaliste et philanthropique déconnectée des notions d'intérêt national, tous ces éléments sont autant d'obstacles à la réponse qu'il serait urgent d'apporter aux maux dont souffre la France pour relancer son économie.

Comme le dit très bien Christian HARBULOT, « *les facteurs conflictuels ne sont plus seulement géopolitiques ou économiques. Ils peuvent être aussi socioculturels* ». ¹¹⁴

¹¹¹ Décision n°23 : [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/07-](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/07-31_Releve_de_decisions_du_Comite_interministeriel_de_la_cooperation_internationale_et_du_developpement_CICID_cle0e5e79.pdf)

[31_Releve_de_decisions_du_Comite_interministeriel_de_la_cooperation_internationale_et_du_developpement_CICID_cle0e5e79.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/07-31_Releve_de_decisions_du_Comite_interministeriel_de_la_cooperation_internationale_et_du_developpement_CICID_cle0e5e79.pdf)

¹¹² [http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/07-](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/07-31_Releve_de_decisions_du_Comite_interministeriel_de_la_cooperation_internationale_et_du_developpement_CICID_cle0e5e79.pdf)

[31_Releve_de_decisions_du_Comite_interministeriel_de_la_cooperation_internationale_et_du_developpement_CICID_cle0e5e79.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/07-31_Releve_de_decisions_du_Comite_interministeriel_de_la_cooperation_internationale_et_du_developpement_CICID_cle0e5e79.pdf)

¹¹³ <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000079/0000.pdf>

¹¹⁴ HARBULOT Christian, *Techniques offensives et guerre économique*, p.171



2.3. L'influence française : de prise de conscience à la volonté

L'influence est d'abord une prise de conscience

«Le côté positif de mon esprit me convainc que la France n'est réellement elle-même qu'au premier rang : que seules de vastes entreprises sont susceptibles de compenser les ferments de dispersion que son peuple porte en lui-même ; que notre pays tel qu'il est, parmi les autres, tels qu'ils sont, doit, sous peine de danger mortel, viser haut et se tenir droit. Bref, à mon sens, la France ne peut être la France sans grandeur».

Charles de Gaulle, Mémoires de guerre. L'Appel, 1940-1942. Plon, 1954

Au travers de ces mots, le général de Gaulle nous rappelle le dessein singulier de la France et sa mission de rayonnement et d'influence à l'extérieur de nos frontières.

Conscient de cette «ardente obligation» de donner à la France les outils nécessaires à son ambition, le général de Gaulle dote en 1946 la France d'un commissariat général au Plan (CGP) chargé de définir la planification économique du pays. En 2006, le Centre d'analyse stratégique (CAS) lui succède. En 2013, il devient le Commissariat général à la stratégie et à la prospective¹¹⁵ (CGSP), rattaché au Premier ministre. Il a pour objectif de «*concourir à la détermination des grandes orientations pour l'avenir de la nation et des objectifs à moyen et long terme de son développement économique, social, culturel et environnemental, ainsi qu'à la préparation des réformes*»¹¹⁶.

Sur les 123 publications réalisées depuis sa création, rares sont celles qui s'intéressent au développement économique de la France à l'étranger. Aucune ne développe les leviers de l'influence française à l'extérieur de nos frontières.

Y a-t-il un pilote dans l'avion?

Derrière cette formule volontairement provocante se cache une triste réalité : l'absence de colonne vertébrale stratégique de l'Etat français en matière d'influence.

Ainsi que le rappelle Nicolas TENZER dans un entretien¹¹⁷ donné à Bruno RACOUCHOT, directeur de Comes Communication, la mise en œuvre d'une véritable politique d'influence suppose de répondre préalablement à 3 questionnements :

- «pourquoi veut-on influencer?» : cela suppose la définition, par l'Etat, d'un but, d'une politique coordonnée d'influence entre pouvoirs publics et acteurs privés, de laquelle découle des objectifs stratégiques qui serviront les intérêts de tous ;

- «savoir qui l'on veut influencer?» : une politique d'influence crédible n'a de sens que si elle désigne les acteurs sur lesquels portés une action d'influence : «Etats, parlements, organisations

¹¹⁵ <http://www.strategie.gouv.fr/presentation-de-france-strategie>

¹¹⁶ <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http://www.gouvernement.fr/gouvernement/creation-du-commissariat-general-a-la-strategie-et-a-la-prospective&title=Communiqué%20du%20Conseil%20des%20ministres%20du%2017%20avril%202013>

¹¹⁷ http://www.comes-communication.com/files/newsletter/Communication&Influence_Fevrier2012_Bruno_Racouchot.pdf



internationales, relais d'opinion (think tanks, médias, universités, experts, lettres confidentielles, ONG, associations, opinion makers), entreprises, etc.» ;

- «veut-on influencer sur le moyen ou le long terme?» : l'appréciation temporelle est essentielle à la construction d'une stratégie d'influence, de sorte que le moment venu, la personne influencée agisse selon nos intérêts.

Comme le soulignait déjà en 2003-2004 Nicolas TENZER, *«La conception française repose apparemment sur une vision bien trop simple des réalités internationales contemporaines. Le but essentiel de l'influence serait de faire accepter, au cours d'une négociation, une décision ou une position. L'influence consisterait ainsi à fournir tous les arguments possibles pour montrer le caractère positif et favorable de notre doctrine. Mais, en dehors du temps de la décision ou une position. L'influence consisterait ainsi à fournir tous les arguments possibles pour montrer le caractère positif et favorable de notre doctrine. Mais, en dehors du temps de la décision et de la négociation, rien ne se passerait. L'influence est conçue sur le même mode de l'urgence et de l'immédiateté que la plupart des mesures gouvernementales et des instructions données aux négociateurs. Elle ne prend pas en considération la continuité et le temps long. Le travail d'approche et de «séduction» de nos partenaires est rarement considéré (...).¹¹⁸»*

Conscient du rôle fort que l'Etat peut jouer pour aider nos entreprises à gagner des parts de marché à l'étranger, Laurent FABIUS, ministre des Affaires étrangères et du Développement international a institué en 2012 la diplomatie économique et créé au sein de son ministère en 2012 une «direction des entreprises et de l'économie internationale» (DEEI), composée de 75 personnes. Jacques MAIRE, le directeur actuel de la DEEI, pragmatique dans sa démarche, a identifié une personne compétente pour chaque secteur de l'industrie française (agro-alimentaire, santé, chimie, infrastructures, énergie, etc.). Ainsi qu'il le précise, *«beaucoup sont des agents du Quai dont les fonctions ont évolué mais la moitié des 75 membres de la DEEI viennent du privé. Ils ou elles sont embauchés au rythme des départs, avec, pour les secteurs à dimension technologique, un spécialiste senior venu de l'extérieur et un fonctionnaire junior du ministère»¹¹⁹*. Ainsi, les missions de cette direction consistent en l'accompagnement des entreprises à l'international pour rechercher partenaires et investisseurs. En filigrane, il s'agit bien de faciliter la prise de contact avec les politiques locaux et d'apporter une expertise technique (fiscale ou réglementaire). L'état d'esprit semble bel et bien en train de muer au Quai...

Dans le prolongement de cette dynamique, Emmanuel MACRON, ministre de l'économie, et Bruno BEZARD, directeur général du Trésor, ont incité en janvier 2015 les chefs de services économiques en poste à travers le monde à *« plus de cohérence et plus d'efficacité. Il faut apprendre à travailler ensemble et intelligemment avec le Quai d'Orsay »¹²⁰*. Ils ajoutent qu'*«être au contact de nos entreprises est indispensable. Il faut également que vous remontiez les idées, des commentaires pour faire avancer les choses, pour combattre les fausses bonnes idées capables de redresser l'image de notre pays et faire gagner nos entreprises»¹²¹*. Il est symptomatique qu'un ministre doive rappeler ses fonctionnaires à faire leur travail...

Face à l'action naissante d'un Etat qui semble reprendre l'initiative, il faut féliciter et encourager les démarches individuelles ou collectives privées qui visent à promouvoir l'influence française à l'étranger, telle l'Initiative pour le développement de l'expertise française à l'international et en Europe¹²² (IDEFIE) créée par Nicolas TENZER. Selon l'IDEFIE, *«les marchés d'expertise*

¹¹⁸ Tenzer Nicolas, « Organiser l'influence : une stratégie intellectuelle pour la France », Revue internationale et stratégique, 2003/4 n° 52, p. 89-96.

¹¹⁹ <http://www.slate.fr/story/85683/quai-orsay-diplomatie-economique>

¹²⁰ <http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20150112tribda1c3b0f9/diplomatie-economique-quand-le-tresor-mobilise-ses-troupes.html>

¹²¹ idem

¹²² <http://www.idefie.org/-IDEFIE->



internationaux peuvent être estimés, au bas mot, à 500 milliards d'euros sur 5 ans, ce qui signifie, si l'on mesure aussi leurs effets induits sur les marchés de fournitures et de travaux, environ 25000 milliards d'euros. L'effet sur notre commerce extérieur et sur l'emploi national est immédiat. Mais au-delà de la dimension commerciale, ceux qui remportent ces marchés d'expertise finissent par imposer les normes, techniques et juridiques, les standards et les «bonnes pratiques», dans ce qui est une guerre économique mondiale. Ils le font d'autant mieux qu'ils «vendent» aussi leurs concepts aux groupes de travail des organisations internationales, aux think tanks et aux centres académiques mondiaux ou régionaux, ainsi qu'aux médias globaux ou spécialisés. Or, les faits sont là. Alors qu'elle dispose d'un important vivier d'experts de grande qualité, du deuxième réseau diplomatique mondial et de champions nationaux de dimension internationale, la France perd du terrain chaque jour...».

Dès lors, l'action de l'IDFIE se décline selon trois axes et vise à :

- «accroître la place de la maison France sur les marchés d'expertise internationaux ;
- développer sa présence dans l'ensemble des lieux de discussion et d'élaboration des normes et des règles ;
- bâtir une force d'expertise française en mettant ensemble des entreprises privées, des opérateurs publics et des centres académiques qui sont aujourd'hui trop dispersés pour faire masse et définir ensemble une stratégie d'action extérieure».

On le voit, à l'heure actuelle, si une dynamique est lancée, mais elle manque encore de cohérence et de force. Mais outre les moyens alloués, n'est-ce pas l'état d'esprit conquérant qu'il convient de faire germer et développer en chacun ?

Pour l'élaboration d'une véritable doctrine stratégique de l'influence française à l'international

L'organisation est un préalable à toute action. Structurée, formée, la communauté d'influence française à l'international pourrait :

- prendre appui sur l'un des réseaux diplomatiques¹²³ les plus denses du monde (163 ambassades, 16 représentations permanentes, 4 antennes diplomatiques, 92 consulats généraux), un maillage de 96 instituts culturels¹²⁴ et 819 alliances françaises¹²⁵, la francophonie (54 Etats sont membres de l'organisation internationale de la francophonie¹²⁶). Pour valoriser cet extraordinaire outil, la formation de nos diplomates jusque-là centrée sur «*l'organisation et le fonctionnement du MAE, la présentation des métiers du Quai d'Orsay, la sensibilisation aux enjeux individuels, collectifs et professionnels, les pratiques de la diplomatie française ou la prise de parole en public*»¹²⁷, doit prioritairement mettre l'accent sur la dimension opérationnelle des luttes d'influence économique entre puissances pour permettre à la France de renforcer sa compétitivité économique à l'international. Si nos élites sont convaincues de cette nécessité, la dynamique sera lancée... Pour illustrer ce propos, il faut se souvenir de l'extraordinaire opportunité manquée par la filière viticole française en 2007 : *Les Gouttes de Dieu* est un manga sur le vin, écrit et dessiné par deux Japonais. Publié depuis novembre 2004 au Japon, il est traduit en 2006 en Corée. Très vite, les ventes explosent. Ainsi que le souligne Madame BLAU-PICARD, responsable marketing et communication export du bureau interprofessionnel des vins de Bourgogne, «*l'année dernière (en 2007), sans savoir ce qui se passait autour de ce manga,*

¹²³ <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/>

¹²⁴ <http://www.institutfrancais.com/fr/le-reseau-culturel-dans-le-monde>

¹²⁵ <http://www.fondation-alliancefr.org/?cat=1>

¹²⁶ <http://www.francophonie.org/-80-Etats-et-gouvernements-.html>

¹²⁷ <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/formation-des-diplomates-et-des/>



*nous sommes allés faire goûter nos vins en Corée : en une journée, nous avons reçu la visite d'une quarantaine d'entreprises, plus de neuf cents personnes*¹²⁸. Cet exemple met en lumière l'incapacité de l'Ambassade de France en Corée à relayer vers les syndicats viticoles, les chambres de commerce et d'industrie (CCI) et les offices de tourisme cette formidable opportunité de conquête de marché à l'étranger. Aujourd'hui trop généralistes, les personnels des corps diplomatiques et consulaires doivent demain être sensibilisés et formés à l'intelligence économique pour identifier à l'étranger les marchés susceptibles d'intéresser nos entreprises. A la suite de la mise en œuvre de la politique de diplomatie économique, il faut espérer que les «conseils économiques» créées au sein de la plupart des ambassades de France à l'étranger sauront capter pour nos entreprises les marchés qui leur font défaut aujourd'hui ;

- profiter des experts français détachés auprès des organisations européennes et internationales. Il est primordial de décroiser les appartenances administratives, de mobiliser les relais économiques, associatifs et fonctionnaires nationaux en poste à l'étranger, de rendre davantage poreuses les frontières entre l'action administrative et le monde universitaire pour favoriser le retour d'expériences. Pour commuter l'émission d'une pensée individuelle en doctrine stratégique et substituer l'urgence à la réflexion organisée des idées, une cartographie de ces différents acteurs susceptibles de participer au débat d'influence s'impose comme une évidence ;

- profiter d'une lecture moins verticale de la pensée administrative en matière d'influence française à l'étranger ; jacobine par nature, l'administration française décline ses directives du ministère vers ses échelons déconcentrés. La naissance et le développement d'une stratégie d'influence doit faire évoluer d'un schéma de pensée trop sclérosé pour s'enrichir du débat croisé d'idées entre administrations et entre mondes administratifs et secteurs privés. Il convient de faire évoluer les missions actuellement dévolues au Service de Coordination à l'Intelligence Économique. Concrètement, au sein de chaque ministère et sous tutelle fonctionnelle du délégué interministériel à l'intelligence économique, un poste de haut fonctionnaire à l'intelligence économique pourrait être utilement créé. Aidé d'une équipe multidisciplinaire et formée à l'intelligence économique, il apporterait son éclairage ministériel sur les stratégies opérationnelles à adopter pour renforcer notre patriotisme économique. Il convient avant tout de cesser de réfléchir en tuyaux d'orgue pour donner une transversalité à l'analyse, favoriser l'anticipation, développer les contre-mesures et mettre en œuvre un plan d'actions ;

- prendre appui sur France Médias Monde qui rassemble France 24, Radio France Internationale (RFI) et Monte Carlo Doualiya (MCD). Les trois chaînes émettent depuis Paris vers les 5 continents, en 14 langues. Ainsi, chaque semaine, en audience mesurée sans extrapolation, «*France 24 rassemble 41,7 millions de téléspectateurs, RFI compte 34,5 millions d'auditeurs et MCD 6,7 millions*»¹²⁹. Comme le souligne très justement le rapport d'information du Sénat (juin 2009) relatif au Rayonnement culturel international : une ambition pour la diplomatie française, «*il convient désormais de substituer à une logique de rayonnement, prisonnière de son héritage historique, une politique d'influence s'appuyant sur une culture qui ne cherche pas seulement à se diffuser, mais également à s'enrichir au contact des autres cultures*»¹³⁰. Cela étant, entre le discours volontariste affiché et la réalité, le fossé est large : «*Avec ses 238,7 M€ de dotation publique (2013), France Médias Monde reste bien loin derrière ses concurrentes internationales, puisque la Deutsche Welle dispose d'un budget de 290 M€, BBC Worldwide de 400 M€ tandis que le Quai d'Orsay chiffre les budgets d'al-Jazeera et de CNN International à 600 M€*»¹³¹. Outil de rayonnement de la culture française, les médias peuvent largement participer au développement de notre influence à l'étranger. Considérant

¹²⁸ <http://gestion-des-risques-interculturels.com/risques/un-manga-japonais-au-secours-des-vins-francais/>

¹²⁹ <http://www.francemediasmonde.com/page/presentation-mission.html>

¹³⁰ <http://www.senat.fr/rap/r08-458/r08-458.html>

¹³¹ <http://www.lefigaro.fr/medias/2013/06/26/20004-20130626ARTFIG00606-strategie-offensive-pour-l-audiovisuel-exterieur-de-la-france.php>



les forces en présence et l'importance des marchés en jeu, il s'agit de renforcer de manière significative les moyens financiers de nos médias ;

- prendre appui sur la nécessaire mise en place d'une francophonie économique. La phrase ouvrant la synthèse du rapport «Attali»¹³² portant sur *La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable*, précise en ces termes que «*Le potentiel économique de la francophonie est énorme et insuffisamment exploité par la France*». Les auteurs du rapport énumèrent ainsi «3 évolutions qui pourraient accélérer la croissance économique des pays francophones d'ici 2050 : le nombre de francophones pourrait atteindre 770 millions ; le besoin en infrastructures pourrait porter la croissance des pays francophiles ; le développement des nouvelles technologies pourrait accélérer leur développement (paiement mobile, e-santé, bigdata, etc.)» Riche d'enseignements et de 53 propositions visant à développer la francophonie économique, ce rapport préconise ainsi la création d'un ministère fort de la francophonie qui structurera l'action d'influence et de développement économique français à l'international. Il reste que :

- une fois encore, ces efforts se font à budget constant ;
- ce rapport aux propositions ambitieuses ne porte pas de fruits car oublié, à l'instar de beaucoup d'autres, dans un placard.

- en complément de ce qui précède, prendre appui sur la langue française qu'il s'agit de défendre et promouvoir dans ses différentes utilisations, et principalement comme langue des affaires. Comme le souligne Yves MONTENAY, directeur de l'institut Histoire, Culture, Economie et Géopolitique, «*cette diffusion du français déplaît à nos concurrents. Ils ont lancé une campagne de dénigrement : «les pays francophones se développent moins que les pays anglophones, donc changez de langue».(...) L'exemple le mieux connu en France est celui du Maroc, où la large diffusion du français permet à nos PME et à de nombreux Français de prospérer pour le plus grand bien du Maroc*»¹³³ ;

- favoriser la mise en œuvre d'une véritable politique du renseignement économique allant du traitement de l'information sur les réseaux informatiques à l'espionnage en passant par les stratégies d'influence. Pour Christian HARBULOT, le renseignement économique est «*une activité qui consiste à trouver la bonne information pour, soit accroître le potentiel de puissance d'un pays, soit accroître la force économique d'un acteur privé*»¹³⁴. Cela passe par une réelle prise de conscience, des décideurs économiques publics et privés, de l'importance stratégique que revêt le renseignement économique dans la compétition internationale. Dans ce cadre, l'Etat et les acteurs privés doivent définir des stratégies d'influence pour lutter contre certains jeux d'acteurs au sein de différentes organisations internationales (Organisation Mondiale du Commerce...) ou à l'occasion de grands appels d'offres internationaux ;

- prendre appui sur les bonnes idées et savoir-faire étrangers. L'humilité et la remise en cause systématique de nos outils d'influence à l'étranger doivent guider l'action des décideurs publics et privés. La seule démarche intellectuelle à conserver est la pertinence à agir sur tel ou tel levier d'influence.

C'est bien au travers de ces quelques pistes ou orientations qui ne prétendent pas à l'exhaustivité que doivent se dessiner les actions d'influence de nos décideurs politiques et économiques publics comme privés.

¹³² <http://www.elysee.fr/assets/Uploads/Rapport-Jacques-Attali-la-francophonie-conomique.pdf>

¹³³ <http://www.valeursactuelles.com/societe/yves-montenay-le-francais-est-il-vraiment-foutu-51530>

¹³⁴ http://www.xerifcanal-economie.com/emission/Christian-Harbulot-Il-faut-une-vraie-politique-du-renseignement-economique_421.html



Exemples de stratégies d'influence à développer par la France en Afrique francophone

Dès lors, la question se pose de savoir comment la France peut créer les conditions favorables de conquête de marchés en Afrique francophone? La France pourrait, par exemple, développer trois stratégies d'influence en Afrique francophone :

- le storytelling ou l'art de raconter des histoires : apparue au milieu des années 1990, c'est une forme narrative de discours qui transcende les différentes appartenances individuelles ou collectives pour apparaître comme une technique de communication utilisée en politique, en marketing, dans le sport ou autre pour susciter empathie ou émotion. Ainsi, Christian SALMON, écrivain et chercheur au CNRS rapporte que «*les publicitaires sont convaincus que nous n'achetons plus de simples marchandises mais les histoires qu'elles représentent*»¹³⁵. Noyé sous le flot continu de l'information, le consommateur doit être appréhendé d'une manière différente des années passées. Désormais, «*c'est l'attention des agents qui est captée*»¹³⁶ au travers d'une histoire, d'une intrigue et d'une tension narrative. Associée aux TICs, cette technique pourrait être utilement mise à profit par nos entreprises pour convaincre le milliard de consommateurs africains que nos produits sont les meilleurs (fiabilité, robustesse, originalité...) et ainsi conquérir de nouveaux marchés ;

- le soutien financier à des séries télé TV diffusées sur YOUTUBE : au Sénégal, Youtube est le site internet le plus visité. Prenant appui sur le storytelling, des contenus audiovisuels adaptés aux populations sénégalaises et plus largement africaines pourraient contribuer à enrichir le positionnement social d'une marque ou d'un magasin, à faire la promotion d'un produit innovant ou nouveau sur le marché, donc à modifier le comportement et la décision d'achat du consommateur ;

- le cours en ligne ouvert et massif (CLOM) francophone¹³⁷ : le CLOM est une formation dispensée via l'Internet à des étudiants dispersés géographiquement. Ainsi, il peut arriver que plus de 100000 personnes soient réunies pour un cours. Le CLOM peut s'imposer comme un vecteur d'influence original tant il permet d'imposer ses propres codes esthétiques et moraux ou de proposer des réflexions générales ou philosophiques. Parce qu'il permet également de partager des savoir-faire ou de valoriser certaines innovations, le CLOM peut être également un excellent biais pour une grande école de commerce ou d'ingénieur comme pour une université de province de faire connaître à l'étranger certains de ses enseignements. Véritable moyen de partage de la connaissance, le CLOM francophone peut contribuer sensiblement à accroître l'influence de la France à l'étranger.

Ainsi, seule une véritable stratégie d'influence, basée sur une doctrine, construite sur le temps long, peut servir les intérêts de la France et de ses entreprises.

¹³⁵ <http://www.tns-sofres.com/etudes-et-points-de-vue/presidentielle-2012-force-de-storytelling-lhomme-politique-apparait-comme-peu-fiable>

¹³⁶ idem

¹³⁷ <http://mooc-francophone.com/liste-mooc-en-francais/>



Le marché du jeu vidéo en Afrique francophone, un secteur d'avenir pour nos entreprises

Le marché du jeu vidéo représente en 2013 un marché de 75 milliards d'euros de chiffre d'affaires¹³⁸. Même s'il a connu une baisse de CA en 2013 en France (-7% par rapport à 2012), le secteur du jeu vidéo se redynamise depuis 2014 avec le lancement de la nouvelle génération de consoles (Xbox One, PS4, Nintendo Wii U). Parallèlement, de nouveaux formats de jeux vidéos émergent tel que le Cloud Gaming (équivalent de la vidéo à la demande). D'ici à 2016, le nombre de joueurs devrait passer de 1,21 milliard à 1,55 milliard. «D'après les données du cabinet PricewaterhouseCooper (PWC), c'est la MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) qui est la plus dynamique, représentant 442 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2012. Elle dépasserait 550 en 2017»¹³⁹. Or, l'industrie des jeux vidéos est encore embryonnaire en Afrique ; seuls quelques pays, à l'instar de l'Afrique du Sud, du Cameroun¹⁴⁰ ou du Kenya proposent des jeux certes simples, mais divertissants. Mais surtout, «le jeu vidéo est un véritable ambassadeur du savoir-faire technologique et artistique français. (...) Le jeu vidéo en France est une industrie dynamique et agile qui s'appuie sur une forte présence dans les secteurs en forte croissance, un ancrage solide dans les territoires et un esprit entrepreneurial inégalé»¹⁴¹, relève la Secrétaire d'Etat au Numérique. Ainsi, les ventes de jeu vidéo à l'export représentent désormais 47,6% du chiffre d'affaires des sociétés du secteur. Fortes de leur expertise, nos entreprises pourraient avantageusement tirer profit de territoires africains encore vierges des influences de puissances étrangères et d'une population jeune dont la grande majorité possède un téléphone mobile¹⁴².

C. UN EXEMPLE DE MARCHÉ À CONQUÉRIR EN AFRIQUE : LA CONSTRUCTION D'UN ESPACE ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE DES TICs

L'annonce par l'OIF de 700 millions de francophones à l'horizon 2050, dont 85% seront en Afrique suscite chez les investisseurs un vif intérêt pour ce continent. Ajouté à cela, des prévisions de croissance par le FMI d'environ 5,8% en 2015, séduisent les investisseurs des autres continents.

En 2014-2015, l'Afrique est le 2^{ème} marché mondial après l'Asie pour les télécommunications. Avec 1 milliard d'habitants sur le continent et des estimations à 2 milliards en 2050, l'Afrique apparaît de plus en plus comme LE marché à conquérir pour les acteurs des TIC.

Surtout, avec l'apparition progressive identifiée par certains spécialistes d'une certaine classe moyenne dans certains pays d'Afrique, ayant les moyens de consommer plus et mieux, on assiste à de nouveaux besoins en numérique et donc d'un marché en devenir : médias en ligne, jeux vidéo, programmes éducatifs...

Comme évoqué précédemment, depuis 2000, la France a perdu la moitié de ses parts de marché en Afrique francophone, n'ayant su tirer profit des liens privilégiés avec le continent africain. La France est à présent supplantée par d'autres pays, la Chine en 1^{er} chef, devenue le 1er partenaire commercial et le 1er fournisseur.

¹³⁸ <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-118723-jeux-video-un-secteur-davenir-en-francophonie-1065559.php#>

¹³⁹ http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/09/17/en-afrique-les-adeptes-de-jeux-video-preferent-le-mobile_3479019_3234.html

¹⁴⁰ <http://kiroogames.com/kiro-o-business/jeux-videos-en-afrique.html>

¹⁴¹ <http://www.infodsi.com/articles/151347/jeu-video-ambassadeur-savoir-faire-francais.html>

¹⁴² <http://economie.jeuneafrique.com/regions/afrique-subsaaharienne/20540-telephone-mobile-lafrrique-subsaaharienne-reste-la-region-la-plus-dynamique-au-monde.html>



Pour éviter une « Chinafrique », faite de produits culturels nord-américains, il est indispensable que la France se réveille et se positionne afin de combler son retard. Car, même en ayant encore une position dominante basée sur un avantage linguistique et culturel, si la France veut compter dans le paysage des nouvelles technologies et du numérique, face aux américains, chinois, Indiens, turcs et même Brésiliens, tous plus offensifs, elle doit changer la teneur de ses partenariats et repenser en profondeur sa stratégie.

Lors de la Conférence-Débat sur *Le numérique, une opportunité pour diffuser la Francophonie dans le monde ?*, le 7 octobre 2014 à Paris, Axelle Lemaire, Secrétaire d'Etat au Numérique, illustre ses propos en expliquant que « *l'Afrique constitue le deuxième marché au monde pour la téléphonie, les téléphones s'y vendent quatre fois plus que les ordinateurs. Si moins de 5% de la population africaine a aujourd'hui accès à des smartphones, ce taux devrait passer à près de 20% en 2017. L'enjeu n'est pas d'exploiter les ressources du continent africain, mais bien de mener des politiques d'innovation et de développement économique, s'appuyant sur les potentialités des différents partenaires dans une démarche de co-construction et donc de co-développement.* »

Dans ce contexte d'une population africaine francophone multipliée par deux d'ici 2050, une stratégie opérationnelle doit être entreprise avec l'ensemble des parties prenantes, au plus près des territoires et des populations concernées, dans une démarche de construction et de partenariat, en diversifiant les relais d'influence.

La French Tech dispose alors de nombreux atouts pour établir une coopération économique en Afrique notamment du fait de la francophonie. Lancée par le gouvernement français à la fin de l'année 2013, cette initiative vise à saisir les nombreuses opportunités numériques dans les pays africains et également s'appuyer sur les talents de la diaspora Tech d'origine africaine. Sur son site Internet, le groupe Orange en précise l'objectif : « *la French Tech peut et doit accompagner l'essor numérique de l'Afrique.* »

Et pour accompagner cet essor numérique, les entreprises françaises peuvent s'appuyer sur la diaspora avec leur double culture franco-africaine, véritable opportunité pour connecter les écosystèmes africains. En effet, les différentes diasporas présentes sur le territoire français sont de plus en plus enclines à revenir dans leur pays d'origine pour créer de la valeur. Ainsi, elles peuvent jouer un rôle de facilitateur entre les écosystèmes français et africains.

Le blog en français TECHAfrique, initiée par StartupBRICS.com mérite une attention particulière. TECHAfrique vise à fournir aux décideurs des actualités des éclairages des analyses sur le potentiel économiques du territoire. Pour les contributeurs de ce blog, le Mali, de par sa position géographique, pourrait devenir une plate-forme logistique stratégique en Afrique de l'Ouest : un pont entre l'Afrique du Nord et l'Afrique Subsaharienne. Certains espèrent même que le Mali devienne une sorte de « Silicon Valley » de l'Afrique de l'Ouest, à l'exemple de la « Silicon Savannah » de l'Afrique anglophone. C'est d'ailleurs, au Mali que le 1^{er} smartphone *Ide YuvSmart* entièrement conçu au Mali (mais fabriqué en Chine) a été lancé en 2013, par le jeune entrepreneur malien Aliou Yattassaye¹⁴³, et commercialisé depuis le printemps 2014 grâce au partenariat noué avec Telecom Orange Mali.

En outre, la grande force du Mali repose sur sa diaspora technologique basée en Ile-de-France, et plus particulièrement à Montreuil qui est le bastion, et à une moindre mesure Bagnolet. Ce n'est

¹⁴³ Aliou Yattassaye est directeur général de la start-up Yattassaye Technology Company (YATTCO). Il est détenteur, entre autres, d'un diplôme de l'Ecole Supérieure de Gestion et de Commerce International de Paris avec option commerce international et marketing et un DUT en informatique obtenu au Centre International des Technologies Avancées (CITA) - <http://www.maliweb.net/economie/telecom/success-story-aliou-yattassaye-lhomme-concu-premier-smartphone-malien-291852.html>



d'ailleurs pas par hasard si Orange est partenaire de l'école de codeurs-entrepreneurs Simplon.co¹⁴⁴ à Montreuil. L'ouverture prochaine à Bamako d'une école, en lien avec Orange Mali et la diaspora malienne de Montreuil et Bagnolet, concrétise cette connexion entre les écosystèmes français et africains.

De son côté, le Sénégal s'est également très tôt positionné sur ce secteur économique des nouvelles technologies et du numérique, comme l'a montré l'intérêt du Président, Abdoulaye Wade dès les années 2000, en finançant le projet RAES.

Plus généralement, dès 2010, les premières communautés Tech se sont organisées de façon autonome dans des espaces de co-working francophone, Jokkolabs¹⁴⁵, avec comme objectif d'être un laboratoire d'idées et d'expérimentation dans le domaine de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et des nouveaux médias. En 2015, ce réseau présent au Mali et Burkina Faso dispose même d'une antenne française à Nanterre. Ce réseau de talents et de jeunes entrepreneurs pourraient devenir le laboratoire de développement économique francophone, basée sur des stratégies réciproques de partenariats franco-africains.

L'autre acteur incontournable est le CTIC¹⁴⁶, à Dakar, présenté comme «*le 1^{er} incubateur et accélérateur lancé en Afrique de l'Ouest pour les entrepreneurs des TIC et des technologies mobiles*». En juillet 2014, le CITC Dakar a contribué, avec le Groupe Orange, à la fondation du Centre Incubateur des PME au Niger (CIPMEN), qui a pour mission «*d'améliorer la croissance et le taux de survie des PME nigériennes engagées dans les trois secteurs d'activité jugés prioritaires au Niger, que sont les TIC, les énergies renouvelables et l'environnement.*» Fondé en 2011 et placé sous la tutelle du gouvernement du Sénégal, cet organisme est soutenu par des partenaires, comme Orange, mais il doit également être porté plus largement par la France, dans sa stratégie d'une francophonie économique numérique.

Fort est de constater un retard certain de l'Afrique Francophone dans le développement de numérique au regard des pays anglophones comme le Kenya, le Ghana et Nigeria, les plus avancés. Cela s'explique en partie par la stratégie offensive du gouvernement américain d'investir dans le m-santé et du partenariat public-privé en place depuis quelques années. Peu à peu, on voit fleurir dans la littérature un nouvel acronyme qui résume bien cette vitalité à venir de l'Afrique anglophone The K.I.N.G.s (Kenya, Ivory Coast, Nigeria, Ghana).

Mais également, comme le souligne très justement l'étude de l'USAID, le domaine de la m-santé et de ses applications sont développés par la communauté anglophone, en langue anglaise, ce qui défavorise les entreprises et initiatives francophones.

Dans sa stratégie de conquête de l'Afrique, en mai 2014, l'USAID, principal bailleur de fonds du Sénégal dans le secteur de la santé, publiait une étude sur le panorama de m-santé en Afrique de l'Ouest, dans laquelle elle précisait qu'il était indispensable de «*développer un partenariat stratégique avec un opérateur mobile régional: les projets de l'USAID devraient mettre en commun leurs cas d'utilisation et développer un partenariat avec un opérateur mobile (ou plus) afin de créer un compromis maximum et des incitations à l'investissement et à l'apprentissage. Orange (présent au Mali, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Niger, en Guinée, et en Guinée Bissau) a exprimé son intérêt de mettre en place des partenariats au-delà des frontières nationales. L'opérateur est à la recherche de moyens pour utiliser ses avoirs— tels que le design d'applications mobiles, le développement de logiciels, un support technique, des solutions de facturation, des solutions de marketing et de distribution, et autres canaux pour envoyer des SMS et des messages vocaux— au sein d'un*

¹⁴⁴ <http://simplon.co/>

¹⁴⁵ <http://jokkolabs.net/>

¹⁴⁶ <http://www.cticdakar.com/>



partenariat stratégique. Sous la direction de l'OOAS et de l'USAID, les partenaires de la santé pourraient contribuer avec des avoirs complémentaires– convoquer les parties prenantes locales, évaluer les besoins des bénéficiaires ultimes, prendre en charge la formation, travailler au renforcement des capacités du gouvernement, sensibiliser les intervenants, effectuer le suivi et l'évaluation, et le partage du savoir – afin d'assurer que le partenariat est mutuel et durable. »

Il est intéressant de constater que quelques mois plus tard, en décembre 2014, à l'occasion du Forum mondial mHealth (Global mHealth Forum), l'Agence des Etats-Unis pour le développement (USAID) et de l'opérateur de télécommunications Orange annonce un partenariat pour développer des innovations dans le domaine de la santé mobile (m-santé) et le développement d'une plate-forme régional pour les professionnels de santé et le grand public.

On ne peut que regretter la passivité de la France de n'avoir eu l'ambition de porter un tel projet.

L'AFD par son étude menée en 2013¹⁴⁷ et la conférence organisée en 2014¹⁴⁸ examine attentivement les pratiques développées en Afrique francophone dans l'utilisation des TIC pour en tirer des enseignements et présenter des recommandations. Mais « *les projets tendent à buter sur les mêmes difficultés : absence de pérennité financière et technique, pas réellement d'appropriation par les partenaires nationaux et pas d'évaluation systématique* ».

Pour que les différents projets développés en Afrique francophone ne restent pas en phase pilote, il est indispensable qu'un travail de pédagogie, de communication, d'influence soit conduit auprès des acteurs francophones (politiciens, bailleurs, universitaires, professionnels de la santé, ONG, etc.) sans lequel, comme le soulignait déjà en 2011¹⁴⁹ par le RAES, « *les mauvaises décisions risquent d'être prises, accentuant l'iniquité entre Afrique et le reste du monde, pays anglophones et francophones, et affaiblissant de manière durable la gouvernance des systèmes de santé africains, au lieu de la renforcer.* »

Sujet stratégique pour l'économie francophone, cause de préjudice pour l'Afrique francophone, la France se doit d'être la locomotive dans le co-développement de projets en nouvelles technologies en Afrique francophone. Elle doit chercher à revaloriser son image mais aussi à accroître son influence. La France doit abandonner son arrogance intellectuelle et ne plus seulement conditionner son aide au développement à la mise en place de projet de respect des droits de l'homme.

Mais pour cela, elle doit adopter un virage dans sa stratégie qui doit être beaucoup plus offensive à l'image des américains et des chinois très performants dans ce domaine. En s'appuyant sur des structures comme le RAES, en finançant des start-up africaines et françaises, en définissant un espace économique francophone, la France pourrait encourager, voir piloter véritablement des initiatives privées tant par desancements de concours en applications mobiles, en mutualisant des connaissances par la mise en place d'une plate-forme des connaissances et de partages des expériences, en recherchant des modèles qui rendront les technologies mobiles pérennes et durables tout en identifiant et diffusant les meilleures pratiques mobiles en Afrique francophone. In fine, le développement de l'industrie des applications, des outils et des services de télécommunication permettrait aux acteurs économiques francophones de prendre part de manière rentable et durable à l'édification de la société de l'information africaine francophone.

¹⁴⁷ AFD, TIC et santé de la reproduction en Afrique de l'Ouest, avril 2014.

¹⁴⁸ <http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PORTAILS/SECTEURS/SANTE/pdf/AFD-synthese-colloque-TIC.pdf>

¹⁴⁹ RAES pour un plaidoyer de l'e-santé en Afrique Francophone – 29 nov. 2011

<http://www.ongraes.org/page-actualites/items/raes-pour-un-plaidoyer-de-le-sante-en-afrique-francophone.html>



CONCLUSION

Concernant les enseignements à retirer des projets existants et de l'énergie déployée par le RAES au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique francophone, il y a fort à parier que la m-Santé, ainsi que l'e-Santé en général, continue de se développer, notamment grâce à l'influence et aux efforts d'acteurs locaux du secteur des TICs et au besoin urgent des instances gouvernementales soucieuses et conscientes des enjeux. De nombreux projets coexistent pour le moment avec, pour chacun, un cadre particulier. Étant tous en phase d'incubation, il est difficile de se prononcer sur ceux qui survivront aux exercices de terrain. Une chose reste sûre, le projet qui réussira à s'implanter de façon durable en Afrique sera, d'un point de vue technique, un projet à faible coût d'exploitation, robuste, reposant sur des technologies mobiles, et proposant un projet qui mettra en convergence toutes les problématiques d'un ou plusieurs pays, tout en aidant à résoudre efficacement le quotidien, plus que complexe, des équipes sanitaires des pays concernés. D'un point de vue organisationnel, tout projet prétendant s'établir sur le long terme en Afrique, et même par-delà ce continent, devra asseoir sa légitimité sur trois terrains : politique, économique et sociétal. L'articulation de ces trois échelons est la pierre angulaire de toute stratégie d'influence entendant obtenir les dividendes de son action, y compris dans le secteur du développement. Tel que démontré dans la présente étude, la réussite de RAES tient dans sa capacité à se situer à la confluence des mondes économiques, politiques et sociétaux. Porte d'entrée pour les industries culturelles et des NTIC français, le RAES fait bénéficier de son réseau et de son expertise les entreprises qui l'approchent, que ce soit indirectement par l'intermédiaire de l'Ambassade de France, dont la coopération avec la société civile et l'action en faveur de la décentralisation doivent être renforcées, ou directement *via* la création de fondations ou de départements internes dédiés à ces enjeux. Du dynamisme de la coopération entre l'échelon local et le monde de l'entreprise dépend la capacité de l'Etat à jouer le rôle que la mondialisation désormais lui dévolu ; celui de chef d'orchestre d'une partition dont le contenu – concourir aux intérêts économiques et politiques de la Nation – est seule à même de coordonner, dans la durée, la diversité du doigté de ses musiciens. Si la sous-exploitation des atouts considérables de la France - du potentiel de ses collectivités locales à la diversité de son tissu économique, en passant par l'attractivité de sa langue et de sa recherche scientifique - augure de maints espoirs de redressement pour enfin doter la 6^{ème} puissance économique du monde d'une stratégie de conquête commerciale propre à son génie, et dont le concept de *smart power* jette les bases théoriques, les dirigeants Français et leurs relais à l'international ne doivent plus s'endormir sur leurs lauriers. A notre époque, aucune position de force n'est tenable dans le temps sans la méticuleuse et active mise en pratique d'une stratégie globale d'action extérieure. Il est ainsi nécessaire, en Europe, et plus particulièrement en France, de tourner le dos à une vision téléologique de la Mondialisation, faisant fi de l'intensification croissante de la compétition entre Etats.

« La globalisation est généralement associée au décloisonnement des espaces nationaux, à la généralisation du principe concurrentiel et à l'adhésion quasi-universelle aux valeurs du libéralisme économique. Selon un point de vue, la globalisation marquerait la dernière étape d'un long processus historique conduisant à l'unification du monde par les voies du marché. Le défi qui serait dès lors posé aux Etats comme aux grandes institutions internationales serait de mettre en place le cadre normatif qui viendrait consacrer sur le plan juridique une intégration économique à l'échelle planétaire et, partant, substituer à l'approche par la négociation des droits, devoirs, et responsabilités réciproques entre Etats, une approche qui viendrait sanctionner des règles à caractère universel. Ce point de vue correspond au schéma linéaire d'un monde unifié par le marché, orienté vers l'idéal-type du bien-être économique dans l'hypothèse où les conditions de la concurrence seraient suffisamment bien établies pour que les marchés puissent remplir leur fonction régulatrice. Or, si les Etats se trouvent effectivement interpellés pour établir de nouveaux cadres normatifs qui vont dans le sens des évolutions



actuelles de l'économie mondiale, ils se trouvent également à agir à la fois comme acteurs souverains de la scène internationale et comme médiateurs des intérêts divergents des groupes qui composent les sociétés sur leur périmètre, ce qui leurs octroie une double autonomie, relative, (...) vis-à-vis des groupes sociaux d'une part et vis-à-vis des autres États d'autre part. Il en résulte une situation extrêmement complexe, marquée par la tension entre deux réseaux de contraintes : mettre en place des cadres normatifs de portée universelle adaptés à la globalisation en cours et défendre les intérêts nationaux qu'ils représentent »¹⁵⁰.

Le temps presse.

¹⁵⁰ DEBLOCK, Christian, « Du mercantilisme au compétitivisme : le retour du refoulé », *Cahier de recherche Economie politique internationale*, 2002.

<http://www.ieim.ugam.ca/IMG/pdf/Refoule.pdf>

Association de l'École de Guerre Économique©



IV. ANNEXES



Annexe 1. FICHE PAYS_LE SENEGAL



Le Sénégal

Données géographiques

D'une superficie de 196722 km², le Sénégal est un pays sahélien situé à l'extrémité ouest du continent africain. Par sa position géographique, il jouit d'un rivage côtier de 500 km. Divisé en 11 régions administratives et 33 départements, il a des frontières communes avec la Gambie, la Mauritanie, le Mali, la Guinée et la Guinée-Bissau. Il est parcouru par 3 fleuves : le fleuve Sénégal long de 1700 km, le fleuve Gambie (750 km) et le fleuve Casamance (300 km).

Situation politique

En Afrique, le Sénégal est un modèle de stabilité et de démocratie.

Le pouvoir exécutif

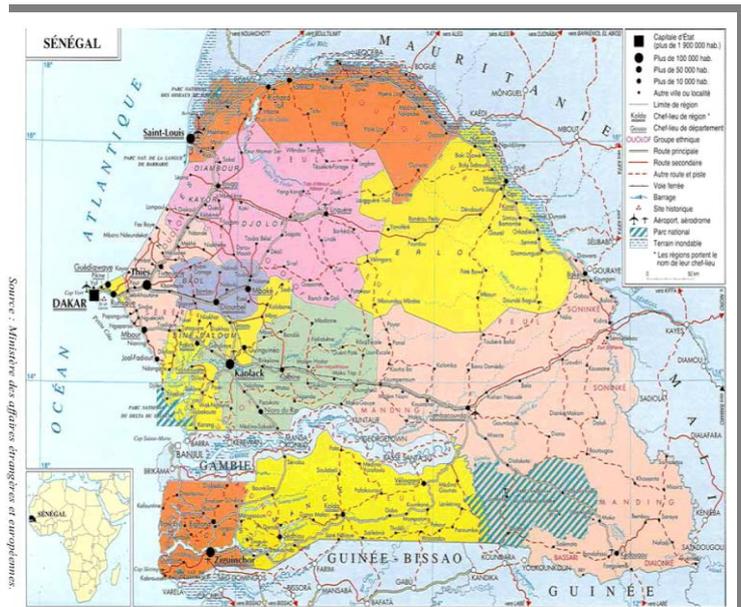
Depuis la constitution de 2001, le pouvoir exécutif est représenté par le Président de la République, chef de l'Etat, élu au suffrage universel pour cinq ans. Le Président est le commandant en chef de l'armée et dispose d'un pouvoir exécutif étendu.

Le pouvoir législatif

Il est monocaméral : l'Assemblée Nationale compte 120 représentants élus au suffrage universel pour cinq ans. Le président dispose du droit de dissoudre l'Assemblée Nationale. L'initiative législative appartient au gouvernement comme au parlement. Les citoyens sénégalais jouissent de droits politiques considérables.

Population et société

La population sénégalaise est estimée à 10,5 millions d'habitants à la fin 2004 (source : recensement décembre 2002). Son taux de croissance annuelle est de 2,5% par rapport à 1988, date du précédent recensement. La capitale, Dakar, concentre 2,3 millions d'habitants, soit 23% de la population totale pour 0,3% de la superficie du pays. Le taux d'urbanisation est de 41%. La population, dont 50% a moins de 18 ans, se compose de plusieurs ethnies dont les principales sont le groupe sahélien-soudanien (58%), le groupe hal-pular (24%) et le groupe sub-guinéen et mandé (18%). En 2013, l'indice de développement humain (IDH) était de 0,485¹⁵¹. En 2012, l'espérance de vie à la naissance



¹⁵¹ <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/senegal/indice-de-developpement-humain-idh.html>



était de 63¹⁵². La population sénégalaise est très majoritairement musulmane (96%)¹⁵³. Les chrétiens, majoritairement catholiques, représentent 3%. Le pays est réputé pour sa tolérance religieuse.

Situation économique

Le Sénégal a longtemps bénéficié de taux de croissance (4% en 2013) parmi les plus élevés de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La croissance est soutenue en particulier dans le domaine des télécommunications. Si les réformes structurelles (privatisations d'entreprises publiques) ont modifié en profondeur son paysage économique, le Sénégal reste un pays dont 46,7% de la population vis en dessous du seuil de pauvreté (2011)¹⁵⁴.

Le secteur informel représentait, en 2014, près de 60% du produit intérieur brut (PIB). Pauvre en ressources naturelles, il est l'un des plus industrialisés d'Afrique de l'Ouest.

Principaux secteurs d'activité

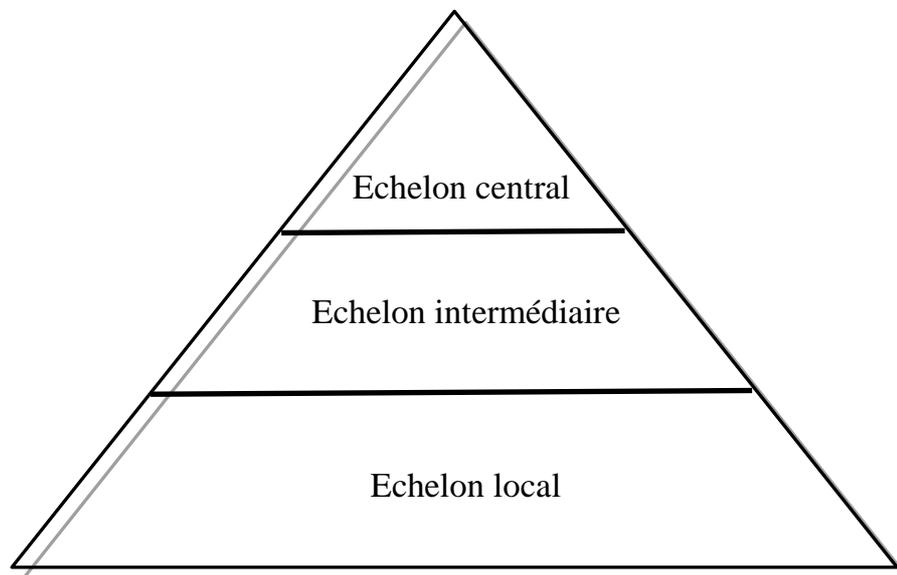
Le secteur primaire emploie 50% de la population active et représente 18% du PIB. Les principales cultures sénégalaises sont les arachides, le manioc, le riz, le maïs, les pastèques. La pêche, artisanale, est également une source importante de revenus.

Fondé principalement sur la production d'engrais, le secteur secondaire représente 24% du PIB (2013)¹⁵⁵.

Le secteur tertiaire représente 58% du PIB : il est porté par l'excellence des infrastructures de télécommunications et des investissements dans l'internet.

Organisation du système de santé et politique sanitaire

Le système de santé sénégalais se présente sous forme d'une pyramide de trois niveaux¹⁵⁶.



Administré par un médecin-chef, le district sanitaire correspond à une zone géographique (département entier ou partie de département) et opérationnelle comprenant un centre de santé et un

¹⁵² <http://donnees.banquemondiale.org/pays/senegal>

¹⁵³ <http://www.tourisme-dakar.com/decouvrir-le-senegal/religion>

¹⁵⁴ <http://donnees.banquemondiale.org/pays/senegal>

¹⁵⁵ <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/senegal/le-contexte-economique>

¹⁵⁶ http://www.sante.gouv.sn/index.php?option=com_content&view=article&id=1291&Itemid=732



réseau de postes de santé implantés au sein des villages ou communes. Le Sénégal dispose de 50 districts sanitaires.

Dirigée par un médecin de santé publique, la région médicale est une structure de coordination de niveau régional calqué sur l’empreinte administrative.

L’échelon central comprend le cabinet du ministre, les directions et services rattachés.

La politique sanitaire du Sénégal

Réaffirmé à l’article 14 de la constitution, *«l’Etat et les collectivités publiques ont le devoir social de veiller à la santé physique, morale et mentale de la famille»*. Les principaux objectifs sont la réduction de la mortalité maternelle, la réduction de la mortalité infantile et juvénile et la maîtrise de la fécondité.

Malgré cette ambition affichée, les dépenses de santé¹⁵⁷ publiques et privées sont passées en valeur de 5,4% du PIB en 2003 à 5% du PIB en 2012.

Ainsi que le précise la stratégie de coopération de l’OMS avec le Sénégal (2009-2013)¹⁵⁸, *«bon nombre de mères et de nouveaux-nés sont encore victimes de l’insuffisance de l’accès, de la disponibilité et de l’utilisation des services de qualité. Aussi aux dysfonctionnements des services s’ajoutent l’insuffisance du système de référence recours et des ressources humaines compétentes»*.

¹⁵⁷ <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SH.XPD.TOTL.ZS?page=2>

¹⁵⁸ http://www.who.int/countryfocus/cooperation_strategy/ccs_sen_fr.pdf?ua=1



Annexe 2. FICHE PAYS_LE MALI



Le Mali

Données géographiques

D'une superficie de 1,2 millions de km², le Mali est l'Etat le plus vaste d'Afrique de l'Ouest après le Niger. Enclavé entre la Mauritanie et le Sénégal à l'Ouest, l'Algérie au Nord-Est, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, et la Guinée au Sud, le pays a, pour capitale administrative et économique, Bamako. Il est traversé par deux fleuves : le Sénégal et le Niger. La majorité de la population vit en zone rurale. Les ports de Dakar et d'Abidjan (Côte d'Ivoire), où se concentre le trafic maritime international, sont distants de 1200 km de Bamako.



Situation politique

Le Mali est régime est un régime semi-présidentiel.

Pouvoir exécutif

Il est représenté par le Président de la République du Mali et le gouvernement lequel est dirigé par le Premier ministre, responsable devant l'Assemblée Nationale.

Pouvoir législatif

Il est monocaméral et représenté par l'Assemblée Nationale par 147 députés élus au suffrage universel.

A la suite d'une grave crise politique et sécuritaire¹⁵⁹, la situation politique s'est normalisée par l'intervention militaire française lancée en janvier 2013. Cela étant, l'environnement sécuritaire est fragilisé par la menace sérieuse que constituent les groupes djihadistes radicaux.

Population et société

En avril 2009, date du dernier recensement, la population malienne est de d'environ 14,5 millions d'habitants.

Deux regroupements ethniques peuvent être réalisés : au Nord, les Touaregs, les Maures ou les Kountas, et au Sud, les Bambaras, les Malinkés, les Soninkés et les Peuls.

¹⁵⁹ en mars 2012, le pays est ébranlé par un coup d'Etat qui se traduit par la prise de contrôle de la moitié nord du pays par les rebelles Touraeg et groupes djihadistes.



Les Maliens parlent deux langues principales : la langue officielle est le français et le bambara, la langue véhiculaire.

En 2013, l'IDH était de 0,407¹⁶⁰ et l'espérance de vie était de 55 ans à la naissance (2012)¹⁶¹.

Le Mali est un pays laïc où la liberté du culte est un droit consacré par la Loi fondamentale. L'islam sunnite est pratiqué par 90% de la population, suivie par le christianisme (5%), puis d'autres rites ou croyances autochtones.

Situation économique

L'économie malienne, qui a souffert de la crise, n'a pas encore retrouvé le rythme de croissances des années 2000-2010 marquées par un taux annuel moyen de 5,7% du PIB (1,7% du PIB en 2013). Les finances publiques se dégradent sous l'effet de la hausse des dépenses d'investissement. L'économie malienne est fortement dépendante de l'agriculture. Les exportations sont constituées de 85% d'or (3ème producteur en Afrique) et de coton. D'autres produits comme l'arachide s'exportent également en grande quantité.

Le Mali possède des ressources naturelles, essentiellement agricoles (sorgho, riz, blé, pomme de terre, igname, maïs...). En outre, certains fruits (bananes, oranges et mangues) constituent une exportation importante vers les pays d'Europe et les pays arabes.

Le Mali reste l'un des pays les plus pauvres du monde : en 2006, plus de 30% de la population vivait avec moins d'un dollar par jour (source : Programme des Nations Unies pour le Développement).

Malgré ces ressources, «le développement reste entravé par le manque d'infrastructures, la qualité insuffisante de la main d'œuvre et la faiblesse des institutions¹⁶²».

Organisation du système de santé et politique sanitaire

Le système de santé malien¹⁶³ est structuré en 3 niveaux.

L'échelon central

L'administration centrale est chargée :

- d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière de santé et d'en assurer l'exécution ;
- d'assurer la coordination et le contrôle technique des services régionaux et subrégionaux, des services rattachés, des organismes personnalisés placés sous tutelle du Ministère chargé de la santé ;
- d'apporter un appui stratégique à l'ensemble des services de santé.

Les collectivités locales

Elles participent à l'administration de la santé au sein des conseils communaux, des conseils de cercle et de l'assemblée régionale. Elles délibèrent sur la politique de création et de gestion des dispensaires, des maternités et des centres de santé communautaires, et des hôpitaux régionaux. En outre, elles délibèrent sur les mesures d'hygiène publique, d'assainissement et de solidarité en direction des populations vulnérables.

Les établissements de santé (établissements publics hospitaliers, centres de santé, établissements privés)

Ils assurent les examens de diagnostic, la surveillance et le traitement des malades, des blessés en tenant compte de la situation psychologique du patient. Par ailleurs, ils participent à des actions médico-sociales coordonnées, des actions de prévention et d'éducation pour la santé.

¹⁶⁰ <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/mali/indice-de-developpement-humain-idh.html>

¹⁶¹ <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/mali/esperance-de-vie-a-la-naissance.html>

¹⁶² <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Mali>

¹⁶³ <http://fichiers.fhf.fr/documents/1.-Systeme-de-sante-au-Mali.pdf>



La politique sanitaire du Sénégal

Le programme décennal de développement sanitaire et social (PDDSS) 2014-2023 fixe des objectifs stratégiques, au nombre desquels, il s'agit de :

- réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto juvénile ;
- réduire la mortalité liée aux maladies transmissibles ;
- réduire la mortalité et les handicaps liés aux maladies non transmissibles ;
- promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé ;
- réduire les conséquences sanitaires des urgences liées aux désastres, crises et conflits, et minimiser leur impact social et économique ;
- augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations...



Annexe 3. FICHE PAYS_LA GUINEE



La Guinée

Données géographiques

D'une superficie de 246000 km², la Guinée, aussi appelée «Guinée-Conakry» du nom de sa capitale, se trouve sur la côte atlantique de l'Afrique de l'Ouest. Elle se différencie de la Guinée Equatoriale et de la Guinée-Bissau avec qui elle a des frontières communes. Elle est composée d'un littoral de 346 km de long et d'une partie intérieure plus vaste. Elle a des frontières communes avec la Guinée-Bissau et le Sénégal au Nord, le Mali au Nord-Est, la Côte-d'Ivoire à l'Est, la Sierra-Léone au Sud-Ouest et le Libéria au Sud.



Situation politique

Pouvoir exécutif

Le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq années renouvelable une fois. Depuis le 21 décembre 2010, son Président actuel est Alpha Condé.

Pouvoir législatif

Le pouvoir législatif est assuré par un parlement composé d'une chambre, l'Assemblée Nationale, dont les 114 députés sont élus au suffrage universel direct pour cinq ans.

L'ONG Transparency International classe régulièrement la Guinée parmi les pays où la perception de la corruption est la plus forte (145/175)¹⁶⁴.

Au plan sociopolitique, l'afflux de réfugiés et de populations déplacées, consécutif à plus de quinze années de guerre dans la région dans les années 2000, a fragilisé l'environnement et les infrastructures du pays.

Population et société

Composée d'environ 11,7 millions d'habitants¹⁶⁵ (2013) répartis entre zones rurales (65%) et zones urbaines (35%), la population guinéenne est majoritairement jeune (44% de la population a moins de

¹⁶⁴ <http://www.transparency.org/country#GIN>

¹⁶⁵ <http://donnees.banquemondiale.org/pays/guinee>



15 ans). Le taux d'accroissement démographique est de 2,2% par an. A l'exception de Conakry (2,2 millions d'âmes), la capitale, les villes sont de faible taille (moins de 100000 habitants).

La population guinéenne est composée d'une vingtaine d'ethnies, dont les Peulh, les Malinké, les Soussou, les Kissi, les Toma... En 2009, l'espérance de vie était de 53 ans.

La langue officielle est le français, mais il existe huit langues nationales.

La Guinée connaît l'influence de trois religions : l'Islam (85%), le Christianisme (10%), l'Animisme (5%).

Son indice démographique est de 2,79 et son indice de développement humain de 0,344¹⁶⁶.

Situation économique

Malgré d'importantes ressources hydrographiques et minières (or, diamant, fer, manganèse, cobalt, uranium, nickel), l'économie de la Guinée reste très fragile et dépendante de la bauxite et de l'agriculture. Potentiellement très riche, son PIB par habitant n'atteint que 588 dollars. L'industrie représente la part de PIB la plus importante (45%), devant les services (33%) et l'agriculture (22%). L'instabilité politique (2009-2013) a sensiblement pénalisé l'économie guinéenne (croissance faible, hausse de l'inflation, déficit budgétaire multiplié par deux). L'épidémie Ebola en cours ajoute à cette instabilité.

La dette externe de la Guinée est estimée à 3 milliards de dollars (2011).

Organisation du système de santé et politique sanitaire

Le système de soins guinéen est composé de sous-secteurs publics et privés. Le sous-secteur public est organisé de façon pyramidale et comprend du sommet à la base : l'hôpital national, l'hôpital régional, l'hôpital préfectoral, le centre de santé et le poste de santé. Le sous-secteur privé est composé de 19 cliniques (avec quelques unités de soins appartenant à des Chinois), de 2 hôpitaux d'entreprise, de 219 cabinets de consultation, de 11 cabinets dentaires et de 16 cabinets de sage-femme.

Le financement du secteur de la santé demeure faible : le budget prévisionnel de la santé est de 6% du budget national. En réalité, il se situe à un niveau inférieur aux 3%, ce qui est insuffisant pour assurer des services de bonne qualité. Le développement faible des mécanismes de solidarité constitue un handicap à la mise en place d'une politique sociale d'équité et de lutte contre la pauvreté¹⁶⁷.

La politique sanitaire en Guinée

Le bilan de la stratégie de coopération de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) avec la Guinée montre que, en dépit des progrès accomplis dans les domaines (vaccination, création de centres ad hoc de recherche, gestion des situations d'urgence), le pays reste confronté à certains défis de santé publique : l'accès à des soins de santé et de qualité pour les populations les plus démunies reste perfectible. La prévalence de certaines affections reste élevée, avec une prédominance de maladies infectieuses (VIH, tuberculose) et parasitaires.

Parmi les déterminants de la santé, l'accès à une source d'eau potable reste problématique : en 2007, seulement 67% de la population avec un accès à l'eau potable¹⁶⁸. De la même manière, 18% des ménages de Conakry et 64% des ménages des autres centres urbains, jettent leurs ordures dans la nature (caniveaux et bords de mer). En Guinée, la gestion des déchets se heurte ainsi à des problèmes tant familiaux que communautaires.

Au bilan, la Guinée doit relever des défis liés :

¹⁶⁶ idem

¹⁶⁷ <http://who.int/countries/gin/fr/>

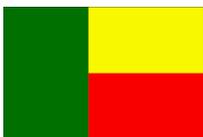
¹⁶⁸ ibid



- au renforcement du système de santé (développer l'approche sectorielle, redynamiser les mécanismes de coordination, garantir la disponibilité des médicaments et consommables de qualité...);
- à la lutte contre la maladie et la mortalité maternelle, néonatale et infantile (assurer le contrôle de certaines maladies transmissibles, promouvoir la santé sexuelle et reproductive, améliorer la prise en charge sanitaire des personnes âgées...);
- à la création d'un espace favorable à la santé (mettre en place des mécanismes de régulations des aliments de rue et de protection des consommateurs, renforcer le plaidoyer, la mobilisation sociale, l'information et la communication en matière de santé...).



Annexe 4. FICHE PAYS_LE BENIN



Le Bénin

Données géographiques

D'une superficie de 112622 km², le Bénin est un petit Etat d'Afrique de l'Ouest situé en bordure du Golfe de Guinée, face à l'océan Atlantique. Le nord du pays est principalement constitué de savanes et de montagnes semi-arides. Le sud du pays est constitué d'une plaine côtière basse parsemée de marécages, lacs et lagunes. La majorité de la population vit dans les plaines côtières méridionales, où sont concentrées les plus grandes agglomérations du pays, notamment Porto Novo (la capitale) et Cotonou. Le pays est divisé en douze départements.

Situation politique

D'une stabilité politique rare dans la région, le Bénin est également un exemple de démocratie. Le Bénin est une république à régime présidentiel. La constitution en vigueur a été promulguée en 1990.

Pouvoir exécutif

Le Président est à la fois le chef de l'Etat et le chef du gouvernement. Le pouvoir exécutif appartient au gouvernement. Les prochaines élections législatives et présidentielles seront respectivement organisées en 2015 et 2016. Le Président actuel est M. Boni Yayi.

Pouvoir législatif

Il est partagé entre le gouvernement et le parlement. Le Parlement est constitué d'une seule chambre, l'Assemblée Nationale, dont les 83 membres sont élus pour un mandat de quatre ans. La fin du second mandat du Président YAYI est marquée par la montée de tensions politiques et sociales¹⁶⁹ : les grèves fréquentes du secteur public conjuguées au mécontentement social né des réformes lentes du pays fragilisent le pouvoir en place.

Population et société

La population béninoise représente 10 millions d'âmes (2011)¹⁷⁰. La croissance démographique annuelle moyenne s'établissait entre 2002 et 2013 à 3,51%, en hausse par rapport au cycle d'étude 1992-2002 (3,25%).



¹⁶⁹ <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Benin>

¹⁷⁰ <http://www.banquemondiale.org/fr/country/benin/overview>



Le Bénin compte environ une quarantaine d'ethnies différentes, la plus importante étant celle des Fons, qui représentait 1,4 million d'habitants en 2006. Parmi les autres ethnies, il y a les Adjas, Yorubes, Sombas, les Baribas...

La langue officielle est le français. Il est parlé essentiellement en ville et dans les administrations. Aidé par son prestige, le français est la langue des médias et la langue de communication entre les différentes ethnies.

Au plan religieux, le Christianisme prédomine (43%), suivi par l'Islam (24%) et l'Animisme (17%). La pratique du vaudou est très répandue au Bénin et peut se conjuguer à la pratique d'une autre confession.

Le taux d'indice de développement humain (2011) est de 0,427.

Selon l'ONG Transparency International, le Bénin se situe en milieu de classement (80/175).

Situation économique

Le pays a subi de plein fouet la crise économique mondiale et les troubles au Nigéria qui reste son principal partenaire commercial. En 2012, le PIB par habitant est de 751,92 dollars. Malgré ce contexte défavorable, le Bénin bénéficie d'une croissance modeste mais rapide : la croissance du PIB est passée de 5,4% en 2012 à 5,6% en 2013. L'économie repose essentiellement sur le secteur agricole qui représente un tiers du PIB et emploie les deux tiers de la population. Le secteur agricole a souffert d'une forte baisse de la production céréalière à la suite d'inondations. Le gouvernement entend renforcer ce secteur par la mise en œuvre d'un plan stratégique qui prévoit le retour à la terre des jeunes diplômés, la modernisation des pratiques culturales et la transformation de la production sur place.

Le taux de chômage est croissant et concerne plus de 2,7 millions de jeunes.

En diminution en 2014, le déficit budgétaire devrait se stabiliser en 2015.

Organisation du système de santé et politique sanitaire

Le Bénin veut disposer «*en 2025 d'un système de santé performant basé sur des initiatives publiques et privées, individuelles et collectives, pour l'offre et la disponibilité permanentes de soins de qualité, équitables et accessibles aux populations de toutes catégories, fondées sur les valeurs de solidarité et de partage de risques pour répondre à l'ensemble des besoins de santé du peuple béninois*»¹⁷¹.

Le système de santé du Bénin¹⁷² a une structure pyramidale inspirée du découpage territorial. Il comporte trois niveaux :

- le niveau central est administré par le Ministre la santé qui assure la mise en œuvre de la politique sanitaire définie par le gouvernement. A cette fin, il initie l'action sanitaire, en planifie l'organisation, coordonne et contrôle sa mise en œuvre ;
- le niveau intermédiaire (ou départemental) est administré par les directeurs départementaux de santé. Les directions départementales sont chargées de la mise en œuvre de la politique sanitaire définie par le ministère, de la planification et de la coordination des activités de services de santé ;
- le niveau périphérique ou opérationnel est constitué des 34 zones sanitaires réparties sur le territoire national. La zone sanitaire représente l'entité opérationnelle la plus décentralisée du système de santé et vise à :

¹⁷¹ <http://www.beninsante.bj/spip.php?article11>

¹⁷² <http://www.beninsante.bj/documents/PNDS.pdf>



- améliorer la qualité des services de santé de base ;
- améliorer la viabilité des services socio-sanitaires ;
- favoriser la décentralisation et la participation communautaire ;
- développer le partenariat avec le secteur privé, les ONG, les collectivités locales, les autres ministères...

La politique sanitaire du Bénin

En dépit des efforts consentis par le ministère de la santé, la malnutrition par carence en micronutriments reste dévastatrice : «près de huit enfants sur dix sont atteints d'anémie, 25% sous une forme légère, 46% sous une forme modérée et 8% sous une forme sévère»¹⁷³.

De la même manière, si la couverture vaccinale de la population est assurée dans les centres de santé, des dysfonctionnements restent notables (capacité limitée de stockage de vaccins due à l'insuffisance de la chaîne de froid dans les formations sanitaires, vieillissement des équipements et du matériel)¹⁷⁴.

Face à ce constat, le Bénin a adopté le 1^{er} septembre 2009, le plan national de développement sanitaire (2009-2018) qui se décline en 5 domaines stratégiques :

- domaine stratégique 1 : réduire la mortalité maternelle et infantile, prévenir et lutter contre la maladie, améliorer la qualité de soins ;
- domaine stratégique 2 : valoriser la ressource humaine ;
- domaine stratégique 3 : renforcer le partenariat dans le secteur et promouvoir l'éthique et la déontologie médicale ;
- domaine stratégique 4 : améliorer les mécanismes de financement du secteur ;
- domaine stratégique 5 : renforcer la gestion du secteur.

L'appui technique et financier apporté par l'organisation mondiale de la santé (OMS)¹⁷⁵ au Bénin dans ces domaines stratégiques est significatif :

- renforcement institutionnel ;
- développement des ressources humaines en santé ;
- gestion de l'information sanitaire ;
- renforcement de la politique et de la gestion du médicament et des produits biologiques ;
- renforcement de la surveillance intégrée des maladies et de la riposte ;
- lutte contre les maladies évitables par la vaccination ;
- lutte contre les maladies non transmissibles ;
- renforcement de l'initiative pour une grossesse à moindre risque ;
- promotion de la santé sexuelle et de la reproduction, du genre et de la santé de la femme ;
- promotion de la santé et réduction des facteurs de risque ;
- amélioration de la nutrition de base et de la sécurité sanitaire des aliments ;
- renforcement de la mobilisation du secteur privé et de la société civile ;
- mobilisation des ressources financières internes et externes...

¹⁷³ http://www.beninsante.bj/documents/Politique_Sanitaire_Nationale.pdf

¹⁷⁴ idem

¹⁷⁵ <http://www.afro.who.int/fr/benin/bureau-de-pays-de-loms-benin.html>



Annexe 5. FICHE PAYS_LE BURKINA FASO



Le Burkina Faso

Données géographiques

Le Burkina Faso, dont la capitale est Ouagadougou, est un pays d'Afrique de l'Ouest dépourvu d'accès à la mer. D'une superficie de 274200 km², il est limité au Nord et à l'ouest par le Mali, à l'est par le Niger et au Sud par le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte-d'Ivoire. Le Burkina Faso est divisé en 13 régions administratives regroupant 45 provinces.

Situation politique

Le Burkina Faso, littéralement le «Pays des hommes intègres», est une république unitaire. La stabilité politique et institutionnelle que connaît le pays depuis une vingtaine d'années est la conséquence de l'existence d'un Etat de droit républicain, de l'existence d'une démocratie multipartite et de la séparation effective des pouvoirs.



Pouvoir exécutif

Le Président du Burkina est la clé de voûte du pouvoir exécutif, qu'il partage avec le Premier ministre. Le Président est élu au terme d'un scrutin à deux tours pour un mandat de cinq années, renouvelable une fois. En octobre 2014, le pays a traversé une violente insurrection populaire qui a contraint le Président Blaise Compaoré à la démission après 27 années au pouvoir. Un gouvernement provisoire et un Conseil national de transition ont été institués avec pour objectif de préparer les élections présidentielles et législatives en novembre 2015.

Pouvoir législatif

Le pouvoir législatif est exercé par une seule chambre, l'Assemblée Nationale, dont les 127 députés sont élus au suffrage universel pour une durée de cinq ans. Le Parlement exerce pleinement le contrôle de l'activité gouvernementale. L'Assemblée peut être dissoute par le Président. La révision constitutionnelle du 11 juin 2012 a réintroduit une seconde chambre, le Sénat, non encore fonctionnel.

Population et société

D'une population de 18 millions d'habitants (2013), le Burkina Faso gère de manière harmonieuse la diversité ethnique de sa population.



Le pays présente une très grande diversité culturelle avec plus d'une soixantaine de groupes ethnolinguistiques. La langue officielle est le français. De nombreuses autres langues nationales sont parlées, les plus courantes étant le mooré, le dioula, le gulmancéma, le foulfoude. C'est l'un des dix pays les moins développés au monde : son indice de développement humain est de 0,343 (2012).

L'analphabétisme est courant au Burkina, surtout parmi les femmes. La majorité des élèves sont des garçons. Le taux de scolarisation est passé de 77,6% en 2011 à 79,6% en 2012.

Selon le dernier recensement réalisé (2006), 60,5% de la population est de religion musulmane, 23,5% chrétienne, 15,3% animiste. Le reste de la population pratique une autre religion ou n'est pas croyant.

Situation économique

Le taux de pauvreté est de 46,7% (2009)¹⁷⁶. Au cours des quinze dernières années, le Burkina a bénéficié d'une croissance moyenne annuelle de 5,5%. L'inflation reste maîtrisée par une politique prudente de subventions de produits céréaliers. Le développement économique du pays reste en grande partie dépendant de son ouverture au commerce international et à la diversification de ses exportations. Le Burkina est un pays majoritairement agricole (33% du PIB et 82% de la population active). A ce titre, le coton constitue la principale culture de rente du pays.

En 2013, le PIB par habitant est de 683 dollars US. Le pays occupe le 181ème rang sur 187 pays avec un indice de développement humain de 0,388.

Selon un rapport récent (2013) du Réseau national de la lutte anti-corruption¹⁷⁷ sur la perception de la corruption au Burkina Faso, la Douane, la Police et la Justice seraient les institutions les plus corrompues.

Organisation du système de santé et politique sanitaire

La politique nationale de santé (PNS) burkinabé a pour but de proposer le meilleur état de santé possible pour l'ensemble de la population à travers un système de santé performant.

Ainsi, l'organisation du système public de santé¹⁷⁸ burkinabé s'articule autour de 3 axes :

- le niveau central, organisé autour du cabinet du ministre de la Santé et du Secrétariat général. Il est chargé de l'élaboration des politiques, de la mobilisation des ressources et de l'évaluation de la performance.
- le niveau intermédiaire comporte 13 régions sanitaires organisées en directions régionales. Elles ont pour mission d'assurer la coordination et l'appui technique aux districts ;
- le niveau périphérique est constitué de 63 districts sanitaires. Ils gèrent les services de santé de base.

Pour assurer la promotion de ce secteur, le gouvernement a adopté un plan national de développement sanitaire (PNDS) 2011-2020.

La politique sanitaire du Burkina Faso

La situation sanitaire se caractérise par des taux de mortalité élevés : le pays est marqué par la persistance d'une forte morbidité due aux épidémies (VIH). Les principaux enjeux de santé publique sont «*le paludisme, les infections respiratoires, la malnutrition, le VIG, les maladies diarrhéiques, la tuberculose, la lèpre, les maladies tropicales*»¹⁷⁹.

¹⁷⁶ http://www.bf.undp.org/content/burkina_faso/fr/home/countryinfo/

¹⁷⁷ <http://www.renlac.com/index.php/actualites/item/166-etat-de-la-corruption-au-burkina-en-2013-le-reseau-national-de-lutte-anticorruption-rend-public-son-rapport>

¹⁷⁸ http://www.unicef.org/bfa/french/analyse_de_la_sante_communautaire_au_Burkina_Faso.pdf

¹⁷⁹ http://www.internationalhealthpartnership.net/fileadmin/uploads/ihp/Documents/Country_Pages/Burkina_Faso/Burkina_Faso_National_Health_Strategy_2011-2020_French.pdf



De même, les maladies non transmissibles sont en hausse (affections cardio-vasculaires, troubles et maladies mentale, carences nutritionnelles, cancers...). Face à ce constat, des efforts importants de prévention sont réalisés, mais qui restent insuffisants.

Ainsi, la politique nationale de santé¹⁸⁰ (PNS) est organisée autour de 8 orientations stratégiques :

- le développement du leadership et de la gouvernance dans le secteur de la santé ;
- l'amélioration des prestations de santé ;
- le développement des ressources humaines pour la santé ;
- la promotion de la santé et la lutte contre la maladie ;
- le développement des infrastructures, équipements et produits de santé ;
- l'amélioration de la gestion du système d'information sanitaire ;
- la promotion de la recherche pour la santé ;
- l'accroissement du financement de la santé et l'amélioration de l'accessibilité des populations au service de santé.

Le plan national de développement sanitaire (PNDS) 2011-2020 est l'instrument de mise en œuvre de la PNS. Sur la période considérée, son budget prévisionnel est de 12,68 milliards de dollars US. Au Burkina Faso, le financement de la santé est perçu comme un défi par le Ministère de la santé.

¹⁸⁰ idem



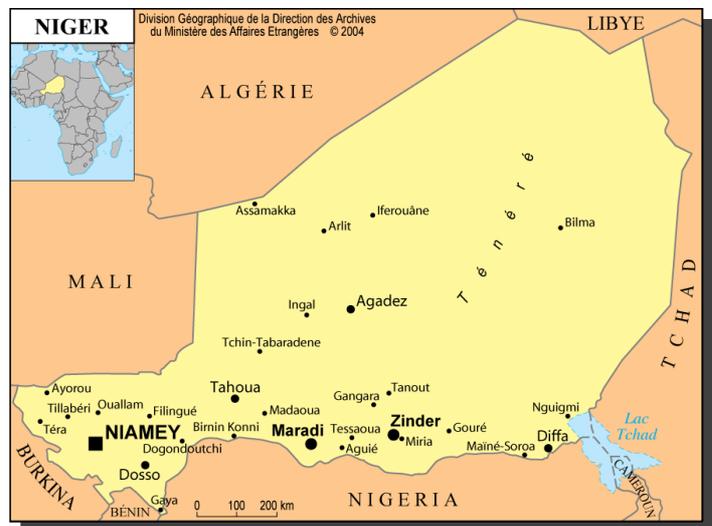
Annexe 6. FICHE PAYS_LE NIGER



Le Niger

Données géographiques

D'une superficie de 1,2 millions de km², le Niger est entouré de 7 pays : à l'Ouest le Burkina Faso et le Mali, à l'Est le Tchad, au Nord l'Algérie et la Libye, au Sud le Nigeria et le Bénin. Sa capitale est Niamey. Le Niger est divisé en 8 régions administratives : Agadez, Diffa, Dosso, Maradi, Niamey, Tahoua, Tillabéri, Zinder. Chaque région porte le nom de sa capitale. Depuis 2012, le pays compte 63 départements, chacun étant dirigé par un préfet. Il est le 6^{ème} plus vaste Etat d'Afrique occidentale. La plupart des villes sont concentrées dans le Sud du pays, le Nord étant aride (désert du Sahara).



Situation politique

Le Niger est une république à parti unique.

Pouvoir exécutif

Le Président de la République est le chef de l'Etat et le Premier ministre le chef du gouvernement. Le pouvoir exécutif appartient au gouvernement. Le Président de la République est élu au suffrage universel pour un mandat de 5 ans. Le Président Mahamadou Issoufou, élu en mars 2011, gouverne le pays avec une majorité serrée depuis le ralliement à l'opposition d'une des principales forces politiques. Son mandat court jusqu'en 2016.

Pouvoir législatif

Il appartient au gouvernement et à l'assemblée nationale nigérienne composée de 113 députés, élus pour un mandat de 5 ans.

Population et société

Multiethnique, le Niger constitue un territoire-carrefour entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne.



D'une population de 17,83 millions d'habitants (2013)¹⁸¹, le pays possède l'un des taux de fécondité les plus élevés du monde avec 7,6 enfants par femme. En milieu rural, le nombre atteint 8,1 enfant par femme. Cette situation s'explique par le nombre important de mariages précoces¹⁸².

Les subdivisions départementales (Cf. Supra) ne sont pas calquées sur la répartition ethnique de la population : le pays ne connaît donc pas de séparatisme, à la différence de son voisin, le Nigeria.

L'insécurité reste très élevée sur l'ensemble du territoire, et tout particulièrement au Nord : les terroristes islamistes (AQMI et Boko Haram principalement) constituent la menace principale. Les Touaregs ont déposé les armes et ne représentent plus, pour l'heure, une menace pour la stabilité du pays. La population nigérienne se caractérise positivement par sa jeunesse et son dynamisme, négativement par son faible niveau d'alphabétisation (28,7%)¹⁸³ et de scolarisation au primaire (63,7%)¹⁸⁴.

L'espérance de vie est de 58 ans (2012)¹⁸⁵ et l'IDH de 0,337 (2013)¹⁸⁶.

Situation économique

Le Niger dispose d'importantes ressources naturelles que sont l'or, le fer, le charbon, l'uranium et le pétrole. Il est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Il connaît de très grandes difficultés économiques auquel s'ajoute un grand retard technologique. Le tourisme est peu développé.

Il n'existe aucune voie ferrée et le pays ne compte que 2 aéroports internationaux (Niamey et Agadez).

L'indice de perception de la corruption est de 35 sur 100, ce qui classe le pays au 103^e rang mondial en 2014¹⁸⁷ : les hauts fonctionnaires, militaires, magistrats participent aux trafics de produits licites et illicites, de détournements de biens publics et de trafics d'influence.

La situation des finances publiques se dégrade sous l'effet de la hausse des investissements publics, non totalement compensée par les recettes fiscales (manne pétrolière). L'uranium et le pétrole représentent 60% des ventes à l'étranger¹⁸⁸.

En 2013, le PIB du pays était de 7,4 milliards de dollars¹⁸⁹.

Organisation du système de santé et politique sanitaire

Le cadre institutionnel de la santé au Niger ressemble fortement aux précédents pays étudiés. De forme pyramidale, il est constitué :

- à son sommet, du niveau central (cabinet du Ministre de la santé publique, directions générales et nationales) ;
- au niveau intermédiaire, de 8 directions régionales de la santé publique ;
- à sa base, de 42 districts sanitaires.

L'organisation technique du système de soins¹⁹⁰ est calquée sur cette structure :

¹⁸¹ <http://donnees.banquemondiale.org/pays/niger>

¹⁸² <http://www.rfi.fr/afrique/20140515-niger-tres-forte-poussee-demographique-liee-mariages-precoces/>

¹⁸³ http://www.unicef.org/french/infobycountry/niger_statistics.html

¹⁸⁴ idem

¹⁸⁵ <http://data.worldbank.org/country/niger>

¹⁸⁶ <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/niger/indice-de-developpement-humain-idh.html>

¹⁸⁷ <http://www.transparency.org/country#NER>

¹⁸⁸ <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Niger>

¹⁸⁹ <http://data.worldbank.org/country/niger>

¹⁹⁰ http://aspa.afrik.com/IMG/pdf/Systeme_de_sante_du_Niger.pdf



- au sommet : les hôpitaux nationaux, les maternités de référence nationale. Leur financement est assuré par des subventions d'Etat, des ressources propres provenant des ménages, des partenaires techniques et financiers (PTF), des dons et legs ;
- au niveau intermédiaire, les centres hospitaliers régionaux et maternités de référence régionale. Leur financement est assuré par des crédits délégués de l'Etat, des ressources propres des ménages, des contributions des collectivités, des PTF, des dons et legs ;
- à la base, les districts sanitaires. Leur financement est identique à celui du niveau intermédiaire.

En dépit de progrès significatifs (baisse de la mortalité maternelle et néonatale) ces dernières années, le système de soins du Niger souffre de faiblesses¹⁹¹ :

- insuffisance de spécialistes dans certains domaines (cardiologie, néphrologie, cancérologie, hématologie, pédiatrie, gynéco-obstétrique, rhumatologie ;
- l'insuffisance du financement accordé au secteur ;
- la non fonctionnalité du centre de prise en charge du cancer ;
- la faible adhésion des populations (moins de 3%).

A ces carences relevées par les autorités du Niger, s'ajoutent celles identifiées par l'OMS : « *problème d'accessibilité financière des populations, l'état précaire des bâtiments et des équipements, la non attractivité des centres, la disponibilité des médicaments et matériels* »¹⁹².

¹⁹¹ idem

¹⁹² http://www.who.int/countryfocus/cooperation_strategy/ccsbrief_ner_fr.pdf



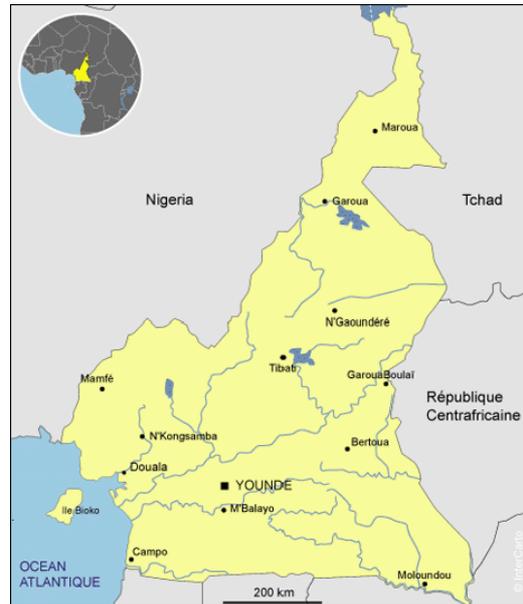
Annexe 7. FICHE PAYS_LE CAMEROUN



Le Cameroun

Données géographiques

D'une superficie de 475442 km², le Cameroun est un pays du golfe de Guinée situé entre le Nigéria à l'Ouest, le Tchad au Nord, la République centrafricaine à l'Est, le Gabon, la Guinée équatoriale et la république du Congo au Sud. Il bénéficie d'une façade maritime de 590 km sur l'océan atlantique. L'Ouest du pays est dominé par les Hauts-Plateaux et comprend le mont Cameroun (4070 mètres). L'Est du pays est recouvert en grande partie d'une forêt équatoriale encore bien conservée. Au plan administratif, le Cameroun est divisé en dix régions administratives.



Situation politique

Le Cameroun est une république de type présidentieliste.

Pouvoir exécutif

Détenteur du pouvoir exécutif, le président est le chef de l'Etat et le chef de l'armée. Elu au suffrage universel pour sept ans, il a le pouvoir de dissoudre l'Assemblée Nationale. Conformément à la Constitution, il nomme le Premier ministre (chef de gouvernement) et le Conseil des ministres.

Pouvoir législatif

Le pouvoir législatif est exercé par deux chambres, l'Assemblée Nationale et le Sénat (mis en place le 14 mai 2013). Les membres du Parlement (appelé Assemblée Nationale) sont élus au suffrage universel pour une durée de cinq ans.

Population et société

D'une population de 22,25 millions d'habitants¹⁹³, le Cameroun possède Depuis l'avènement du multipartisme (milieu des années 1990), on observe une montée des tensions interethniques dans un pays qui dénombre plus de 200 ethnies (et autant de dialectes). Le français (80% de la population est francophone) et l'anglais sont les deux langues de l'administration, de l'enseignement et des médias.

¹⁹³ <http://donnees.banquemondiale.org/pays/cameroun>



Malgré une démographie urbaine en forte croissance, une majorité de la population (55-65% de la population) demeure en zone rurale.

Les provinces les plus densément peuplées (plus de 100 habitants au km²) sont les provinces de l'Ouest, du littoral, de l'extrême-Nord et du Nord-Ouest.

Pour le gouvernement en place, l'enjeu de cohésion nationale est primordial.

Etat laïque, le Cameroun est composé d'environ 70% de chrétiens, de 21% de musulmans, de 5,6% d'animistes.

En 2013, l'espérance de vie à la naissance était de 53 ans¹⁹⁴.

Situation économique

Fort d'une croissance de 5,5% du PIB en 2013¹⁹⁵, le Cameroun dispose de l'économie la plus diversifiée de la région, dont la ressource principale est la rente pétrolière. Les rentes issues du secteur forestier et de l'industrie cacaoyère sont également importantes. Cette richesse relative contraste avec les besoins de la population en nourriture qui ne sont pas assurés (Cf. «Émeutes de la faim» en 2008).

Le niveau de corruption reste très élevé : le Cameroun est classé 136ème sur 175 pays étudiés par l'ONG allemande Transparency International¹⁹⁶.

L'indice de développement humain (IDH) est de 0,482¹⁹⁷, ce qui place le pays au 150ème rang sur 187 Etats.

En 2010, la population active se répartissait comme suit :

- secteur primaire, environ 20% du PIB¹⁹⁸ : il emploie plus de 61% de la population active. Le pays est l'un des principaux producteurs mondiaux de cacao, café, bananes, de tabac, caoutchouc et coton. La pêche et la sylviculture sont également des activités économiques importantes. Le pays dispose d'importantes ressources en bauxite et en fer ;
- secteur secondaire, environ 30% du PIB : les principales industries du pays sont l'industrie agroalimentaire, la scierie, la fabrication de biens de consommation légers et le textile ;
- secteur tertiaire, environ 47% en 2013 : il emploie près de 30% de la population active et bénéficie de l'activité économique générée autour des grands projets énergétiques. Il s'agit d'un secteur en pleine croissance soutenu par l'essor des télécommunications et du trafic aérien.

Organisation du système de santé et politique sanitaire

Le système de santé camerounais s'articule autour de trois sous-secteurs :

- un sous-secteur public constitué des hôpitaux publics et des structures sanitaires sous tutelle d'autres départements ministériels (ministères de l'emploi, de l'éducation nationale, de la défense, du travail et de la prévoyance sociale,) ;
- un sous-secteur privé à but non lucratif (confessions religieuses ou associations, ONG) et à but lucratif ;
- Un sous-secteur représenté par la médecine traditionnelle.

¹⁹⁴ <http://donnees.banquemondiale.org/pays/cameroun>

¹⁹⁵ <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Cameroun>

¹⁹⁶ <http://www.transparency.org/country#CMR>

¹⁹⁷ idem

¹⁹⁸ <http://www.lemoci.com/pays/cameroun/>



L'organisation du système de soins camerounais s'articule, à l'instar des autres Etats de la région, autour d'un :

- niveau central composé des services centraux du ministère de la santé publique. Ils sont chargés de définir, coordonner, réguler la politique de soins ;
- niveau intermédiaire composé des diverses structures administratives et de soins représentées par des hôpitaux provinciaux ou assimilés ;
- niveau périphérique composé de structures administratives et de soins chargées de mettre en œuvre les programmes nationaux. Elles sont représentées par les hôpitaux de district, les centres médicaux d'arrondissement et les centres de santé.

L'OMS a identifié deux lacunes principales du système de soins camerounais : la première concerne l'insuffisance quantitative de personnels soignants et qualifiés chargés d'assurer le bon fonctionnement et la gestion du SIS¹⁹⁹. La deuxième concerne l'absence de procédures écrites de gestion de données au sein des dix régions administratives. «*Les banques de stockage de données sont peu opérationnelles quel que soit le niveau considéré (central, intermédiaire ou périphérique)*»²⁰⁰.

¹⁹⁹ http://www.who.int/healthmetrics/library/countries/HMN_CM_R_StrPlan_Final_2008_12_fr.pdf p.22

²⁰⁰ idem p.23



Annexe 8. FICHE PAYS_LE TOGO



Le Togo

Données géographiques

Le Togo est un pays d'Afrique de l'Ouest dont la population est estimée à 7 millions d'âmes (2012). Avec une superficie de 56 785 km², le Togo s'étire sur environ 700 km du Nord au sud et sur une largeur qui n'excède pas 100 km dans sa distance la plus grande. Il est bordé au Nord par le Burkina Faso, au Sud par le Golfe de Guinée, à l'Est par le Bénin et à l'Ouest par le Ghana. En dépit d'une superficie modeste, le Togo jouit de paysages divers (collines, vallées verdoyantes et petites montagnes dans le centre du pays, plaines arides et grandes savanes au Nord, plages de sable fin au Sud). Le Togo bénéficie d'un climat tropical. Le Togo est divisé en 5 régions administratives (région maritime, région des plateaux, région centrale, région de la Kara, région des Savanes), elles-mêmes découpées en 30 préfectures.

Situation politique

Le Togo est une république.

Pouvoir exécutif

Le Président est élu au suffrage universel direct pour cinq ans. Le Premier ministre est nommé par le Président.

Pouvoir législatif

L'Assemblée nationale a 81 membres, élus pour cinq ans.

Population et société

Selon la Banque mondiale (2013), la population togolaise s'élève à 6,8 millions d'âmes, dont une majorité de femmes.

Le Togo comprend une cinquantaine d'ethnies : groupe Kwa (Sud), groupe Gur (Nord et Centre), Moba-Gurma et Bétammaribé (Nord), Tem et Tchamba (Centre).

La langue officielle du pays est le français. Les deux langues nationales sont l'éwé et le kabiyé. En sus, il existe 42 dialectes.

37 % de la population est francophone.

Par ordre d'importance, les différentes religions du pays sont l'animisme (50 % de la population), le catholicisme (26 %), l'islam (15 %) et le protestantisme (9 %).

Association de l'Ecole de Guerre Economique©





En 2011, le taux de pauvreté représentait 58,7 % de la population²⁰¹. L'espérance de vie à la naissance était de 56 ans en 2013²⁰².

Situation économique

L'économie du pays repose essentiellement sur la culture vivrière qui représente 65 % de la main-d'œuvre. Le reste de la population vit de la culture du cacao, du café, du coton. Mais la principale richesse du pays reste l'exploitation du phosphate. En somme, le potentiel agricole du Togo est largement sous-exploité.

Le secteur informel est très important et l'environnement des affaires déficient²⁰³.

Le commerce togolais qui se base sur le commerce de transit et ses exportations de phosphate (4ème producteur mondial) n'est pas très florissant : selon l'OMC, en 2014²⁰⁴, le solde commercial du pays était déficitaire de 1450 millions de dollars.

Cela étant, le Togo est devenu une plateforme portuaire très importante sur la côte Ouest africaine ; le port autonome de Lomé, seul port en eau profonde de la sous-région, est une zone franche. «*Initialement conçu pour un trafic annuel de 400000 tonnes de marchandises diverses, le port draine aujourd'hui plus de 8,6 millions de tonnes (2013)*»²⁰⁵.

En 2013, l'IDH était de 0,473²⁰⁶.

Selon la Banque Mondiale, sur une échelle variant de 1 à 6 (faible à élevée), le niveau de transparence, de responsabilisation et de corruption dans le secteur public togolais est évalué à 2,5 en 2013²⁰⁷. Ce niveau est stable depuis 2010.

EN 2013, le PIB était de 5,1 %²⁰⁸.

Organisation du système de santé et politique sanitaire

«*En mai 2010, le Togo a adhéré au Partenariat International pour la Santé initiatives apparentées (IHP+). Par son adhésion, le Togo s'est engagé dans la réforme du système de santé et la réalisation d'interventions sanitaires à haut impact capables de produire des résultats en termes d'amélioration de la santé des populations...*»²⁰⁹.

En dépit de cette volonté affichée, le Togo sous-investit en matière et de santé publique²¹⁰. Ainsi, plusieurs faiblesses sont à solutionner au travers :

- d'une meilleure gouvernance du système de santé : les structures déconcentrées souffrent d'un manque de liberté de décision, d'une faible capacité de planification des actions de santé et de mobilisation des ressources financières et humaines et des dysfonctionnements du système d'information sanitaire ;
- d'une meilleure offre et d'utilisation des services : la population togolaise souffre d'un accès public limité aux soins ;
- d'une meilleure gestion des ressources humaines : elle se caractérise surtout par une pénurie importante de personnel de santé qualifié malgré des efforts marqués de recrutements depuis 2008 ;

²⁰¹ <http://donnees.banquemondiale.org/pays/togo>

²⁰² idem

²⁰³ <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Togo>

²⁰⁴ <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/togo/solde-commercial.html>

²⁰⁵ http://www.togo-port.net/index.php?option=com_content&view=article&id=53:bienvenue-au-port-autonome-de-lome&catid=34:demo-category

²⁰⁶ <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/togo/indice-de-developpement-humain-idh.html>

²⁰⁷ <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/IQ.CPA.TRAN.XQ>

²⁰⁸ <http://www.worldbank.org/en/country/togo>

²⁰⁹ <http://apps.who.int/medicinedocs/documents/s21004fr/s21004fr.pdf>

²¹⁰ <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Togo>



- d'un meilleur approvisionnement des médicaments et vaccins : outre qu'il souffre d'une faiblesse de régulation et de contrôle, le secteur pharmaceutique est fortement dépendant du financement des programmes prioritaires de santé par l'aide extérieure.



Annexe 9. FICHE PAYS_LE GABON



Le Gabon

Données géographiques

Le Gabon est un pays d'Afrique centrale, traversé par l'équateur. Il est bordé par le Cameroun au Nord, la Guinée Equatoriale au Nord-Ouest et la République du Congo à l'Est, au Sud et au Sud-Est. Soucieux de préserver la biodiversité, le Gabon dispose de treize parcs nationaux, dont le parc national de la Lopé inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Son climat est de type équatorial, chaud et humide, avec une alternance de saisons sèches et de saisons des pluies. Le pays jouit de paysages divers (plaines côtières, massifs montagneux, plateaux et collines). Le Gabon est divisé en 9 provinces, elles-mêmes subdivisées en départements.



Situation politique

Le Gabon est une République. Son régime politique est hybride, inspiré de traits caractéristiques du régime présidentiel et du régime parlementaire.

Pouvoir exécutif

Le Président de la République est élu pour sept ans au scrutin universel direct et nomme le Premier ministre.

Pouvoir législatif

Il est partagé entre les deux chambres. L'Assemblée Nationale compte 120 sièges, dont 111 sont repourvus tous les cinq ans et neuf attribués par le Président de la République. Le Sénat compte 101 membres élus pour une période de six ans par les conseillers locaux et départementaux.

Population et société

La langue officielle est le français. La population francophone est estimée à 80 %²¹¹ de la population totale.

²¹¹ <http://www.assemblee-nationale.fr/12/rap-info/i3693.asp>



En 2012, le taux de scolarisation dans le primaire était de 96,4 %²¹². En revanche, au niveau secondaire, l'efficacité du système d'enseignement est faible «marqué par des taux de redoublement et d'abandons»²¹³.

Le pays possède l'IDH le plus élevé d'Afrique subsaharienne avec un taux à 0,674 en 2013²¹⁴.

L'indice de perception de la corruption est de 37 sur 100, ce qui classe le pays au 94^e rang mondial en 2014²¹⁵.

L'indicateur sanitaire le plus important est le taux de mortalité infantile qui s'établit à 51 décès / 1000 naissances en 2010²¹⁶.

Situation économique

Le Gabon est un pays au sous-sol très riche. Il exporte du manganèse, du pétrole, du gaz, du fer, du bois... Les hydrocarbures représentent près de 50 % du PIB, 60 % des recettes fiscales et 80 % des exportations²¹⁷. Le deuxième secteur économique le plus important est celui du bois²¹⁸ (13 % des exportations et 60 % des recettes d'exportation hors pétrole). Le troisième secteur économique le plus important est celui des minerais (manganèse qui représente 4 % du PIB et 6 % des exportations du pays).

L'agriculture du pays est essentiellement vivrière (cacao-café, caoutchouc, élevage, ressources halieutique).

La ville de Port-Gentil et ses environs (Cap Lopez) concentrent la majeure partie des activités pétrolières (raffinage, oléoduc, terminal pétrolier).

Malgré ces richesses, une partie importante de la population reste pauvre.

Les cours d'eau ont toujours été le principal moyen de communication car le réseau routier est trop peu développé en raison de la prédominance des forêts.

Le taux de chômage, notamment des jeunes, et le taux de pauvreté sont élevés²¹⁹.

Organisation du système de santé et politique sanitaire

«En 2010, une nouvelle politique nationale de santé a été adoptée dont le but est l'amélioration de l'état de santé et le bien-être des populations par la réduction de la mortalité maternelle, infantile et infanto-juvénile et la réduction de la prévalence du paludisme, du VIH/SIDA, de la tuberculose, des maladies tropicales négligées et des maladies non transmissibles»²²⁰.

Ainsi, en 2011, un Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) a été adopté pour la période 2011-2015. Il vise à accélérer l'atteinte des Objectifs du Millénaire (OMD) Santé. A cet effet, 5 priorités stratégiques ont été définies²²¹.

²¹² <http://www.ga.undp.org/content/gabon/fr/home/mdgoverview/overview/mdg2.html>

²¹³ http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Gabon.pdf

²¹⁴ <http://data.lesechos.fr/pays-indicateur/gabon/indice-de-developpement-humain-idh.html>

²¹⁵ <http://www.transparency.org/country/#GAB>

²¹⁶ http://www.undp.org/content/dam/undp/library/MDG/english/MDG%20Country%20Reports/Gabon/gabon_september2010.pdf

²¹⁷ <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Gabon%20-%20Document%20de%20stratégie%20pays%202011-2015%20%28Final%29.pdf>

²¹⁸ <http://www.africadiligence.com/gabon-lemergence-par-les-matieres-premieres/>

²¹⁹ <http://www.coface.com/fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Gabon>

²²⁰ http://www.who.int/countryfocus/cooperation_strategy/ccsbrief_gab_fr.pdf

²²¹ idem p.2



Outre un politique de recrutement des ressources humaines, le pays a entrepris une réforme de son système de santé qui a abouti en 2008 à la mise en œuvre d'une assurance maladie obligatoire et de garantie sociale.



Annexe 10. Historique des actions opérationnelles du RAES

2006:

RAES a été présente lors du 3ème congrès scientifique international sur la lutte contre la drépanocytose, réparti sur quatre jours (du 21 au 24 novembre 2006). Outre RAES, beaucoup d'autres associations de divers pays africains touchés par ce sujet avaient fait le déplacement comme, par exemple, l'ASLD (Association Sénégalaise de Lutte contre la Drépanocytose), le CADEC (Conseil d'Appui au Développement Communautaire) ainsi que l'ADBAM (Association des Drépanocytaires Bana ya Membre) venus de RDC, ou l'ASDM (Association de Soutien aux Drépanocytaires en Mauritanie). D'autres associations, venues de Martinique, du Mali, de Madagascar, de Guinée, du Burkina Faso, du Bénin, de France et de Belgique avaient fait le déplacement. Durant ces quatre jours de séminaire, où des personnalités politiques et médecins ont pris la parole côte à côte, les auditeurs ont eu l'occasion d'assister à des conférences et des tables rondes de sensibilisation et de débat. Les membres de RAES, accompagnés par des journalistes locaux ont communiqué sur les événements de cette rencontre internationale par le biais d'articles de presse dans des journaux quotidiens.

2007:

Le projet *Keewu* est lancé en version bêta considéré comme un outil TIC communautaire pour la santé au Sénégal et en Afrique. *Keewu.com* avait pour objectif de fédérer des populations et autres structures intéressées par les problèmes de santé en Afrique et concrétise les travaux entrepris durant les trois premières années d'existence de l'organisation.

2008:

Le RAES voit *Keewu.com* récompensé lors du sommet mondial de l'information en recevant le grand prix du jury; cet événement célèbre la sortie de *Keewu.com* en version finale. Des sessions théâtrales participatives sont organisées, avec le projet pistes croisées, par l'association afin de promouvoir le changement social par le biais d'histoires divertissantes et interactives. En parallèle, 2 séries radiophoniques sont produites. L'une en *Pullar, Coñal Keele*, financée UNFPA (United Nations Population Fund) aborde les thèmes liés à la santé de la reproduction sur fond de traditions. L'autre en Wolof, *Ngelawu nawet*, financée par l'USAID (United States Agency for International Development) traite des problématiques telles que le VIH, le SIDA, le paludisme, la tuberculose et la planification familiale. Ces séries représentent 230 épisodes.

2009:

Depuis 2006, le RAES a débuté la formation d'agents du ministère de la santé au Sénégal. En 2009, environ 400 agents ont pu être formés grâce à Internet et aux efforts de l'organisation.

Grâce à une centaine de témoignages récoltés dans les communautés rurales du Mali, le RAES produit un DVD interactif invitant à remettre en cause quelques stéréotypes relatifs aux mutilations génitales féminines.

Dans la continuité de la série *Ngelawu nawet*, et dans le cadre du projet de promotion de la culture



scientifique et technique de l'institut de recherche et de développement (IRD), le RAES produit une série d'émissions radiophoniques de vulgarisation scientifique en français et en Wolof nommée *Xam-Am*.

Le RAES s'engage dans l'éducation des enfants, par le biais du projet Path et Coumi, afin de les accompagner dans l'apprentissage des téléphones portables et des nouvelles technologies sur fond de développement durable.

De plus, chargé par l'UNESCO de la réalisation d'un film effectué par des lycéens dakarois, *Lengoo Rek* voit le jour dans le but de créer une approche innovante de la prévention du VIH/SIDA, en combinant culture, éducation et l'utilisation des NTIC.

2010:

Dans l'optique de mettre les TIC au service de la recherche documentaire, le RAES met en place un dispositif d'animation, *Doc ta santé*, et de formation visant à mobiliser les jeunes sur les grandes thématiques de santé. Il s'adresse à des groupes de jeunes de pays francophones tels que le Mali, le Burkina Faso ou le Maroc.

Afin de rester dans sa logique de formation et de sensibilisation dans les domaines de la santé et des nouvelles technologies, l'organisation met en place *Suukaddu*, une plateforme web, en milieu scolaire. Cette initiative n'est pas la seule de 2010. En effet, l'organisation développe le R.E.S.E.A.U, un espace dans le but de mutualiser les bonnes pratiques communautaires en matière de communication et d'utilisation des TIC en Afrique.

Prémices de l'application Djobi, le RAES déploie en partenariat avec IntraHealth un projet de remontée des données informatisé, *SeneMRS*, pour remédier aux problèmes liés à la remontée et au partage des indicateurs de performance des systèmes de santé.

Élaboré en partenariat avec Handicap International, le RAES produit un DVD dans le but de rendre accessible aux personnes handicapées, en particulier les déficients auditifs et visuels, les messages de prévention pour renforcer leur compréhension du VIH/sida.

2011:

Le RAES s'engage avec Art Works for Change contre la violence faite aux femmes avec le projet *Hors des sentiers battus*, une série de programmes et de spectacles gratuits tout au long de l'été 2011.

Avec l'aide de la Mairie de Paris et du projet Sunukaddu, l'organisation développe le projet *À toi* pour aider à redynamiser l'action des CCAs (Centres Conseils Ados), principalement axée sur l'aide aux jeunes non scolarisés.

2012:

Avec l'appui de l'AECID, l'ONG lance le projet *Vive l'école* en renforçant cinq radios communautaires afin d'encourager la scolarisation en milieu rural.

2013:

Durant cette année, le RAES a initié la production d'une série télévisée nommée *C'est la vie*. Série d'éducation par le divertissement, elle se destine à porter sur la sphère publique les thématiques liées à la santé maternelle et infantile, à la planification familiale, aux violences basées sur le genre et aux droits en matière de SR et de sexualité. Ce programme bénéficie d'un contrat de préachat de Canal France International (CFI), dont le réseau est composé d'une quarantaine de chaînes de télévision réparties



dans toute l'Afrique subsaharienne et touche un très large public.

Butterflyworks et OneWorld UK ont choisi le RAES pour développer outil novateur, *Click Info Ado*, dans la promotion de la santé de la reproduction, de l'empowerment des femmes et des compétences de vie courante chez les jeunes du Mali. L'ONG supervise la production de tous les nouveaux contenus adaptés au contexte malien.

2013-2015:

L'application phare de l'ONG lancée en phase de test dans le district de Passy et sur laquelle nous sommes sur le point de nous intéresser ici, *Djobi*, vise à réduire la mortalité infantile et maternelle au Sénégal et au Mali grâce au soutien des mutuelles de santé. Permettant un suivi au plus près des populations locales grâce au soutien des infrastructures mobiles, les enfants seront mieux suivis. Cette action s'insère dans le cadre du renforcement des systèmes de santé nationaux tant sur le plan publique (États) que privé (mutuelles). Ce projet a été développé avec de nombreux partenaires tels que: Orange France, Sonatel, Altran, la DSRSE (Direction de la Santé de la Reproduction et de la Survie de l'Enfant), le PAODES (Programme d'Appui à l'Offre et la Demande de Soins), l'UGB (Université Gaston Berger). Fruit d'une alliance entre Orange Labs, l'IICD, Muso Ladamunen (Association Malienne) et du RAES, MASANTE fusionne deux projets, MAMA (Mamans Mobile contre la Malaria au Mali de Muso Ladamunen) et *Djobi*, pour n'en former qu'un seul. Plusieurs objectifs sont clairement énoncés: expérimenter le développement de MAMA au Sénégal suite aux retours d'expérience du Mali, rendre l'application de MAMA pérenne, fusionner l'approche de MAMA avec *Djobi*. Projet notable de ce début d'année 2015, JokkoSanté, qui met en place une pharmacie virtuelle afin d'éviter les péremptions de médicaments inutilisés et promouvoir un échange contrôlé des médicaments entre famille débute sous les meilleurs augures. Développé en partenariat avec Sonatel, filiale d'Orange au Sénégal qui a participé à hauteur de 14 millions Fcfa (21342.86 €), ce projet a été lancé début février pour une phase pilote de 6 mois dans le district sanitaire de Passy. Les premiers médicaments ont été collectés par les employés de Sonatel. Tout argent collecté dans ce projet sera réutilisé dans l'achat de médicaments.



Annexe 11. Liste des entretiens réalisés

- Julien **ABSOLU** - chef de projet santé – Agence française de développement ;

- Pierre **BARROT** - Spécialiste de programme chargé de l’audiovisuel et de la promotion de l’image ;
Direction de la diversité et du développement culturels. Fonds de Production audiovisuel du Sud,
Organisation Internationale de la Francophonie ;

- Laurianne **BEUVAIS-REMIGEREAU** - secrétaire générale fondation GSK France ;

- Vanessa **LARUE** - ALTRAN ;

- Yann **LE BEUX** - CTIC Dakar / Incubateur et accélérateur des TICS ;

- Romain **MASSON** - Attaché audiovisuel régional - Ambassade de France à Dakar ;

- Babacar **SECK** - Association des Étudiants Africains de La Sorbonne ;

- Bruno **RAKOTOZAFY** - fondateur d’un blog sur la m-santé en Afrique, en anglais ;

- Alexandre **RIDEAU** - fondateur RAES.